

I

INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

« Pourquoi planifier ? » la question ne se pose plus aujourd'hui vue la généralisation du concept de planification. Dans le cadre de la mise en œuvre du processus de décentralisation au Cameroun, la loi N° 2004/017 du 22 juillet 2004 portant orientation de la décentralisation, confère aux communes la compétence d'élaborer et d'exécuter des plans communaux de développement (PCD) considérés comme des boussoles locales de développement. Dans cette optique la planification s'impose de plus en plus comme une modalité efficace pour les décideurs chargés de conduire le développement local et d'imaginer de nouvelles visions communales. Le PCD apparaît donc comme un outil primordial pour les décideurs locaux tant il permet d'éviter une navigation à vue.

L'importance et l'accroissement des responsabilités assignées aux Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD), grâce au processus de décentralisation enclenché, obligent les entités décentralisées à revoir les stratégies de travail pour améliorer les résultats attendus. Pour cela, les CTD ont intérêt à engager des processus de développement qui reposent sur les potentialités et les opportunités qu'offre leur milieu. Cette logique est indispensable pour les responsables municipaux afin qu'ils puissent maîtriser les données de leur espace territorial et les principaux facteurs qui les influencent. Il s'agit, de répondre au besoin d'optimisation des choix prioritaires concernant les actions à mener. Bref, les responsables chargés de conduire le processus de développement local, tout en remplissant efficacement et de façon efficiente leur rôle, devraient disposer d'une base de données fiables, leur permettant d'avoir une meilleure lisibilité et une parfaite maîtrise de leur entité. Cette vision du développement des communes est également consignée dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) élaboré par le MINEPAT, qui sert de vitrine pour le développement du Cameroun à l'horizon 2035.

Elaborer des PCD nécessite des financements importants. Afin d'atteindre cet objectif, le gouvernement camerounais avec l'appui de ses partenaires, s'est doté d'un outil important qui est le programme national de développement participatif (PNDP). L'objectif de ce programme de manière globale est d'améliorer durablement les conditions de vie des populations en milieu rural et des couches défavorisées telles que : les grands indigents etc.

Le PNDP a au centre de son action les collectivités territoriales décentralisées avec une forte participation des communautés à la base, de la société civile et des administrations publiques. Son mode d'intervention passe essentiellement par l'élaboration d'un Plan Communal de Développement (PCD) élaboré de façon participative.

Pour concrétiser cette mission, la Commune d'AYOS avec le concours du Centre d'Accompagnement de Nouvelles Alternatives de Développement Local (CANADEL) a initié le processus d'élaboration de son PCD. C'est à cet effet qu'une équipe pluridisciplinaire de Consultants du CANADEL avait séjourné dans ladite commune. Ce plan sera mis sur pied avec la participation des groupes constitutifs de la Commune et d'autres acteurs de développement. Ce dernier vise la promotion de la participation, de la transparence, de l'équité dans le choix des investissements et des actions de développement. Il s'adresse à tous les acteurs du développement de la Commune notamment le Conseil Municipal, les populations, les entrepreneurs, les investisseurs, les services déconcentrés de l'Etat, la tutelle

administrative, les Communes voisines, les partenaires au développement, les institutions de financement, les ONG...

Le PCD se veut un outil de renforcement des capacités d'action de la Commune en accordant une attention forte à la mobilisation des ressources locales.

Depuis le mois d'Avril 2011, de nombreuses activités ont été menées sur le terrain parmi lesquelles les différents Diagnostics : le Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV), le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC) et le Diagnostic Institutionnel Communal (DIC). Tous ces différents diagnostics ont été adoptés lors d'un atelier de validation du rapport consolidé des données qui s'est tenu le 14 Janvier 2011 à la salle des actes de la Mairie d'Ayos. A la suite de cet atelier s'est tenu du 17 au 18 Février 2011 l'atelier de planification des activités de développement de la Commune. Il avait pour but principal d'amener les parties prenantes à réfléchir profondément sur leurs problèmes de développement et à planifier les Activités principales dans un document technique dénommé «**Plan Communal de Développement**».

Le PCD matérialise la vision de développement de la Commune sur les différents secteurs.

1.2. Objectifs de la planification

L'objectif global du processus de planification dans la Commune d'AYOS est d'appuyer cette dernière dans la définition de ses orientations du développement devant servir de référence à toutes les actions à mener au sein de ladite commune.

De façon spécifique, il s'agit de :

- Conduire la Commune dans l'élaboration de son PCD (document stratégique et opérationnel) ;
- Faciliter l'appropriation du PCD par le Conseil Municipal, les populations de la localité, les Partenaires au développement et l'Etat ;
- Accompagner la Commune dans la mise en place d'un mécanisme propre de suivi-évaluation pour la mise en œuvre dudit PCD

1.3. Structure du document

L'ossature de ce PCD se présente de la manière ci-après :

- Sommaire
- Introduction
- Approche Méthodologique
- Présentation Sommaire de la Commune
- Synthèse des Résultats du Diagnostic
- Planification Stratégique [vingt –huit (28) cadres logiques]
- Programmation [Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) sur trois(03) ans, Cadre Sommaire de Gestion Environnemental (CSGE), Plan Sommaire de Gestion Environnemental (PSGE), Plan d'Investissement Annuel (PIA) et Plan de Passation de Marché (PPM)]
- Mécanisme de Suivi-Evaluation
- Plan de Communication
- Conclusion
- Annexes

II

APPROCHE METHODOLOGIQUE

La démarche d'élaboration du Plan Communal d'AYOS a reposé sur deux grandes phases à savoir :

- une phase de préparation qui a consisté à :
 - la signature de la convention tripartite,
 - la prise de contact avec l'exécutif communal et les différentes autorités administratives et traditionnelles ;
- une phase de mise en œuvre du processus qui a également consisté à :
 - la collecte des informations et traitement ou diagnostic participatif ;
 - la planification proprement dite ;
 - la mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation du PCD.

2.1. Préparation de l'ensemble du processus

Pour répondre aux objectifs d'implication et d'appropriation du programme par les populations, la Méthode Accélérée de Recherche et de Planification Participative (MARPP) a été la méthode choisie par le PNDP pour mettre en œuvre la planification. Les principales étapes de l'élaboration ont été les suivantes :

- Phase de préparation pédagogique ;
- Phase de préparation administrative ;
- Préparation au niveau des Unités de Planification Participative (UPP) et de l'institution communale.

2.1.1. Préparation pédagogique

Dans cette phase il s'est agi pour l'équipe du Centre d'Accompagnement de Nouvelles Alternatives de Développement Local de procéder à l'harmonisation des techniques et des méthodes qui devaient servir au diagnostic participatif de la planification locale et également d'apprêter le matériel y afférent.

2.1.2. Préparation administrative

La première phase a porté sur :

- La prise de contact entre l'exécutif municipal, le PNDP et le personnel de l'Organisme d'Appui Local (OAL) CANADEL ;
- L'organisation des cérémonies marquant le lancement officiel des activités de planification le 12 mars 2011; avait pour but d'introduire l'OAL dans la Commune pour informer et sensibiliser toutes les parties prenantes (autorités administratives, communales et traditionnelles, élites, etc.) sur le processus de planification participatif.

2.1.3. Préparation au niveau des unités de planification participative et de l'institution communale.

Plusieurs descentes ont eu lieu dans les villages et au niveau de l'institution communale pour informer et sensibiliser les différentes parties prenantes sur l'importance de leur participation active à toutes les phases du processus. A cet effet, des réunions ont été tenues au sein des villages par les consultants Centre d'Accompagnement de Nouvelles Alternatives de Développement Local avec les chefs de villages. De même le point focal de la commune servait de relais pour la sensibilisation.

2.2. Collecte des informations et traitement

Cette étape a permis de procéder à la collecte et à la validation des données à travers un diagnostic participatif comprenant : un Diagnostic Institutionnel Communal (DIC), un Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC), un Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV). A l'issue de ces différents diagnostics un rapport des données consolidées à été produit par l'OAL ; et soumis à l'appréciation et à la validation des membres du COPIL.

2.2.1. Conduite du Diagnostic Institutionnel Communal (DIC)

L'objectif global du DIC était de faire un état des lieux de la Commune en ce qui concerne la gestion financière, des ressources humaines, du patrimoine communal et des relations. Les résultats issus de cet état des lieux permettront d'élaborer un plan de renforcement des capacités de l'institution communale. La conduite du DIC est passée par 4 étapes à savoir :

- la préparation du DIC ;
- le diagnostic participatif de l'Institution communale ;
- le dépouillement, le traitement et l'analyse des données ;
- la validation des résultats et l'identification des axes de renforcement de la Commune.

A la fin de cette collecte d'information, nous avons produit un rapport intitulé "DIC " qui a été mis à la disposition de la Commune et du PNDP.

2.2.2. Conduite du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC)

La réalisation du DEUC s'est déroulée dans les différents quartiers de la ville d'Ayos. Ainsi, avant la phase pratique de l'OAL ont été formés sur le plan théorique à la conduite d'un diagnostic participatif.

Cependant, il est à noter que les outils utilisés pour la réalisation du DEUC sont les mêmes que ceux du DPNV à la seule différence que le DEUC insiste également sur les différents corps de métiers qui interviennent dans l'espace urbain.

A la fin de cette collecte d'information, nous avons produit un rapport intitulé "DEUC" qui a été mis à la disposition de la Commune et du PNDP.

2.2.3. Conduite du Diagnostic Participatif Niveau Village

L'approche méthodologique utilisée a consisté au niveau de chaque village de la Commune, en une succession de consultations publiques comprenant des travaux de groupes mixtes (hommes, femmes, jeunes, riches, intermédiaires, pauvres), des travaux de groupes socioprofessionnels (hommes, femmes et jeunes), les séances plénières en assemblées villageoises, les entretiens semi-structurés, la visualisation, les sondages d'opinions et l'observation participante. La conduite du diagnostic participatif a fait appel aux outils suivants :

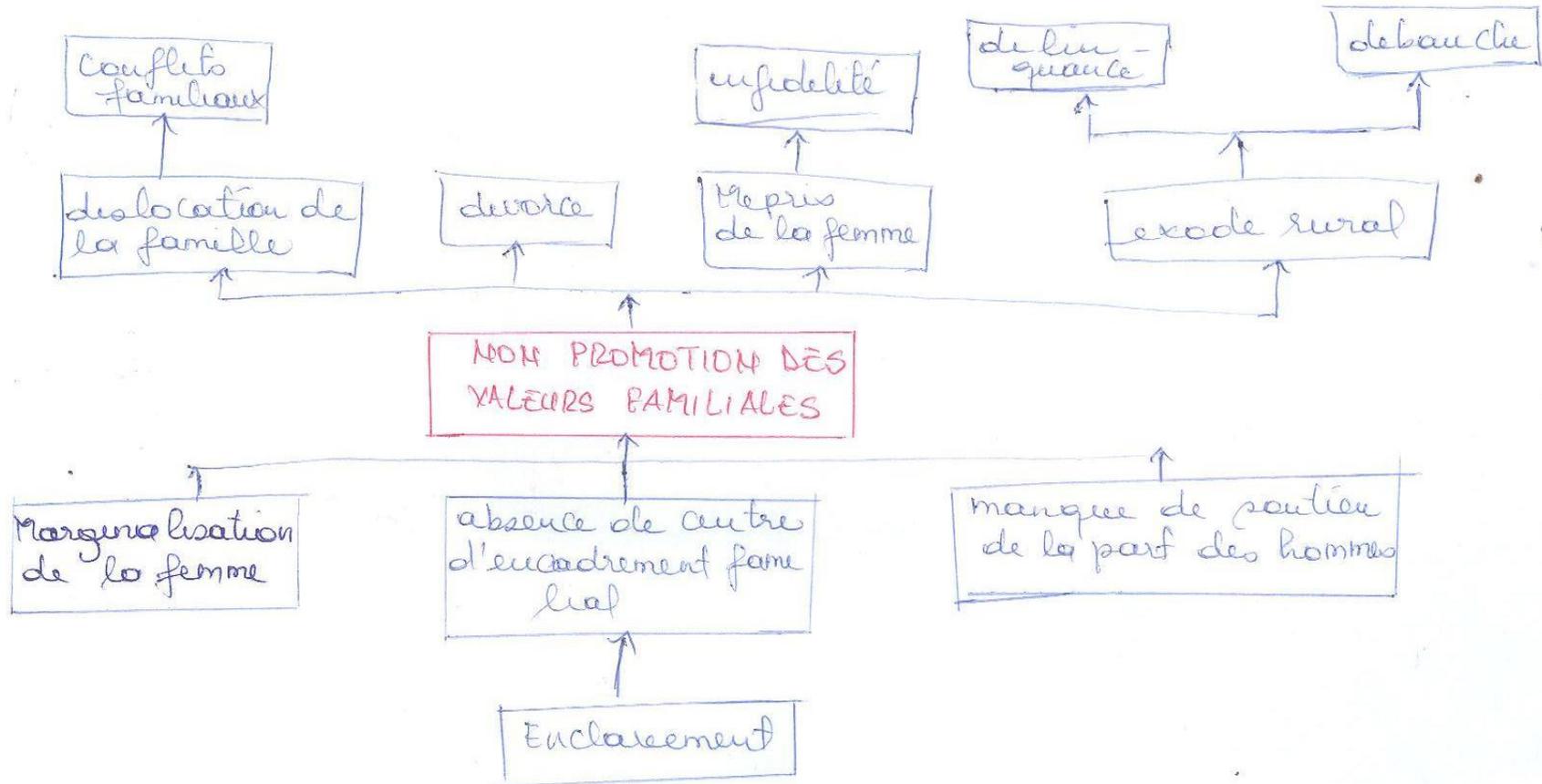
Pendant cette phase, il était question pour l'OAL d'organiser des consultations publiques dans chaque UPP (village ou quartier doté d'une chefferie du 3^e degré) et de collecter un ensemble d'informations de manière efficace et participative par des techniques spécifiques et des outils préconçus par le PNDP. Les données collectées portaient particulièrement sur :

- la situation des unités de planifications de la commune (localisation, données physiques, données démographiques, activités économiques, acteurs du développement de la commune) ;
- l'état des lieux du développement des unités de planification (villages, quartiers) de la commune ;
- les secteurs productifs (agriculture, élevage, exploitation des ressources naturelles, transformation, commerce et équipements marchands, tourisme, etc.) ;
- les secteurs sociaux (l'éducation, la santé, le réseau routier et l'assainissement, l'eau et l'énergie, la protection sociale, infrastructure sociales et marchandes, les moyens d'information et de communication).

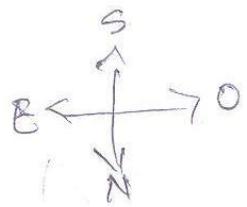
La conduite du diagnostic participatif a fait appel aux outils suivants :

- **La fiche de collecte des données de base** a permis de recenser les données sur le village et celles disponibles auprès des différents services techniques et administratifs ;
- **Les Fiches techniques de collecte** ont permis de collecter des informations spécifiques sur différents secteurs et les infrastructures socio-économiques ;
- **Les fiches des besoins** ont permis de collecter les informations sur les besoins des communautés à la base ;
- **La Carte du village avec unités de paysage** a permis d'identifier les ressources naturelles et physiques du village de même que les infrastructures socio-économiques.
- **Le Transect (marche)** a permis d'explorer le terroir villageois, de vérifier sur place les informations obtenues sur le village en utilisant les autres outils d'analyse, les infrastructures et les micro-infrastructures locales et d'identifier les problèmes et les contraintes de développement du village ;
- **Le tableau de figurines ou boîte à images** a permis de sensibiliser les populations locales sur ce qu'est le VIH/SIDA/IST, ses modes de transmission, son impact socio-économique et les méthodes de prévention ;
- **L'Interview semi-structurée** a permis de compléter les connaissances acquises sur le village en utilisant les autres outils et de faire un inventaire des problèmes et des atouts du village selon les perceptions des différents groupes et types d'acteurs ;
- **L'Arbre à problèmes** a permis d'analyser les causes et les effets des problèmes prioritaires du village par secteur et de choisir les causes/effets pertinents des différents problèmes sur lesquelles les villageois veulent et peuvent agir ;
- **Le Tableau de solutions villageoises** : il a permis d'identifier les alternatives viables aux problèmes ;
- **Le Tableau de planification stratégique** a permis de planifier les actions endogènes prioritaires du village sur trois(03) ans
- **Le Tableau de planification opérationnelle** : il a permis d'élaborer le Plan Opérationnel du village pour la première année.
- **La Mise en place d'un Comité de Concertation** : il a pour mission dans chaque UPP de procéder au suivi et à l'évaluation des activités endogènes à mener pendant une période trois (03) ans.

ARBRE A PROBLEME VILLAGE NGOUBI



CARTE PARTICIPATIVE VILLAGE NGOUBI

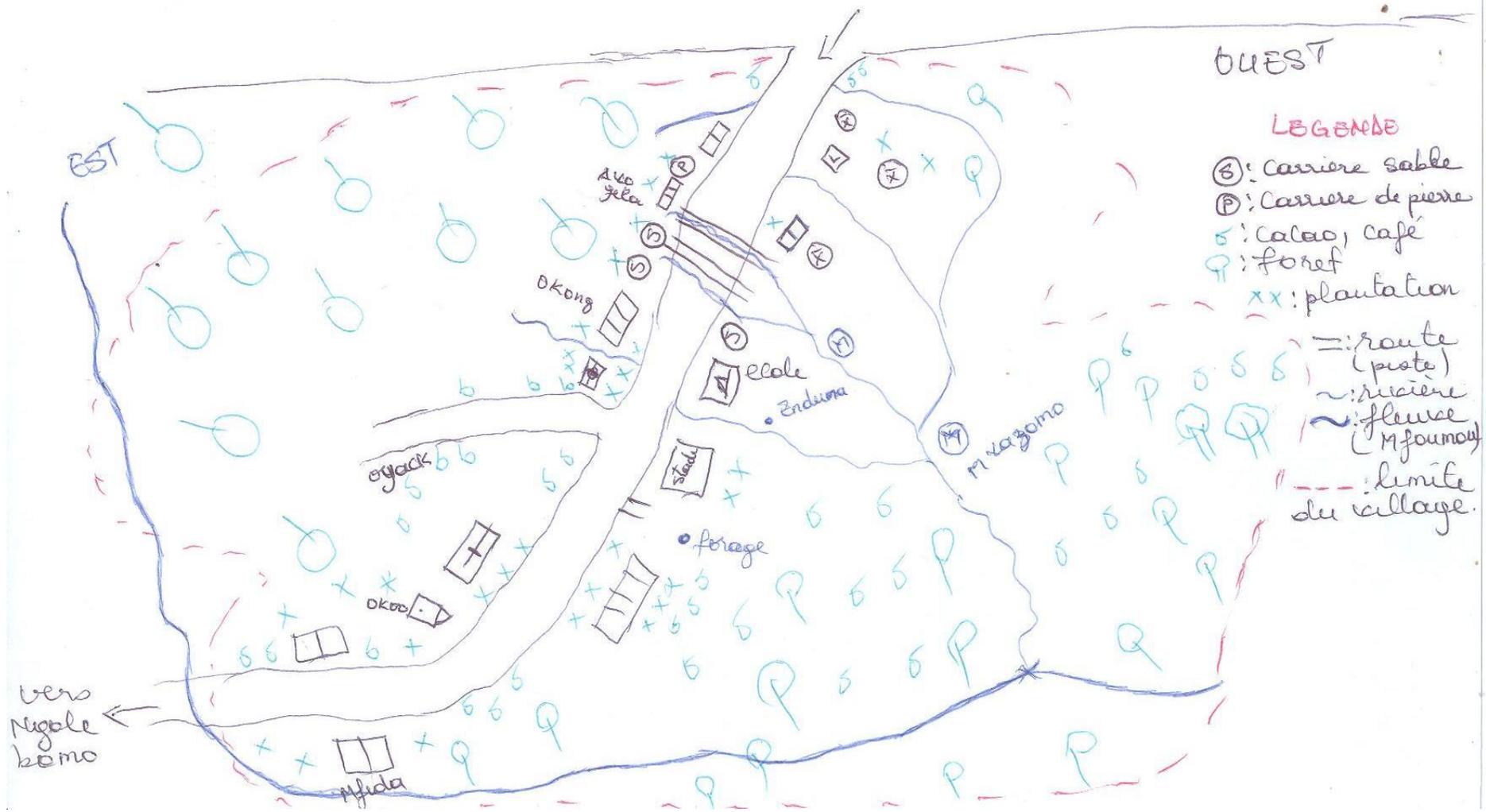


S

WEST

LEGENDE

- Ⓟ: Carriere sable
- Ⓟ: Carriere de pierre
- ♣: Cacao, cafe
- Ⓠ: foret
- xx: plantation
- : route (piste)
- ~: riviere
- ~: fleuve (M'poumou)
- - - : limite du village.



2.2.4. Consolidation des données du diagnostic et cartographie

La consolidation a consisté en une mise en commun des données du DPNV, DEUC et du DIC avec les fiches types de consolidation préalablement et des logiciels d'exploitations élaboré par le PNDP.

En ce qui concerne la cartographie un consultant avait été recruté à cet effet et avait pour mission de relever les points GPS de toutes les infrastructures de la Commune et de produire toutes les cartes y relatives.

A l'issue de cette phase de consolidation des données, un atelier de restitution et de validation du rapport consolidé du diagnostic participatif a été organisé en présence des différentes parties prenantes (COPIL, OAL, Sectoriels et Chefs traditionnels).

2.3. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

L'atelier qui s'est tenue à AYOS en Février dernier s'est articulé en huit étapes à savoir :

- L'élaboration de la planification stratégique : par la restitution, les amendements et la validation des différents cadres logiques par secteur ;
- L'intervention des sectoriels (stratégie sectorielle, etc.) et des populations à la base ;
- La mobilisation des ressources : présentation par l'Exécutif Communal des financements disponible pour l'année 2012 ;
- L'élaboration du Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) ;
- L'élaboration du plan d'investissement annuel (PIA) ;
- L'élaboration du plan sommaire de gestion environnemental (PSGE);
- L'élaboration du plan de passation des marchés (PPM).

2.4. Restitutions et consolidation par les différentes parties prenantes

Tous les résultats issus de l'utilisation des différents outils lors des travaux de groupes (ateliers) étaient suivis par des restitutions visualisées en séance plénière ; L'objectif étant de vérifier toutes les données recueillies dans le but d'enrichir ou d'amender les résultats obtenus en groupe de travail. Chaque groupe de travail avait un rapporteur qui était participant à part en tiers de l'Atelier. Ceci a favorisé un amendement des travaux de groupe et l'adoption des différents résultats au fur et à mesure que l'équipe de consultants du CANADEL avançait dans le processus de planification.

2.5. Mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation Participatif du PCD

Il est question à ce niveau de définir un mécanisme de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PCD. A cet effet, les participants ont été sensibilisés sur la nécessité de mettre en place leur propre mécanisme de suivi-évaluation. La méthode à utiliser consistera, à mettre en place un Comité Communal de Suivi-Evaluation (CCSE) des activités retenues à court et moyens terme dans le Plan Communal de Développement (PCD) ; ceci après validation de ce dernier par le Préfet du Département du Nyong et Mfoumou.

III

PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

3.1 Localisation de la Commune

La Commune d'AYOS est située à 123 km de Yaoundé et à 40 km d'Akonolinga chef lieu du département du Nyong et Mfoumou. Elle a une superficie de 1250 km² et une population estimée à environ 22899 (RGPH, 2005) habitants et est traversée par la route Nationale N°10. C'est également dans cette ville que l'on retrouve l'essentiel de l'œuvre léguée au Cameroun par le Dr Eugène JAMOT qui combattit la maladie du sommeil.

AYOS est limité :

- au Nord par la Commune de KOBDOMBO ;
- au Sud par la Commune d'AKONOLINGA ;
- à l'Est par la Commune ATOK ;
- à l'Ouest par la Commune de MENGANG.

3.2 Milieu Biophysique

3.2.1 La Flore

La végétation d'AYOS est caractérisée par des forêts galériennes et des forêts marécageuses à raphia. Ces formations végétales sont riches en essences commercialisables et en Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) tels que : le Djansang, le Sapelli, Ayous, le Fraké, etc.

Tableau 4 : Liste des produits forestiers exploités dans la commune d'AYOS

Nom Commun	Nom scientifique	Utilisation
Sapelli	<i>Entandrophragma cylindricum</i>	Vente et fabrication meubles
Moabi	<i>Baillonela toxisperma</i>	Vente et fabrication meubles
Doussié rouge	<i>Azelia bipindensis</i>	Vente et fabrication meubles
Ayous	<i>Triplochyton scleroxylon</i>	Vente et fabrication meubles
Bubinga rouge	<i>Guibourtia demeusei</i>	Vente et fabrication meubles
Djansang	<i>Ricinodendron heudolettii</i>	Vente et consommation
Iroko	<i>Chlorophora exelsa</i>	Vente et fabrication meubles
Padou		
Mouvingui	<i>Distemonanthus benthamianus</i>	Vente et fabrication meubles
Kosipo	<i>Entandrophragma candolei</i>	
Sippo	<i>Entandrophragma utile</i>	
Bibolo	<i>Lovoa trichilioides</i>	Vente et fabrication meubles
Ebene	<i>dyospyros</i>	Vente et fabrication meubles
Fraké	<i>Terminalia superba</i>	

NB : Source : Enquêtes de terrain CANADEL (2011)

3.2.2 La Faune

Faune sauvage terrestre

Etant donné que la commune d'Ayos est située dans une zone forestière, on y retrouve une faune sauvage très diversifiée. Cette faune sauvage se retrouve dans n'importe quelle zone forestière et les principales espèces que l'on rencontre sont : les céphalopodes, porc épic, hérisson, etc.

Faune sauvage aquatique

La faune sauvage aquatique se trouve principalement dans le fleuve Nyong et le fleuve Mfoumou. Les principales espèces sont : kanga, tilapia, poisson vipère, etc.

Nom Commun	Nom scientifique	Utilisation
kanga	<i>hétérotis</i>	Commercialisation et consommation
tilapia	<i>clarias</i>	Commercialisation et consommation
Poisson vipère	<i>La baudroie abissale</i>	Commercialisation et consommation

NB : Source : Enquêtes de terrain CANADEL (2011)

Faune domestique terrestre

Elle est très pauvre (poules, porcs, chèvre, mouton, bœuf) et peu diversifiée. On note cependant l'extension de l'élevage bovin.

Nom Commun	Nom scientifique	Utilisation
poule	<i>Galus galus</i>	Commercialisation et consommation
porc	<i>Sus scrofa</i>	Commercialisation et consommation
chèvre	<i>Capra hircus</i>	Commercialisation et consommation
mouton	<i>Ovis aries</i>	Commercialisation et consommation
bœuf	<i>Bos taurus</i>	Commercialisation et consommation

NB : Source : Enquêtes de terrain CANADEL (2011)

Faune domestique aquatique

Elle est quasi inexistante.

3.2.3 Le potentiel touristique

La commune ne constitue pas une destination touristique particulière. Cependant il faut relever l'existence de quelques sites touristiques qui pourraient constituer de véritables atouts, il en est ainsi de la case JAMOT et du fleuve NYONG. Ces deux derniers sites sont en effet sous valorisés jusqu'à présent, raison pour laquelle des idées sont en cours pour une meilleure valorisation.

3.3 Milieu humain

La population de la Commune d'AYOS est constituée principalement des ethnies Bétis qui se subdivisent en deux groupements à savoir :

- Les Yébekolos et les Omvangs

Toutefois l'on retrouve également les Sso et les Maka qui sont des ethnies minoritaires dans la commune.

La position géographique de la commune d'Ayos et les nombreux mouvements des biens et personnes, rendent la population de cette localité assez cosmopolite. C'est la raison pour laquelle l'on rencontre également les populations allogènes telles que les Bamilékés, les Bamouns, d'autres Bétis (Ewondos, Bassas, Etons, Bulus), les bamendas, les Haoussa et des personnes appartenant à d'autres nationalités (françaises, tchadiennes, congolaises, sénégalaises).

Il ressort de nos enquêtes et investigations que la commune d'AYOS compte effectivement, 39 villages et 19 quartiers.

Tous ces villages et quartiers ont chacun à leur tête un Chef Traditionnel de 3^{ème} Degré.

Tableau 1 : Liste des villages de la Commune d'AYOS

N°	Villages groupement YEBEKOLO- Est	N°	Villages Groupement OMVANG
1	ABENG NAM	1	ADOUA
2	EBECK	2	AKAM ENGALLI
3	EKOK	3	ATONG
4	EYESS	4	ATOUT
5	KOBA	5	BY
6	KOMBO	6	MBANG
7	LEMBE		MBAKOK
8	MELANE	7	MBEKA'A
9	MEKOUMA	8	MEBISSI
10	METO	9	NGOLEBOMO
11	MVANGA	10	NGOUBI
12	NDELLE	11	NGOUN 1
13	NEBODO	12	NGOUN 2
14	NGOUMESSENG	13	NGUIDA MINFOLLO
15	NKOLMVENG	14	NKOLOBOUDOU OMVANG
16	NSAN 1	15	OBIS
17	NSAN 2	16	OLEMBE
18	NYABEWO'O	17	TOMBA 1
19	NYAMVOUDOU	18	EMINI
20	WONG		
21	YEBE		

NB : Source : Enquêtes de terrain CANADEL (2011)

Tous ces villages ont à leurs têtes des Chefs de 3^{ème} Degré, excepté l'unité de planification MBAKOK qui est un grand hameau dépendant à la fois de MBEKA'A et Atout au plan administratif ; cependant, celle-ci à sa tête un capita (notable). On retrouve également deux Chefs de Cantons à savoir :

- Le Chef de groupement ou de 2^{ème} degré YEBEKOLO dont le chef lieu est NDELLE ;
- Le Chef de groupement de 2^{ème} degré OMVANG dont le Chef lieu est MBEKA'A.

Tableau 2 : Liste des quartiers de la Commune d'AYOS

N°	Quartier	N°	Quartier
1	ADMINISTRATIF	11	EBABODO
2	BAMILEKE	12	HAOUSSA
3	BAMOUN (sans espace territorial délimité)	13	JAMOT (Sso)
4	BEKOUNGOU	14	MESSAM
5	BIBEBIVIEK	15	MVEBAASSI
6	BIYEM	16	NJINGON
7	CENTRAL 1	17	NLONG ASSI
8	CENTRAL 2	18	NKOLKAA
9	CHATEAU	19	OMVANG
10	DOU'OU BEKOLO		

NB : Source : Enquêtes de terrain CANADEL (2011)

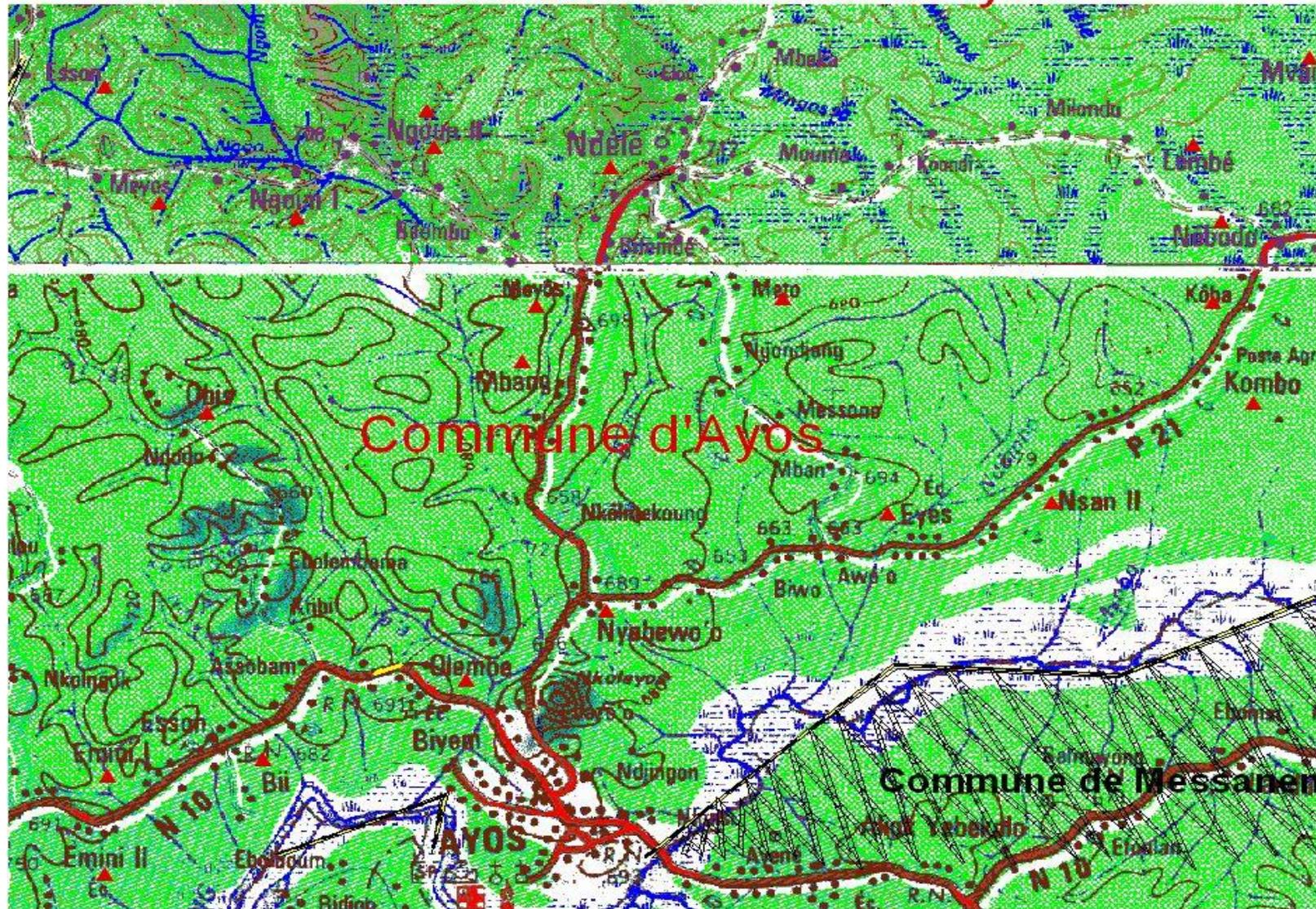
Tableau 3 : Populations de la Commune d'AYOS

Village / quartier	Hommes	Femmes	Jeunes (moins de 16 ans)	Jeunes (moins de 5 ans)	Total
ABENG NAM	150	250	150	100	650
ADMINISTRATIF	115	130	30	40	315
ADOUA	97	120	90	30	337
AKAM-ENGALI	100	150	50	40	340
ATONG	150	270	150	100	670
ATOUT	53	41	15	20	129
BAMOUN	8	11	9	12	40
BEKOUNGOU	360	240	22	97	719
BIBE-BIVIECK	250	345	60	45	700
BIYEM	274	258	107	52	691
BY	130	110	90	220	550
CHÂTEAU	90	110	130	70	400
DOU'OU BEKOLO	120	150	55	35	360
EBABODO	191	234	87	59	571
EBECK	200	150	60	40	450
EKOK	127	143	109	48	427
EMINI	150	200	90	85	525
EYESS	350	250	75	25	700
HAOUSSA	80	30	70	40	220
JAMOT	92	138	40	80	350
KOBA	120	102	94	40	356
KOMBO	165	200	45	90	500
LEMBE	102	130	30	20	282
MTAKA	204	258	90	72	624
MTAKOK	102	40	30	70	242
MBANG	110	215	67	40	432
MEBISSI	148	160	157	125	590
MEKOUMA	75	111	50	20	256
MELANE	110	90		47	247
MESSAM	45	35	30	25	135
METO'O	97	120	90	30	337
MVANGA-TOM	200	180	140	50	570
MVEBA'ASSI	177	140	52	27	396
NDELLE	150	200	100	50	500
NDJINGON	150	200	100	120	570
NEBODO	65	70	40	60	235
NGOLBOMO	110	90	75	20	295
NGOUBI	128	192	48	35	403
NGOUMESSENG	60	20	25	30	135
NGOUN 2	200	385	130	70	785
NGOUN I	177	140	52	27	396
NGUINDA MINFOLO	100	200	150	100	550

Village / quartier	Hommes	Femmes	Jeunes (moins de 16 ans)	Jeunes (moins de 5 ans)	Total
NKOLKA'A	60	53	40	35	188
NKOLMVENG	80	100	55	35	270
NKOLOBOUDOU2	125	200	60	55	440
NYABEWO	250	200	107	123	680
NSAN 1	75	111	50	20	256
NSAN 2	100	150	70	80	400
NYAMVOUDOU	250	300	150	90	790
OBIS	92	138	40	80	350
OLEMBE	125	108	87	84	404
OMVANG	128	192	65	49	434
CENTRAL I	110	145	67	54	376
BAMILEKE	198	232	75	43	548
NLONG-ASSI	90	80	20	40	230
TOMBA 1	200	150	60	40	450
WONG	105	137	96	47	385
YEBE	80	120	70	80	350
TOTAL	7950	9 024	4 196	3 361	24 531

NB : Source CANADEL, estimation de la population sur la déclaration des chefs de village et des populations (2011)

Localisation de la Commune d'Ayos



3.4 Activités socio-économiques

Les populations d'AYOS mènent plusieurs activités économiques. En fonction de l'importance de l'activité vient en tête de file l'agriculture, puis suivent la pêche, l'élevage, la cueillette (PFNL), la chasse, le commerce et l'exploitation artisanale des produits de carrières (sable, latérites, argile, kaolin, pierres).

3.4.1. Agriculture

L'agriculture est la principale activité pratiquée par les populations actives de la Commune d'AYOS. C'est une agriculture de subsistance dont les récoltes sont destinées à la consommation familiale soit les 65% et 35% pour la vente (**Rapport DDDER/SESA/ NM, 2009**)¹. Les principales spéculations pratiquées portent sur les cultures vivrières et de rente.

Les cultures de rente sont le cacaoyer, le caféier et le Palmier à Huile. La cacaoculture et la caféiculture sont pratiquées par la quasi-totalité de la population masculine active de la Communauté. La superficie moyenne des exploitations cacaoyères et caféières est de 2 à 5 ha. La main d'œuvre est essentiellement familiale et la production assez faible (5 à 8 sacs par ha). Le cacao et le café produits sont généralement écoulés par les Coxeurs (Collecteurs/Acheteurs informels) exerçant dans la région. Notons également que la commune dispose d'une usine de décorticage de café, dans laquelle la plus part du personnel employé n'est pas originaire de la localité situation empêchant ainsi la création d'emplois au profit des populations locales.

Les principaux problèmes relevés ici sont la main d'œuvre vieillissante, l'outillage rudimentaire, la cherté des produits phytosanitaires, la cultivation des surfaces très réduite (1 et 4 Ha) ; ce qui engendre un rendement faible (0,7 à 1 T /Ha). Toutefois il faut relever la fertilité et de l'abondance des terres, de même qu'une augmentation du prix de vente de certains produits, notamment le Cacao dont le prix du Kg de Cacao passé de 800FCFA à 1200FCFA.

Les données fournies par la Délégation d'Arrondissement de l'Agriculture et du Développement Rural d'AYOS font état de 5671 Ha de Cacaoyer, de 1540 Ha de Caféier, de 200 Ha de Palmier à huile et 09 Ha d'ananas. Il est à noter que ces données sont obsolètes parce que les services du MINADER n'ont plus la charge des données statistiques liées à la production et à la commercialisation du cacao et du café. Toutefois, les ventes n'étant pas organisées, la réalité pourrait révéler des chiffres plus grands. Il n'existe aucune infrastructure de coordination des ventes agricoles. Depuis 2005, l'Etat camerounais à travers le MINADER a lancé plusieurs programmes pour relancer les filières cacao et café tels que : PPVCC, PSCC, SODECAO etc. les retombées de ces programmes se font ressentir à AYOS, avec la création de nouvelles plantations de cacao.

Les cultures vivrières font intervenir l'agriculture itinérante sur brûlis et la jachère. La première technique c'est-à-dire l'agriculture itinérante sur brûlis, consiste à défricher un lopin de terrain dans la forêt, et à l'incinérer soit en tas, soit éparpillé. L'objectif de l'incinération est d'améliorer instantanément avec les cendres résultantes des brûlis, la fertilité du sol. Quant à la seconde technique qui est la jachère consiste à laisser le lopin de terrain exploité en friche pour permettre au sol de retrouver sa fertilité. Les principales cultures vivrières sont le manioc, le macabo, la banane plantain, la banane douce, le maïs, la patate douce. L'on

¹ Délégation départementale de développement rural/service du suivi agricole/Nyong et Mfoumou

note également une légère pratique des cultures maraichères (tomates, etc.). Ce type de spéculation concerne surtout les femmes. Les produits des récoltes sont en général consommés et vendus. Parmi les produits destinés à la vente, seul le manioc est généralement transformé en bâton de manioc et en couscous. Cette production est vendue sur le marché local d'AYOS ou à d'Akonolinga et Yaoundé.

Malgré l'abondance et la fertilité des terres, on note une main d'œuvre vieillissante, la cherté des produits phytosanitaires, l'existence des maladies des plantes et la pratique d'une agriculture de subsistance (outillage rudimentaire, cultivation de petites surfaces (0,5 à 2 Ha), rendement faible.

D'autres programmes et projets interviennent dans la circonscription administrative d'AYOS, on peut ainsi citer :

- PNVRA : Programme de Vulgarisation et de Recherches Agricoles ;
- PRFP : Programme de Relance de la Filière Plantain ;
- PNPV : Programme National des Palmeraies Villageoises ;
- PNDRT : Programme National de Développement des Racines et Tubercules ;
- PRFM : Programme de Relance de la Filière Mais ;
- PRESSE : Programme de Relance du Sous Secteur Engrais ;
- PACA : Programme d'Amélioration de la compétitivité Agricole ;
- PURRPCC : Programme d'Urgence pour la Réduction des Résidus des Pesticides dans le Caca/Café ;
- PAIJA : Projet d'Appui à l'Installation des Jeunes Agriculteurs.

Cependant, le secteur agricole fait face à de nombreux problèmes dont les plus récurrents comprennent la baisse rapide de la fertilité des sols cultivés (dû aux mauvaises pratiques agricoles notamment l'agriculture itinérante sur brûlis), les maladies et attaques des cultures par des déprédateurs, les difficultés de commercialisation et de conservation des denrées alimentaires. Ceci a pour conséquence une diminution des revenus à long terme, l'abandon de certaines cultures et la réduction des espaces cultivés.

3.4.2 Elevage

La pratique de l'élevage dans la commune est sous valorisée. Il s'agit d'un élevage extensif caractérisé par des cheptels de très faible taille. La divagation des bêtes est la principale technique utilisée par les populations afin de combattre le problème de nutrition des bêtes. Cet élevage est constitué de la volaille (poules), les ovins (moutons), les caprins (chèvres), les porcins (porcs) et bovins (bœufs). Ce type d'élevage est également une forme de réserve économique qui permet aux éleveurs de résoudre les problèmes qui peuvent survenir au cours de l'année avant la période cacaoyère et caféière. Il permet aussi aux responsables de familles de recevoir des étrangers de marques. Ce secteur souffre de la forte mortalité de la volaille en saison sèche et surtout de la recrudescence de la coccidiose pour les volailles et le rouget de porc pour les porcins. Toutefois, la difficulté majeure ici reste la non maîtrise des techniques améliorées d'élevage en claustration des animaux domestiques par les populations locales.

3.4.3. Pêche

Les produits halieutiques occupent une place de choix dans l'approvisionnement du marché local et font l'objet d'un grand commerce qui suit la demande intérieure et celle des villes environnantes. La pêche constitue la deuxième activité lucrative des jeunes de la ville et des riverains du fleuve Nyong et du fleuve Mfoumou qui traversent et arrosent la commune d'AYOS. Il s'agit d'une pêche artisanale. Les techniques utilisées comprennent le filet, les nasses, les lignes et les produits chimiques (néfastes à l'environnement et à la santé humaine). Les ménages et les revendeurs s'approvisionnent directement auprès des pêcheurs sur le pont du Nyong. L'activité de pêche bien que non structurée, génère des revenus à ceux qui la pratiquent. Cette activité est fleurissante de septembre à décembre. En période de grande pêche, l'activité génère des revenus plus importants. Une équipe de pêcheurs peut faire un chiffre d'affaire de 100.000 à 150.000F/semaine². L'activité de pêche connaît des périodes de ralentissement à partir de Février à Avril (avec un revenu moyen de 45.000F/semaine pour une équipe de pêcheurs³). Les espèces de poissons les plus pêchées sont le Tilapia du Nil (*Oréochromis niloticus*), les silures (*Clarias gariepinus*), le poisson serpent (*Chana chana*), le Kanga (Hétérotis).

Depuis quelques années l'Hétérotis (Kanga) est devenu très rare dans les étalages des commerçants et même dans les plats des restaurateurs. Ceci est dû à l'exploitation abusive des ressources halieutiques et surtout à la destruction des géniteurs de Kanga pendant la pêche. Il est important de réglementer cette activité, car cela pourrait entraîner une situation irréversible ayant pour résultat la disparition du poisson Kanga. Ce poisson constitue toute une histoire pour la localité, au point d'avoir une fête qui lui est consacrée chaque mois de septembre. Pour pallier la rareté des poissons pêchés localement et très prisés, les poissonneries locales situées au marché vendent des produits halieutiques importés.

3.4.4. Chasse

La zone d'AYOS est forestière. Fort de cet état des choses, elle renferme une faune cynégétique diversifiée. Cette faune joue un rôle important dans l'économie locale et dans l'alimentation en protéines animales des populations d'AYOS. Cette activité est l'apanage des hommes et des jeunes garçons.

Les principales techniques cynégétiques utilisées comprennent la chasse à court, la chasse à la nasse, le piège à câble, la chasse à l'arme, les assommoirs, les machettes, les couteaux, arcs, les appâts empoisonnés et les lances. La période de prédilection pour la chasse est la saison pluvieuse. Pendant cette période les chasseurs quelle que soit la catégorie, séjournent deux à trois jours en forêt et ressortent pour vendre les produits de chasse (gibier) qui sont vendus soit frais (entier ou par quartier), soit boucanés. Ils commercialisent ces produits sur des étalages devant leur domicile ou dans les agglomérations avoisinantes (Akonolinga, Kobdombo).

3.4.5. Exploitation forestière

La ville d'AYOS ne disposant ni d'une forêt communautaire ni d'une forêt communale légalisée, les activités d'exploitation forestière sont de ce fait incontrôlées. Cette forêt est utilisée à plusieurs fins à savoir : Bois d'œuvre, bois de chauffe, chasse, cueillette, paille, plantes médicinales, plantations de vivres et de rente. Cependant, l'exploitation des bois d'œuvre est l'apanage des exploitants qui exportent les grumes pour la commercialisation. Les grumes subissent rarement une première transformation sur place.

² Source : un pêcheur interviewé

³ idem

3.4.6 Collecte des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL)

La forêt d'AYOS contient divers Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) tels que : le moabi (*Baillonella toxisperma*), Mangue sauvage (*Irvingia gabonensis*), kolatier, Okok (*Gnetum africanum*), plantes médicinales, le Raphia (*Raphia sp*), le Bitter kola (*Garcinia cola*), le Djangang (*Ricinodendron heudolettii*). Ces produits sont destinés à près de 75% à commercialisation et utilisés par les populations locales dans la pharmacopée traditionnelle et 25% à l'alimentation. D'une manière générale, ces produits restent sous valorisés dans la zone malgré le fort potentiel existant et l'opportunité qu'ils présentent pour le développement de l'activité économique locale. La collecte de ces produits est une activité essentiellement féminine

3.4.7. Agro-industrie

Le secteur agro-industriel est quasi inexistant dans la commune d'AYOS. Néanmoins l'on rencontre de petites unités de transformation des tubercules de manioc soit en bâton de manioc soit en farine de couscous par les femmes de la localité. Ces unités n'ont pas encore pu atteindre leur rendement maximum, du fait de l'utilisation d'un appareillage rudimentaire. Cette activité peut permettre aux populations de la commune de booster leur niveau de revenu et de contribuer à la relance de l'économie de la commune d'AYOS.

3.4.8. Exploitation des ressources minières

Aucune industrie d'extraction minière n'existe dans la ville. La Commune d'AYOS regorge pourtant de plusieurs ressources minières tels que : le Rutile, le sable, la latérite, le kaolin et l'argile. En dehors du Rutile dont le gisement minier a été récemment découvert dans la localité, et est en phase d'exploration par des scientifiques et chercheurs du MINRESI, les autres ressources minières sont exploitées par différents acteurs de la communauté à diverses fins. Le sable, la latérite, le kaolin et l'argile sont exploités par les populations ; le sable sert à la construction et est vendu sur place ; le kaolin sert à badigeonner les maisons tel avec de la chaux, l'argile sert à la poterie et la latérite quant à elle permet à la mairie d'effectuer des travaux de Reprofilage des routes de la commune.

3.4.9. Commerce

La position de ville transit qu'occupe la commune d'AYOS, fait de cette localité un lieu prisé d'échanges commerciaux. Ne dérogeant pas ainsi à la règle, l'activité commerciale ici occupe une place de choix dans le poumon de l'économie de la commune. Le commerce repose sur la commercialisation des produits de premières nécessités dans les boutiques tenues par les halogènes qui sont généralement des nordistes, des bamilékes ou des sénégalais ; la commercialisation des denrées alimentaires (gargote et restaurants) ; la commercialisation des produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. L'on retrouve également au sein de la commune de nombreux débits de boisson.

3.5 Principales infrastructures de la Commune

Elles sont présentées dans le tableau ci-après :

secteur	Infrastructures	Etat des infrastructures
Education de base	- Une (01) école maternelle	- Bon état
	- Une (01) école sans cycle complet	- Mauvais état
	- Vingt et trois (23) écoles Cycle complet sans école maternelle	- Etat passable (avec 36 bâtiments en bon état, 44 à l'état passable et 27 en mauvais état)
	- Treize (13) écoles Cycle complet avec école maternelle.	- Etat passable (avec 8 bâtiments en bon état, 12 à l'état passable et 15 en mauvais état)
Enseignement Secondaire	- Trois (04) Collèges d'Enseignement Secondaire (CES)	- Etat passable
	- Un (01) SAR/SM	- Etat passable
	- Un (01) Lycée technique	- Bon état
	- Un (1) Lycée classique.	- Bon état
Santé Publique	- Un (01) Hopital à Ayos centre ;	- En bon état
	- Deux (2) Centre de santé Intégré ;	- Etat passable
	- Quatre (04) Centre de santé Privé/Confessionnel.	- Etat passable
Eau et Energie	- 35 forages ;	- 15 en bon état, 11 exploités et 6 à réhabiliter
	- 19 puits modernes ;	- 3 en bon état, 2 en exploités et 11 à réhabiliter
	- un réseau d'adduction d'eau.	
Infrastructures électriques	- cinq (05) transformateurs électriques pour cent quatre vingt et un (181) branchements.	- Mauvais état
Culture	- 05 foyers communautaires :	- Bon état (foyer EBABODO, KOMBO et MESSAM)
		- Etat passable (foyer de DOU'OU BEKOLO et foyer BAMILEKE.)

3.6 Principales ressources de la Commune

Tableau 3: Matrice des ressources de la commune d'AYOS

UNITE DE PAYSAGE	UTILISATIONS	UTILISATEURS	VILLAGES CONCERNES	POTENTIALITES
FORET	Bois d'œuvre, bois de chauffe, chasse, cueillette, champs de vivres, vignage, artisanat, pharmacopée	Populations riveraines, exploitants forestiers	Melan, Eyess, Koba, Tomba I, Atout, Ngolbomo, Ebeck, Ngoun I, Adoua, Biyem, Ngoubi, Mbang, By, bekoungou, Mbaka, Ekok, Mekouma, Yebe, Ndelle, Kombo, Ebabodo, Nkolmveng, Atong, Nguinda Minfolo, Nsan 2, Ngoumesseng, Wong, Nsan 1, Ngoun 2, Olembé, Mebissi	Diversité floristique, (Ayous, Bibolo, Mavingui, Bubinga, moabi, Iroko, Kossipo, Sipo, Sapelli, bilinga, Ebène, parassolier, baoba Plantes médicinales, PFNL), et faunique (Lièvre, Porc-épic, Hérisson, Singe, Tortue). raphia, palmier, terre marécageuse, bois de chauffe, richesses fauniques et floristiques, grandes superficies de terres cultivables et fertiles, fourage
SAVANE ARBUSTIVE	Bois d'œuvre, bois de chauffe, chasse, cueillette, paille	Communauté du village, exploitants forestiers	Tomba I, Atout, Ebeck, Adoua, Nkoloboudou2, Mebissi, Quartier Ndjingon, Nkolmveng, Atong, Nguinda Minfolo, Nsan 2, Ngoumesseng, Wong, Nsan 1, Ngoun 2, Olembé, Mebissi, Quartier Nkolka'a, Quartier Administratif, Quartier Omvang, Bibe-bivieck, Nkoloboudou2, Nebodo, Mbakok, Emini, Akam-engali, Abeng-nam, Lembe, Obis, Mvanga, Nyamvoudou	Diversité faunique et floristique (Iroko, Bibolo, Sapelli, bilinga, Ajap, Ayous, PFNL), Aires de Paturage, atout touristique important non exploité, plantes médicinales,
CARRIERE DE SABLE	Construction des bâtiments, Vente du sable	Population locale	Prospection des	Importante réserve de sable

UNITE DE PAYSAGE	UTILISATIONS	UTILISATEURS	VILLAGES CONCERNES	POTENTIALITES
CARRIERE DE LATERITE ET DE PIERRE	Construction des maisons, Reprofilage de la route,	Communauté, Mairie	Eyess, Koba, Tomba I, Atout, Ngolbomo, Ebeck, Ngoun I, Adoua, Ngoubi, By, Mbang, Quartier Ndjingon, Atong, Nguinda Minfolo, Nsan 1, Ngoun 2, Olembé, Quartier Nkolka'a, Nyamvoudou, Mvanga, Abeng-nam, Lembe,	Présence des réserves de latérites et des affleurements rocheux
MONT SALAMBA ET COLLINE (Nkol-Yebe)	Site touristique, activités sportives, Sources d'eau	Communauté, Mairie, touristes	Yebe, Biyem	Reserve de pierre, plantes médicinales, sources d'eau minérale
ROCHER	Construction des maisons, Vente	Population locale	Nlong-Assi	Reserve importante
FLEUVE (MFOUMOU)	Pêche (vente et consommation des produits halieutiques	Populations riveraines	Ngoubi, Ngolbomo, Nkoloboudou	Abondance de poissons
FLEUVE (NYONG)	Pêche (vente et consommation des produits halieutiques), extraction de sable, cultures maraichères, chasse, pâturage, fourniture d'eau, voie de communication, lessive	Populations riveraines, CDE, Bergers	Nlong-Assi, Ebabodo, Kombo, Ekok, Bekoungou, By, Mbang, Bibe-bivieck, Nkoloboudou2, Akam-engali, Emini, Messam, Dou'ou-bekolo, Lembe, Obis, Nguinda Minfolo, Wong, Nsan 1, Olembé, Quatier Administratif, Adoua, Obis	Abondance de poissons, Présence de plusieurs espèces halieutiques, de marais, zone de tourisme, plusieurs espèces floristiques, réserve hydraulique considérable, réserve de sable et de terres arables, marécage, promotion d'activités économiques.
ZONE DE PATURAGE DU BETAIL	Pâturage des bêtes	Tous les éleveurs du village	Le lit du fleuve Nyong, Nsan 2, Atout, Mebissi, Nkoloboudou 2, Mbang	Présence d'argile
RIVIERES ET	Pâturage des bêtes, Pêche,	Populations	Tous les villages (Nkolmveng, Atong, Nsan 2,	Reserve importante d'aliments pour

UNITE DE PAYSAGE	UTILISATIONS	UTILISATEURS	VILLAGES CONCERNES	POTENTIALITES
RUISSEAUX	extraction de sable, lessive, travaux domestiques, consommation	riveraines	Ngoumesseng, Ngoun, Nsan 1, Olembé, Mebissi, Quartier Nkolka'a, Biyem, Mbaka, Mbang, Ndelle, Kombo, Nyamvoudou, Nkoloboudou2)	animaux, Gisement de sable-argile, raphias, ressources halieutiques (poissons, crevettes,)
RUTILE	En exploration	MINRESI	Lembe, Akam-engali.	A déterminer
MARECAGE	Agriculture, artisanat, extraction du sable et d'argile, vignage, irrigation	Communauté du village	Quartier Ndjingon, Nkolmveng, Atong, Nguinda Minfolo, Nsan 2, Ngoumesseng, Wong, Nsan 1, Ngoun 2, Olembé, Mebissi, Quartier Nkolka'a, Quatier Administratif, Quartier Omvang, Quartier Jamot, Mekouma, Bibe-bivieck, Messam, Mveba'assi	Importante reserve de raphia, potentiel hydraulique considerable, zone propice aux cultures de contre saison ou trop exigeantes en eau, fertilité du sol, pisciculture
PUITS D'ARGILE	Poterie, fabrication de foyer pour cuisine et divers objets	Communauté du village	Atong, Ndelle, Bibe-bivieck	argile

IV

SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

4.1 Synthèse du DIC

4.1.1 Tableau 4 : Forces et faiblesses de l'institution communale.

ASPECTS	FORCES	FAIBLESSES
Gestion des Ressources Humaines	<ul style="list-style-type: none"> - Le niveau relevé des conseillers municipaux (48% des conseillers ont un niveau supérieur ou égal au BAC et 32% ont un niveau égal au CEPE) - L'amélioration constante des ressources humaines - Forte présence d'élites et d'intellectuels - L'existence d'une délibération portant adoption de l'organigramme de la commune - Forte implication du conseil municipal dans la gestion des affaires locales 	<ul style="list-style-type: none"> - Non contractualisation du personnel communal (on dénombre 20 temporaires) - Absence de contrat de travail - Absence d'un délégué du personnel
Gestion des Ressources Financières	<ul style="list-style-type: none"> - La position stratégique de la ville (zone de transit, situation de la ville sur la nationale 10) 	<ul style="list-style-type: none"> - Fichier des contribuables pas mis à jour - Agent de recouvrement non formé - Absence de compte de gestion - Non perception de la redevance forestière
Gestion du Patrimoine	<ul style="list-style-type: none"> - existence d'une camionnette (état passable) - formation du comptable chargé de la gestion du patrimoine communal 	<ul style="list-style-type: none"> - Le délabrement et dilapidation de l'ancien patrimoine de la commune (bennes, pro-pharmacie, menuiserie municipale) - Insuffisance du matériel roulant - Insuffisance des équipements - Valeur d'acquisition et actuelle du patrimoine non connue - Inexistence d'un véritable hôtel de ville - Absence de politique de maintenance

Gestion des Relations	<ul style="list-style-type: none">- Bonne collaboration avec les chefferies, le FEICOM et la GIZ- Bonne collaboration avec certains services administratifs (MINABASE, MIJEUN, MINADER)	<ul style="list-style-type: none">- Relations mitigés avec le secteur privé- faible collaboration avec les associations les et certains services administratifs (MINFOF, MINEPIA, MINATD)- Relations très faibles avec les associations- Relations conflictuelles avec le PNDP
------------------------------	--	---

4.2 Les axes de Renforcement de la commune

Nous examinerons les axes de renforcements au niveau des ressources humaines, au niveau du patrimoine communal et des ressources financières.

4.2.1 Ressources humaines

- Elaboration des textes relatifs à la gestion des ressources humaines : référentiel de gestion des ressources humaines (profils de postes, cahier de charges du personnel)
- Renforcement des capacités : formation en gestion des ressources humaines, utilisation de l'outil informatique, à la gestion des questions d'urbanisme aux méthodes d'archivage, pour cela la connexion au réseau internet est indispensables ;
- Recrutement de spécialiste en gestion de ressources humaines, en gestion des risques sociaux environnementaux, d'un documentaliste ;
- Formation /recru ;
- Mise en place d'un système d'informations géographiques ;
- Participation du personnel à des séminaires et des partages d'expériences ;
- Affectations des moyens financiers pour les descentes de terrains ;
- Création d'un service de communication ;
- Contractualisation du personnel ;
- Rendre opérationnel le service social et culturel ;
- Mettre sur pied un profil de carrière pour le personnel communal
- Tenue régulière des réunions du personnel ;
- Assiduité et ponctualité du personnel au lieu du service ;
- Recrutement d'un délégué du personnel.

4.2.2 Ressources financières

- Construction d'une fourrière municipale ;
- Prévoir les taxes communales directes sur l'exploitation des produits de la forêt ;
- Initier la demande d'obtention d'un quittancier pour les versements des saisies de produits de la forêt ;
- Mettre sur pied un répertoire des exploitants des PFNL pour une imposition efficace et efficiente ;
- Mettre sur pied une taxe imputable à tous les exploitants de carrières ;
- Elaboration de budgets réalistes ;
- Actualisation et fourniture des documents comptables (comptes de gestion de la commune) ;
- Annuler les concessions signées avec les particuliers pour la gestion des droits d'occupation des parcs de stationnement.

4.2.3 Patrimoine communal

- Acquisition d'engins ;
- Création d'une voirie communale ;
- Construction de toilettes publique ;
- Acquisition du matériel informatique ;
- Informatisation et mise à jour du fichier d'inventorisation du patrimoine communal ;

4.3 Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

Tableau 5 : Problèmes et besoins identifiés, consolidés par secteur. Existence des quantités dans les cadres logiques

SECTEUR 1 : AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Faible production agricole	<ul style="list-style-type: none"> • Encadrement insuffisant des producteurs • Insuffisance du personnel d'encadrement technique • Faible capacité organisationnelle et financière des producteurs • Faible équipement des producteurs • Equipements rudimentaires • Accès limité aux semences améliorées (manioc, cacao, plantain et maïs) et intrants agricoles • Insuffisance des infrastructures de stockage/conservation • Cherté des intrants (produits phytosanitaires et semences) • Destruction des cultures par les bêtes • Attaque des plantes cultivées par les maladies (cochenilles, nématodes, capsides, pourridiés, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible revenu • Baise des récoltes • Abandon des cultures • Exode rural 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation des formations en technique de production et utilisation des intrants agricoles - Amélioration de l'outillage agricole - Encadrement technique - Dotation en semences améliorées telles que maïs manioc - Création et Restructuration des GICs existants unions, fédératives, coopératives - La construction des postes agricoles existants - Organisation d'esprit communautaire

SECTEUR 2: ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Sous valorisation des activités d'élevage et de pêches	<ul style="list-style-type: none"> • Encadrement insuffisant des éleveurs et pisciculteurs • Faible capacité organisationnelle et financière des producteurs • Absence d'unités de reproduction des alevins • Absence d'infrastructures d'abattage aménagées • Divagation des animaux domestiques • Habitudes culturelles • Insuffisance du personnel d'encadrement 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible revenu • Insécurité alimentaire • Insalubrité du village • Eloignement des champs vivriers • Développement des épidémies • Conflits 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation en technique de production d'alevins et en élevage intensif - Création et Restructuration des GICs existants Combien ? - Maison du pisciculteur/éleveur - Création d'un abattoir - Construction du centre zootechnique et une délégation d'arrondissement à Ayos
2	Tous les villages	Exploitation abusive des ressources halieutiques	<ul style="list-style-type: none"> • Recherche des ressources financières • Alimentation des familles • Absence d'unité de production d'alevins • Habitudes culturelles • Non respect des périodes de pêches 	<ul style="list-style-type: none"> • Perte de la biodiversité halieutique • Disparition du poisson (Kanga ou clarias) • Famine • Abandon de l'activité 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation - Création des étangs piscicoles combien ?

SECTEUR 3: SANTE PUBLIQUE

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	<ul style="list-style-type: none"> Tous les villages 	<ul style="list-style-type: none"> Insuffisance d'accès aux soins de santé de qualité 	<ul style="list-style-type: none"> Insuffisance du personnel soignant qualifié Equipement insuffisant dans les formations sanitaires Faible accès aux médicaments Faible capacité financière des ménages insuffisance des centres de santé Eloignement des centres de santé 	<ul style="list-style-type: none"> Cherté des soins Détournement de la médecine moderne Automédication Récurrences des maladies Mort 	<ul style="list-style-type: none"> Médicaments Création d'un centre de santé Augmentation du personnel sanitaire Infrastructures Equipement (Lits, réfrigérateur etc.) Faire de l'école des infirmiers un centre de référence
2		<ul style="list-style-type: none"> Vulnérabilité des populations au VIH/SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> Faible niveau de sensibilisation des populations Difficulté d'accès des populations aux moyens de prévention et de prise en charge Stigmatisation des personnes vivantes et affectées avec le VIH/SIDA Non fonctionnement des comités de lutte contre le VIH/SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> Propagation du VIH/SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> campagne de sensibilisation campagne de dépistages volontaires et anonymes Création et redynamisation des CLLS existants

SECTEUR 4: EDUCATION DE BASE

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance du personnel enseignant qualifié • Insuffisance des salles de classe • Non réfection des bâtiments et salles de classe dégradées • Faible niveau d'équipement des salles de classe • Absence d'écoles maternelles • Accès limité au matériel didactique (élèves et enseignants) • Aires de jeux non aménagées • Insuffisance de latrines et points d'eau potable dans les écoles • Absence de librairie • L'inexistence des logements des enseignants 	<ul style="list-style-type: none"> • Sous-scolarisation • Analphabétisme • Délinquance juvénile • Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes • Prostitution • Calendrier scolaire inachevé • Programme scolaire non couvert 	<ul style="list-style-type: none"> - Bâtiments - Personnel enseignant - Fournitures scolaires - Equipement (tables bancs, etc.) - Construction des points d'eau et latrines - Construction des aires de jeux - Ouverture d'école maternelle - Construction des logements des enseignants - La prise en charge des enseignants vacataires

SECTEUR 5: ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Accès difficile aux études secondaires de qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance du personnel enseignant • Nombre de salles de classe insuffisant • Nombre insuffisant d'établissement d'enseignement secondaire • Insuffisance des salles spécialisées et ateliers • Niveau d'équipement des salles de classe insuffisant • Accès limité au matériel didactique (élèves et enseignants) • Absence de bibliothèques fonctionnelles et librairies • Aires de jeux non aménagées • Insuffisance de latrines et points d'eau potable dans les établissements 	<ul style="list-style-type: none"> • Sous- scolarisation • Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes • Délinquance juvénile • Coûts élevés des études • Exode rural 	<ul style="list-style-type: none"> - Bâtiments - Personnel enseignant - Fournitures scolaires - Equipement (tables bancs, etc.) - Construction des points d'eau et latrines - Ouverture d'une bibliothèque et d'une librairie - Ouverture de nouvelles spécialités au lycée technique

SECTEUR 6: TRAVAUX PUBLICS

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> • Enclavement de la Commune 	<ul style="list-style-type: none"> • Mauvais état des routes • Entretien insuffisant des voies d'accès 	<ul style="list-style-type: none"> • Accidents de circulation fréquents • Coût élevé du transport et des produits de première nécessité • Ecoulement difficile des produits et marchandises • Difficulté de déplacement des personnes et des biens • Surcharge des passagers et bagages 	<ul style="list-style-type: none"> - Reprofilage de certaines routes qui desservent la commune - Construction des ponts - Réfection de certains ponts et buses défectueux - Panneaux de signalisation - Campagne de prévention routière

SECTEUR 7: JEUNESSE

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Encadrement insuffisant des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> • Incivisme des jeunes • Absence des structures d'encadrement • Faible capacité entrepreneuriale • Faible accès au financement • Faible mobilisation des jeunes autour des activités génératrices des revenus (AGR) • Pauvreté des parents • Insuffisance de formateurs • Non maîtrise des programmes étatiques tels que : le PIASSI, PAJER-U, etc • Faible mobilisation des jeunes autour des associations de jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> • Désœuvrement et oisiveté • Déperdition scolaire • Délinquance juvénile • Dépravation des mœurs • Propagation du VIH/SIDA • Exode rural • chômage 	<ul style="list-style-type: none"> - Un centre d'encadrement des jeunes - Personnel d'encadrement - Formation des jeunes - Construction de la délégation - Construction d'une bibliothèque publique - Un centre multifonctionnel de promotion des jeunes - Un centre aéré pour mineur - Un centre multifonctionnel en langue anglaise - La prise en charge du personnel d'encadrement - Suivi et accompagnement des jeunes PAJER-U - Organisation des causeries éducatives en milieu rural

SECTEUR 8: EAU ET ENERGIE

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Difficulté d'accès à l'énergie électrique	<ul style="list-style-type: none"> • Couverture partielle au réseau AES-SONEL • Mauvaise entretien du réseau AES-SONEL existant • Acte de vandalisme sur les installations AES-SONEL • Coupures intempestives et prolongées 	<ul style="list-style-type: none"> • Développement difficile des activités économiques • Utilisation difficile des appareils électriques, électroménagers et électroniques • Familiarisation/utilisation difficile des technologies de l'information et de la communication (TIC) • Développement du mal d'yeux • Difficultés à étudier et à travailler la nuit 	<ul style="list-style-type: none"> - Extension du réseau AES-SONEL - Densifier l'entretien des équipements existants - Eclairage public
2	Tous les villages	Accès limité des populations à l'eau potable	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de points d'eau potables • Mauvais entretien des points d'eau aménagés • Non réfection des points d'eau défectueux • Mauvais fonctionnement des comités de gestion des points d'eau (CGPE) • Eloignement des points d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> • Prolifération des maladies hydriques • Corvées d'eau (longs déplacements à la recherche d'eau) • Mort 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction des forages et puits - Réhabilitation des forages et puits - Aménagement des points d'eau (sources) - Réhabilité la tuyauterie de la CDE

SECTEUR 9: AFFAIRES SOCIALES

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Faible encadrement des nécessiteux et indigents	<ul style="list-style-type: none"> • Inexistence d'un fichier des nécessiteux et indigents au sein de la commune • Absence d'un service d'action social à la mairie • Insuffisance du personnel d'encadrement (au niveau du centre social) • Abandon des personnes âgées • Ignorance des droits de l'enfant et de la femme • Concubinage de longue durée • La pauvreté • Irresponsabilité familiale 	<ul style="list-style-type: none"> • Troubles psychologiques • Délinquance juvénile • Conflits familiaux • La naissance du phénomène d'enfants de la rue 	<ul style="list-style-type: none"> - construction d'un centre social - Personnel d'encadrement - Actualiser le fichier des nécessiteux et indigents (inclure personnes âgées, enfants de la rue et personnes indigentes, veuves, malentendants, sourds etc.) - Constitution d'un fichier des nécessiteux - Le recasement des anciens lépreux de DOU'OU BEKOLO

- Nota bene : c'est le maire qui déclare une personne indigente après enquête sociale

SECTEUR 10: PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Marginalisation de la femme et des enfants	<ul style="list-style-type: none"> • Société patriarcale • Absence de dialogue • Faible pouvoir économique de la femme • Faible représentativité et participation de la femme dans les instances politiques et du développement (prise en compte de leurs intérêts) • Ignorance des droits de la famille • Sous scolarisation de la jeune fille • Surcharge des travaux ménagers • Fort attachement à la tradition/Poids culturel 	<ul style="list-style-type: none"> • Fragilisation de la famille et de la société • Dépravation des mœurs • Accentuation de la dépendance de la femme vis-à-vis des hommes • Relâchement de l'encadrement de la famille • Prolifération du phénomène des filles-mères et enfants abandonnés • Exode rural 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation et sensibilisation sur les droits de la femme et de la famille - Octroie des bourses scolaires - Formation des femmes en AGR - Construction d'un centre de promotion de la femme et de la famille

SECTEUR 11: CULTURE

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Sous valorisation de la culture traditionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Faible capacité de promotion et de développement des initiatives culturelles • Absence de foyers communautaires • Faible capacité organisationnelle et financière • Absence d'encadrement 	<ul style="list-style-type: none"> • Aliénation culturelle • Acculturation • Occidentalisation • Non contribution de la culture à l'économie des familles et de la commune • Dépravation de la culture locale 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction des foyers communautaires - Organisation des artistes - Construction d'une maison de la culture - Construction d'une bibliothèque de lecture publique

SECTEUR 12: PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Faible développement des activités économiques	<ul style="list-style-type: none"> • Faible esprit et capacité entrepreneuriale • Faible promotion du secteur • Faible attraction des jeunes par les activités de production (agriculture, mécanique, couture, menuiserie...) • Faible qualification des populations • Ignorance par les populations des procédures et formalités de création d'entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> • Prolifération des emplois précaires • Augmentation du taux de désœuvrement • Faible pouvoir économique des populations et de la commune • Faible diversification des revenus 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation sur les PME - Accompagnement à la création des PME - Créer des établissements de micro finances

SECTEUR 13: MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Sous valorisation du secteur minier et des activités d'extraction des produits de carrière	<ul style="list-style-type: none"> • Faible organisation et structuration des acteurs • Absence de formation • Non valorisation du potentiel minier par la Commune 	<ul style="list-style-type: none"> • Sous exploitation des ressources • Paupérisation des populations • Faible pouvoir économique de la commune 	<ul style="list-style-type: none"> - Valorisation du potentiel minier de la commune (sable, argile, rutile et kaolin)

SECTEUR 14: TOURISME

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Faible promotion des activités touristiques	<ul style="list-style-type: none"> • Faible capacité d'accueil (restauration, auberges...) • Non aménagement des sites touristiques • Enclavement de la commune 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible attraction des touristes • Faible pouvoir économique des populations et de la commune 	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement des sites touristiques existants - Construction des centres d'accueils touristiques

SECTEUR 15: DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Difficulté d'accès à la propriété foncière	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de titres fonciers pour les propriétés privées et publiques • Délimitations ancestrales • Gestion anarchique de l'espace • Faible niveau de sensibilisation des populations sur la sécurité foncière et les procédures y relatives 	<ul style="list-style-type: none"> • Litiges fonciers • Risque de déguerpissement sans dédommagement • Conflits entre les villages voisins • Conflits entre les populations • Guerres fratricides 	<ul style="list-style-type: none"> - Un point focal des domaines et affaires foncières dans la commune - Facilitation de l'accès aux titres fonciers - Allègement de la procédure d'obtention d'un titre foncier

SECTEUR 16 : COMMERCE

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Difficulté à mener des activités commerciales	<ul style="list-style-type: none"> • Faible niveau d'organisation des producteurs • Absence de clients • Insalubrité dans les marchés (absence de latrines, de bacs à ordures) • Faible sécurisation des biens et personnes • Enclavement • Coupure prolongée d'électricité 	<ul style="list-style-type: none"> • Insécurité des opérateurs et usagers • Forte spéculation sur les produits • Faible revenu • Risque de prolifération des maladies et de perte des marchandises • Pollution de l'environnement • Coût élevé des denrées de premières nécessités 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction et organisation des marchés périodiques - Organisation des minis foires de commercialisation des vivres et autres produits - Construction et réhabilitation des hangars (cas des marchés périodiques) - La construction d'une chambre froide

SECTEUR 17 : TRANSPORT

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Précarité des conditions de transport	<ul style="list-style-type: none"> • Mauvais état des routes • Occupation anarchique de la gare routière aménagée • Non respect de la réglementation en matière de transport • Forte spéculation sur les prix de transport • Etat défectueux des véhicules et motos utilisés par les transporteurs • Surcharge des véhicules de transport • Automobilistes/moto taximen sans permis de conduire et autres documents exigibles (carte grise, assurance, etc.) • Non respect du code de la route par les 	<ul style="list-style-type: none"> • Accidents de circulation très fréquents • Coût élevé de transport • Usagers exposés aux intempéries aux lieux d'attente des véhicules • Insécurité routière • Faible approvisionnement des marchés en produits 	<ul style="list-style-type: none"> - Réorganisation du transport urbain - Acquisition de pirogues à moteur et d'un bac - Organisation du secteur de transport par motos - Aménagement d'un parking moto et auto

			automobilistes et les autres usagers <ul style="list-style-type: none"> • Absence de pirogues à moteur et bacs 		
--	--	--	---	--	--

SECTEUR 18 : POSTES ET TELECOMMUNICATION

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Accès difficile à aux services postaux et aux télécommunications	<ul style="list-style-type: none"> • Couverture partielle au réseau téléphonique • Faible maîtrise des TIC par les populations 	<ul style="list-style-type: none"> • Sous information des populations • Faible ouverture au monde extérieur • Difficulté de communication avec l'extérieur • Capacité de recherche et d'innovation limitée (internet) 	<ul style="list-style-type: none"> - Installation des antennes de communication - Restructuration du service postal - Initiations gratuites pour jeunes et femmes aux TIC - Organisation des séminaires/stages de formations aux TIC

SECTEUR 19 : ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Olembe	Contestation de la légitimité du chef	<ul style="list-style-type: none"> • Contestation de la chefferie • Irresponsabilité du chef • Non respect du chef par la population 	<ul style="list-style-type: none"> • Société acéphale • Dépravation des mœurs • Perte de la culture • Conflits entre les populations • Anarchie 	<ul style="list-style-type: none"> - Désigner un chef légitime
3	Tous les villages	Insécurité	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'éclairage public • Absence de comité de vigilance • Oisiveté de jeunes • Manque d'emploi 	<ul style="list-style-type: none"> • Arrestations, emprisonnements • Agressions • Haine entre les populations • Vols et braquages 	<ul style="list-style-type: none"> - Créations et redynamisations des comités de vigilances existants - Eclairage public du centre urbain - Multiplication des patrouilles de gendarmerie et de police

4		Faible développement institutionnel de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance du personnel qualifié ; • Faible capacité financière; • Non valorisation du potentiel relationnel ; • Difficultés de mobilisation des recettes communales ; • Faible maîtrise du patrimoine communal, • Faiblesse du mécanisme de recouvrement des créances ; • Faible capacité de mobilisation des ressources propres • Manque de matériels logistiques et techniques 		<ul style="list-style-type: none"> - Formation du personnel et de l'exécutif communal - Amélioration de la stratégie de recouvrement et de la sécurisation des recettes de la commune - Equiper la commune (Ordinateurs, groupe électrogène etc.) - Véhicule 4X4
---	--	---	--	--	--

SECTEUR 20 : FORET ET FAUNE

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Déforestation	<ul style="list-style-type: none"> • Exploitation anarchique des essences forestières et fauniques • L'enrichissement des exploitants illégaux qui ne respectent pas les normes de coupe • Insuffisance de contrôle de la part de l'administration • La pratique de l'agriculture extensive 	<ul style="list-style-type: none"> • Disparition de certaines espèces fauniques • Destruction de la biodiversité • Changement climatique • Bouleversement du calendrier agricole 	<ul style="list-style-type: none"> - Créer des pépinières forestières - Classer une Forêt communale - Sensibilisation des populations sur la loi forestière - Création des forêts communautaires - Promotion d'un élevage non conventionnel (porc-épic, hérisson, holcaudes, - La domestication des produits forestiers non ligneux (okok,) - Création d'un marché de bois

					<ul style="list-style-type: none"> - Collaboration frange entre le MINFOF et la mairie d'AYOS - Création des zones cynégétiques
--	--	--	--	--	---

SECTEUR 21 : ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
2	Tous les villages	Destruction de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> • Pas de traitement des déchets urbains et ruraux • Ramassage des ordures ménagères réduit au centre urbain • Absence d'espace vert • Absence de méthodes préventives de pollution des eaux et du sol 	<ul style="list-style-type: none"> • Ville et villages insalubres • Eaux souillées • Infertilité du sol 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation en traitement des déchets ménagers - Organisation des ateliers de sensibilisation sur les méfaits des déchets ménagers - Reboisement de la ville d'AYOS - Création des espaces verts et des aires de repos

SECTEUR 22 : DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1		Insalubrité et faible urbanisation	<ul style="list-style-type: none"> • Equipements et infrastructures d'assainissement insuffisants • Réseau communal d'adduction d'eau partiel • Voirie municipale presque inexistante • Système d'électrification communal partiel • Plan d'urbanisation non fonctionnel 	<ul style="list-style-type: none"> • Développement progressif des taudis • Abandon/délaissement des postes de travail par la plupart des fonctionnaires • Insalubrité généralisée et pollution de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> - Restructuration du service de voirie municipale - Extension du réseau électrique et d'adduction d'eau de la commune - Diffusion du plan d'urbanisation
	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les villages 	Précarité de l'habitat	<ul style="list-style-type: none"> • Logements construits en matériaux provisoires • Faible capacité financière des populations • Insécurité foncière des espaces occupés • Absence de brise-vent autour des habitations • Construction anarchique des habitations 	<ul style="list-style-type: none"> • Maladies • Promiscuité • Déguerpissements sans dédommagements • Accidents 	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'accès aux matériaux définitifs de construction - Promotion de la construction en matériaux locaux - Aménagement et réhabilitation du camp des fonctionnaires - Sécuriser le foncier
	<ul style="list-style-type: none"> • 	Offre d'habitat insuffisant	<ul style="list-style-type: none"> • 	<ul style="list-style-type: none"> • 	-

SECTEUR 23 : EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Faible insertion socioprofessionnelle des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> • Faible capacité entrepreneuriale des chercheurs d'emploi • insuffisance d'initiative de formation professionnelle des potentiels travailleurs • Insuffisance des structures d'encadrement professionnel • Faible potentiel de débouchés • Sous scolarisation • Sorcellerie • Sous qualification des chercheurs d'emploi 	<ul style="list-style-type: none"> • Prolifération des activités économiques illégales et/ou informelles • chômage • Délinquance juvénile et sénile • Dépravation des mœurs • Oisiveté 	<ul style="list-style-type: none"> - Redynamisation de la SAR/SM - Construction d'un centre professionnel d'encadrement des jeunes - Formation des jeunes aux AGR et à la création de PME

SECTEUR 24 : TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Non respect des droits du travail	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre insuffisant d'entreprises/organisations viables • Faible organisation et structuration de l'auto emploi • Absence de contrat de travail 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible participation aux actions de développement • Misère accentuée • Poids pour la société • Licenciement abusif 	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir les droits des travailleurs - Contractualisation des employés - Sensibilisation sur les affiliations aux assurances (grand planteur etc.)

SECTEUR 25 : SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	<ul style="list-style-type: none"> Tous les villages 	Faible promotion des activités sportives	<ul style="list-style-type: none"> Insuffisance d'infrastructures sportives Déficit d'équipements sportifs dans les établissements scolaires Insuffisance d'enseignants/moniteurs d'éducation physique dans les établissements scolaires 	<ul style="list-style-type: none"> Faible épanouissement physique Faible développement des disciplines sportives et des loisirs Absence d'association sportive Risque d'Accidents Vasculo-Cérébraux (AVC) et de décès 	<ul style="list-style-type: none"> Construction d'un complexe sportif Création des aires de sports Moniteurs de sport Organisation des activités sportives

SECTEUR 26 : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Difficultés à former et à promouvoir les paysans chercheurs en agriculture, élevage et pisciculture	<ul style="list-style-type: none"> Manque de structure de recherche Faible diffusion des innovations scientifiques Absence d'informations sur les innovations agropastorales Manque de semences améliorées Faible promotion du secteur 	<ul style="list-style-type: none"> Utilisation du matériel végétal à faible potentiel Technique de production rudimentaire Faible production Baisse des revenus Pauvreté 	<ul style="list-style-type: none"> Formation des paysans chercheurs Acquisition des innovations agropastorales et piscicoles Transformation, analyse et conditionnement des PFNL et des produits agricoles Initiation aux techniques d'aquacultures et amélioration de la productivité des races locales Créer une institut halieutique (comme à Yabassi)

SECTEUR 27 : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Difficultés à accéder à l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'université • Manque de moyens financiers de la Commune • Eloignement des institutions universitaires publiques et privées • Manque de moyens financiers des parents 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes • Coûts élevés des études • Abandon des études • Sous-développement 	<ul style="list-style-type: none"> - Octroyer des bourses aux jeunes diplômés de la commune - Construction de mini cité dans les universités d'Etat - Créer des institutions de formations agricoles et artisanales (IUT Bois et faculté d'agroforesteries) - Construction d'une faculté de médecine dans la Commune d'Ayos

SECTEUR 28 : COMMUNICATION

N°	VILLAGES	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Tous les villages	Accès limité à l'information	<ul style="list-style-type: none"> • Radio communale non existante • Absence de radio communautaire • Absence d'antenne de relais • Coupures intempestives d'électricité 	<ul style="list-style-type: none"> • Sous information • Difficultés à communiquer 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction des radios communautaires - Installation d'antenne de relais - Construction des kiosques à journaux

V

PLANIFICATION STRATEGIQUE

5.1 Vision et Objectifs du PCD

5.1.1 Vision

L'un des objectifs intermédiaires de la *vision du Cameroun à l'horizon 2035 à savoir: « le Cameroun un Pays Emergent, Démocratique et Uni dans sa Diversité »* est la réduction de la pauvreté. Ce document adopté par le Gouvernement Camerounais est la source d'inspiration et le point d'ancrage du DSCE. L'effectivité de la décentralisation à travers le transfert des compétences (rendu à la 3^e génération) aux CTD a permis à l'Exécutif Communal d'AYOS d'entrevoir comme vision de développement : « **Réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable de ses populations à travers : - l'intensification des politiques de croissance économique et de création d'emploi - l'augmentation de la disponibilité et de la qualité des services de santé, d'éducation, de formation et des infrastructures à l'horizon 2025** ».

5.1.2 Objectifs

Le PCD a pour objectifs de :

- Ressortir les besoins et aspirations des bénéficiaires que sont les communautés villageoises ;
- Orienter la politique de développement de la Commune d'AYOS pour les trois (03) prochaines années ;
- Faire de la Commune d'AYOS une destination de choix pour les investisseurs nationaux et internationaux ;
- Valoriser et promouvoir les richesses dont regorge la Commune de la AYOS pour l'épanouissement de l'activité économique de la localité ;
- Promouvoir l'image de la Commune d'AYOS sur le plan national, sous-régional, régional et international.

5.2 Cadres logiques par secteur Trop de répétitions ;

Tableau 1 : DIFFERENTS CADRES LOGIQUES D'INTERVENTION DANS LA COMMUNE D'AYOS PAR SECTEUR

SECTEUR 1 : AGRICULTURE				
Problème du secteur : Faible production agricole				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières agricoles	Part de la production agricole dans le PIB	Enquête INS, ECAM	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole.	Nombre d'appui déployés
Objectif sectoriel stratégique Améliorer la production dans la filière agricole	- Qualité et quantité de la production agricole ; - Part du secteur dans l'économie locale.	-Rendement agricole ; - l'accès aux services ; - Nombre de variétés introduites.	Les producteurs bénéficient de l'appui des partenaires au développement et sont réceptifs aux innovations.	Nombre et type d'Activités principales d'appui aux producteurs ; types d'innovations adoptées
Objectifs spécifiques : 1) Faciliter l'accès de 1000 producteurs par an aux intrants agricoles (semences, produits phytosanitaires, engrais etc.) ; 2) Moderniser l'outillage agricole de la localité par la création d'un pool de 04 tracteurs logé dans la Commune ; 3) Construire 02 postes agricoles supplémentaires ; 4) Affecter 05 techniciens supérieurs d'agriculture à la Délégation d'arrondissement ; 5) Faciliter l'accès au financement agricole à au moins 02 GIC d'agriculteurs dans chaque village soit 80 GIC ; 6) Renforcer les capacités d'au moins 100 associations et GIC d'agricultures par an ; 7) Organiser 03 sessions de formation par an sur les techniques modernes de production et l'utilisation des produits phytosanitaires ; 8) Créer/ouvrir au moins 12 pistes de collectes ; 9) Réhabiliter le poste agricole de Mbeka'a.	- Nombre de producteurs ayant accès aux intrants agricoles ; - Nombre de tracteurs acquis par la Commune ; - Nombre de Postes agricoles créés et construits ; - Nombre de techniciens affectés ; - Nombre de GIC ayant eu accès à un financement ; - Nombre de GIC ayant été renforcés - Nombre de session de formation organisé par an ; - Nombre de pistes de collectes ouvertes ;	-Rendement agricole ; -l'accès aux services ; -Nombre de variétés introduites ; - Enquête ; -Rapports d'activité des chefs de postes agricoles.	- Les producteurs comprennent la nécessité de se regrouper ; - Reprise de plusieurs programmes et projets agricole.	-Nombre et type d'Activités principales d'appui aux producteurs, - types d'innovations adoptées -nombre GIC sont constitués -nombre de programmes sont actifs
Résultats attendus :	- Nombre de producteurs ayant accès aux intrants agricoles ;	-Rendement agricole -l'accès aux services ;	- Les producteurs	-Nombre et type d'Activités

<p>1) 1000 producteurs ont accès aux intrants agricoles par an ; 2) Un pool de 04 tracteurs est acquis par la commune ; 3) 03 postes agricoles sont créés et construits; 4) 05 techniciens agricoles sont affectés ; 5) 80 GIC de producteurs ont accès au financement agricoles ; 6) 100 associations et GIC bénéficient du renforcement des capacités ; 7) 03 sessions de formation sont organisées par an sur les techniques modernes de production et d'utilisation des produits phytosanitaires ; 8) 12 pistes de collectes sont ouvertes ; 9) Le poste agricole de Mbeka'a est réhabilité.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de tracteurs acquis par la Commune ; - Nombre de Postes agricoles créés et construit ; - Nombre de techniciens affectés ; - Nombre de GIC ayant eu accès à un financement ; - Nombre de GIC ayant été renforcés - Nombre de session de formation organisé par an ; - Nombre de pistes de collectes ouvertes. 	<ul style="list-style-type: none"> -Nombre de variétés introduites ; -Nombre de planteurs accompagnés par les services ; -Augmentation du nombre de sacs de cacao vendus. 	<p>comprennent la nécessité de se regrouper ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Reprise de plusieurs programmes et projets agricole. 	<p>principales d'appui aux producteurs ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -types d'innovations adoptées ; -nombre GIC sont constitués ; -nombre de programmes sont actifs. 									
<p>Activités principales :</p>		<p>Cadre estimatif des coûts</p>											
<p>1.1 Distribution d'intrants agricoles (engrais, semences, produits phytosanitaires etc.) à 1000 producteurs par an ; 1.2 Construction d'un magasin de vente d'intrants agricoles à Ayos; 1.3 Création de 03 champs semenciers (Maïs, Palmier à huile et Cacaoyer) 2.1 Acquisition d'un pool de 04 tracteurs pour la commune d'Ayos ; 3.1 Construction de 02 postes agricoles (Nyavoundou et Kombo) ; 4.1 Affectation de 05 techniciens d'agriculture ; 5.1 Appui financier à hauteur de 1 million de FCFA à 80 associations et GIC d'agriculteurs ;</p>	<p>6.1 Renforcement des capacités de 100 associations et GIC de la Commune d'Ayos ; 7.1 acquisition de 120 atomiseurs, 60 termones, 60 ébulisateurs et 180 pulvérisateurs ; 7.2 organisation de 3 séminaires de formation de 60 associations ou GIC d'agriculteurs aux techniques de production moderne et à l'utilisation des produits phytosanitaires ; 8.1 Ouvertures de 12 pistes de collectes. 9.1 Réhabilitation du poste agricole de Mbeka'a</p>	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Libellés</th> <th>Montants</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Total investissement</td> <td>800 000 000</td> </tr> <tr> <td>Total Fonctionnement</td> <td>130 000 000</td> </tr> <tr> <td>Imprévus</td> <td>30 000 000</td> </tr> </tbody> </table>	Libellés	Montants	Total investissement	800 000 000	Total Fonctionnement	130 000 000	Imprévus	30 000 000	<table border="1"> <tbody> <tr> <td>Total estimatif</td> <td>960 000 000</td> </tr> </tbody> </table>	Total estimatif	960 000 000
Libellés	Montants												
Total investissement	800 000 000												
Total Fonctionnement	130 000 000												
Imprévus	30 000 000												
Total estimatif	960 000 000												

SECTEUR 2 : ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIE ANIMALE				
Problème du secteur : Sous valorisation des activités d'élevage et de pêches				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières animale et halieutique ; Assurer la production sanitaire des populations.	<ul style="list-style-type: none"> - Part de la production animale dans le PIB ; - Part de la production halieutique dans le PIB. - 	Enquête INS (ECAM, etc.)	Effectivité de la décentralisation Accroissement du budget.	Augmentation de programmes d'élevage et de pêche.
Objectif sectoriel stratégique Améliorer la production dans les filières animales et halieutiques Améliorer la protection sanitaire des populations	<ul style="list-style-type: none"> - Production annuelle des filières animale et halieutique dans la Commune ; - Part du secteur dans l'économie locale ; - Nombre de carcasses inspectées ; - Nombre d'animaux vaccinés. 	Enquête ménages ; rapport d'activités sectoriels.	Effectivité de la décentralisation Accroissement du budget.	Augmentation de programmes d'élevage et de pêche.
Objectifs spécifiques : 1) Affecter 03 encadreurs zootechniques ; 2) Construire le bureau de la délégation de l'élevage et des pêches 3) Créer/renforcer les capacités de 30 GIC sur la production halieutique et animales ; 4) Mettre en place une Unité de multiplication d'alevins 5) Former et encadrer au moins 100 éleveurs sur les techniques modernes d'élevage ; 6) Organiser 03 campagnes de sensibilisation sur les méfaits de l'exploitation abusive des ressources halieutiques 7) Organisation de 02 campagnes de sensibilisation sur les méfaits de la divagation des animaux domestiques 8) Financer 50 projets d'élevage et de pêche 9) Construire une boucherie municipale 10) Mettre en place 05 cheptels de 100 têtes de bœufs 11) Construire une provenderie dans la commune	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de zootechniques affectés ; - Existence d'une délégation d'arrondissement d'élevage et de pêche ; - Nombre de GIC crée et renforcé ; - Présence d'une structure de production d'alevinage ; - Nombre d'éleveur encadré ; - Nombre de campagne de sensibilisation organisé - Nombre de projets ayant reçus des financements ; - Existence d'une boucherie ; - Nombre de cheptels ; - Existence d'une provenderie communale. 	Enquête ménages ; rapport d'activités sectoriels ; PV de réception des ouvrages.	Effectivité de la décentralisation Accroissement du budget.	Augmentation de programmes d'élevage et de pêche.
Résultats attendus : 1) 03 Zootechniciens sont affectés ; 2) Le bureau de la délégation d'élevage et pêche est construit ; 3) Au moins 30 GIC sont créés et renforcés sur la production halieutique ; 4) 01 unité de production d'alevins est mise sur pieds dans la commune ; 5) 100 éleveurs sont formés et encadrés sur les techniques modernes d'élevage ; 6) 03 campagnes de sensibilisation sur les méfaits de l'exploitation abusive des ressources halieutiques 7) 02 campagnes de sensibilisation sur les méfaits de la divagation des	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de zootechniques affectés ; - Existence d'une délégation d'arrondissement d'élevage et de pêche ; - Nombre de GIC crée et renforcé ; - Présence d'une structure de production d'alevinage ; - Nombre d'éleveur encadré ; - Nombre de campagne de sensibilisation organisé - Nombre de projets ayant reçus des 	Enquête ménages ; rapport d'activités sectoriels ; PV de réception des ouvrages.	Effectivité de la décentralisation Accroissement du budget.	Augmentation de programmes d'élevage et de pêche.

SECTEUR 3 : SANTE PUBLIQUE				
Problème du secteur : Accès insuffisant aux soins de santé de qualité et vulnérabilité aux VIH/SIDA				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Les populations de toutes les régions du Cameroun jouissent d'une bonne santé favorable à leur contribution aux efforts de croissance	<ul style="list-style-type: none"> - Proportion de districts de santé consolidés ; - Ratio professionnel de santé/population (au moins 1,5 pour 1000 habitants) ; - Proportion de la population desservie par une formation sanitaire fonctionnelle située à une heure de marche (une formation sanitaire à une heure de marche pour au moins 70% de la population) ; - Dépense publique de santé par habitant. 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Signatures d'accord de partenariat avec les bailleurs de fond	Multiplication de programmes de santé
Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'accès aux soins de santé de qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Proportion de personnes ayant accès aux services de santé de qualité 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Accroissement du budget alloué à la santé	Accessibilité à moindre cout aux médicaments
Objectifs spécifiques : 1) Réhabiliter les 10 bâtiments de l'hôpital de district au quartier administratif ; 2) Affecter de 61 personnels qualifiés de santé ; 3) Construire 13 nouveaux bâtiments (02 à Chateau, 02 à Mbeka'a, 02 à Nyamvoudou, 02 à Akam-engali, 02 à Bibe biveick et 03 à Mvanga), 4) Construire 04 points d'eau, 05 clôtures et 05 logements ; 5) Equiper les 06 centres de santé existant (Château, Mbeka'a, Nyamvoudou, Akam-Engali, Bibe-Biveick et Mvanga) et l'hôpital de district d'Ayos ; 6) Organiser 01 campagne de vaccination et de distribution de moustiquaires chaque mois dans chaque village ; 7) Organiser 02 campagnes de sensibilisation sur l'hygiène et la salubrité par an et dans chaque village ; 8) Construire un centre d'accueil de personnes infectées par le VIH/SIDA et les prendre en charge gratuitement ; 9) Former 54 personnes aux soins de premier secours et 03 techniciens de surfaces en gestion des déchets hospitaliers. 10) Créer et redynamiser les CLLS existants 11) Construire 02 centres de santés 01 à Nkolvoudou et à Emini	<ul style="list-style-type: none"> - Etat des bâtiments de l'hôpital de district - Notes d'affectation et de prises de service - Nombre de bâtiment construit - Nombre de nouveaux équipements obtenus par chaque centre de santé - Nombre de d'infrastructures annexe de santé construits (points d'eau, latrines, clôtures, dispositif de traitement des déchets) - Nombre de logement construit - Nombre de campagne organisé - fonctionnalité d'un centre d'accueil pour les personnes vivant avec le VIH/SIDA - Nombre de pairs éducateurs formés et recyclés - Nombre de secouristes formés - Nombre de techniciens de surface formés - Nombre de CLLS crée et redynamisé - Nombre de CSI construits 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc) Les factures, les PV de réception des ouvrages	Pleine utilisation des BIP Effectivité de la décentralisation	Transfert effectif de compétences et de fonds aux CTD
Résultats attendus : 1) 10 bâtiments de l'hôpital de district sont réhabilités ; 2) 61 personnels de santé qualifiée sont affectés ; 3) 13 nouveaux bâtiments (02 à Chateau, 02 à Mbeka'a, 02 à Nyamvoudou, 02 à Akam-engali, 02 à Bibe biveick et 03 à Mvanga) sont construits ;	<ul style="list-style-type: none"> - Etat des bâtiments de l'hôpital de district - Notes d'affectation et de prises de service - Nombre de bâtiment construit - Nombre de nouveaux équipements obtenus par chaque centre de santé 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc) Les factures, les PV de	Pleine utilisation des BIP Effectivité de la décentralisation Accroissement	Transfert effectif de compétences et de fonds aux CTD

<p>4) 04 points d'eau, 05 clôtures et 05 logements sont construits ; 5) 06 centres de santé existant (Château, Mbeka'a, Nyamvoudou, Akam-Engali, Bibe-Bivieck et Mvanga) et l'hôpital de district d'Ayos sont équipés ; 6) 01 campagne de vaccination est organisée chaque mois dans chaque village et 1000 moustiquaires sont distribués ; 7) 02 campagnes de sensibilisation sur l'hygiène et la salubrité sont organisés chaque année et dans chaque village ; 8) Un centre d'accueil pour séropositif est construit et les patients sont pris en charge ; 9) 54 personnes sont formées aux soins de premier secours dans la commune et 03 techniciens de surfaces en traitement des déchets hospitaliers. 10) Les CLLS sont créés et recyclés 11) 02 centres de santé sont construits à Nkolvoudou et à Emini</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de d'infrastructures annexe de santé construits (points d'eau, latrines, clôtures, dispositif de traitement des déchets) - Nombre de logement construit - Nombre de campagne organisé - fonctionnalité d'un centre d'accueil pour les personnes vivant avec le VIH/SIDA - Nombre de pairs éducateurs formés et recyclés - Nombre de secouristes formés - Nombre de techniciens de surface formés - Nombre de CLLS crée et redynamisé - Nombre de CSI construits 	<p>réception des ouvrages</p>	<p>du budget alloué à la santé</p>									
<p>Activités principales :</p>		<p>Cadre estimatif des coûts</p>										
<p>1.1 Réhabilitation de 10 bâtiments de l'hôpital de district d'Ayos ; 2.1 Affectation de : 01 IDE, 02 IB, 02 AS, 03 Matrone et 02 Comis au centre de santé privé de Château ; 2.2 Affectation de : 01 IDE, 01 IB, 01 AS, 02 matrone et 01 Comis au centre de santé privé de Mbeka'a ; 2.3 Affectation de : 02 Médecins, 03 IDE, 03 IB, 04 AS, 05 commis à l'hôpital de district d'Ayos; 2.4 Affectation de : 01 IDE, 02 IB, 01 AS, 02 Matrones et 02 Comis au centre de santé intégré de Nyamvoudou ; 2.5 Affectation de : 01 IB, 02 AS, 01 Matrones et 02 Comis au centre de santé privé d'Akam-Engali 2.6 Affectation de : 02 IB, 02 AS, 02 Matrones et 01 Comis au centre de santé privé de Bibe-Bivieck 2.7 Affectation de : 01 IB, 01 AS, 01 Matrone et 01 Comis au centre de santé intégré de Mvanga ; 3.1 Construction de 13 nouveaux bâtiments (02 à Chateau, 02 à Mbeka'a, 02 à Nyamvoudou, 02 à Akam-engali, 02 à Bibe bivieck et 03 à Mvanga) ; 4.1 Construction de 04 points d'eau : 01 respectivement au Centre de santé privé de Château, à l'hôpital d'Ayos, au centre privé d'Akam-Engali et au centre de santé de Mvanga ; 4.2 Construction de 05 clôtures : 01 respectivement au Centre de santé privé de Château, au centre de santé de Mbeka'a, au centre intégré de Nyamvoudou, au centre privé d'Akam-Engali et au centre de santé de Mvanga ; 4.3 Construction de 05 logements pour le personnel hospitalier : 01 respectivement à au Centre de santé privé de Château, à l'hôpital d'Ayos, au centre privé de Mbaka, au centre de santé privé d'Akam-Engali et au centre de santé de Mvanga ; 5.1 Equipement du centre de santé privé de Château: 04 lits, 01 maternité et 01 réfrigérateur ; 5.2 Equipement du centre de santé privé de Mbaka: 03 lits, 01 laboratoire et 01</p>	<p>6.1 Organisation d'01 campagne de vaccination chaque trimestre dans chaque village pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 05 ans ; 6.2 Distribution de 1000 moustiquaires imprégnées ; 7.1 Organisation de 02 campagnes de sensibilisation sur l'hygiène et la salubrité dans chaque village ; 8.1 Construction d'un centre d'accueil des personnes s infectées par le VIH/SIDA à AYOS ; 8.2 Recyclage et formation de 60 pairs éducateurs dans la commune de Ayos ; 8.3 Prise en charge gratuite de 20 malades de SIDA chaque année ; 8.4 Distribution gratuite de 1000000 de préservatifs dans la commune ; 9.1 Formation de 01 secouriste dans chaque village soit 54 dans toute la commune et de 03 techniciens de surface au traitement des déchets ; 10.1 Création de 10 CLLS et recyclage du personnel. 11.1 Construction de 02 centres de santé : 01 respectivement à Nkolvoudou et à Emini.</p>	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Libellés</th> <th>Montants</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Total investissement</td> <td>740 000 000</td> </tr> <tr> <td>Total Fonctionnement</td> <td>200 000 000</td> </tr> <tr> <td>Imprévus</td> <td>40 000 000</td> </tr> </tbody> </table>	Libellés	Montants	Total investissement	740 000 000	Total Fonctionnement	200 000 000	Imprévus	40 000 000		<p>Total estimatif 980 000 000</p>
Libellés	Montants											
Total investissement	740 000 000											
Total Fonctionnement	200 000 000											
Imprévus	40 000 000											

réfrigérateur ; 5.3 Equipement de l'hôpital de district d'Ayos : 03 réfrigérateurs ; 5.4 Equipement du centre de santé privé intégré de Nyamvoudou: 02 lits et 01 réfrigérateur ; 5.5 Equipement du centre de santé privé d'Akam-Engali : 04 lits et 01 réfrigérateur ; 5.6 Equipement du centre de santé privé de Bibe-Bivieck : 02 lits et 01 réfrigérateur ; 5.7 Equipement du centre de santé privé de Château: 03 lits et 01 réfrigérateur ;			
--	--	--	--

SECTEUR 4 : EDUCATION DE BASE				
Problème du secteur : Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Améliorer l'accès et l'équité dans l'éducation de base	<ul style="list-style-type: none"> - Taux d'admission (au moins 50% d'augmentation) ; - Taux Brut de scolarisation (TBS); - Indice de parité (fille /garçon) au moins 5% d'augmentation) ; - Taux de couverture. 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Stabilité politique ; Accroissement du budget.	Climat sociopolitique.
Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'accès à une éducation de base de qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage d'enfants ayant accès à un établissement scolaire dans la commune ; - Nombre d'enfants dans une salle de classe. 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Stabilité politique ; Accroissement du budget.	Climat sociopolitique.
Objectifs spécifiques : 1) Réhabiliter 43 salles de classe ; 2) Construire 67 salles de classe ; 3) Construire : 33 points d'eau, 20 latrines, 43 clôtures et 26 logements pour enseignants ; 4) affecter 48 enseignants ; 5) Acquérir : 1275 tables bancs, 300 bureaux de maîtres et 43 bacs à ordures ; 6) Créer et construire des écoles maternelles ; 7) Fournir du matériel didactique dans les écoles ; 8) Renforcer les capacités des membres des APEE.	<ul style="list-style-type: none"> - Etat des bâtiments des écoles réhabilités ; - Nombre de salle de classe construit ; - Nombres d'enseignants affectés ; - Nombre d'équipement annexes acquis ; - Nombre de points d'eau, latrines, construit ; - Nombre d'école maternelle créées construit ; - Fréquence de dotation des écoles en matériel didactique ; - Nombre de formation accordés aux d'APEE. 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.) ; Notes d'affectation et de prise de service ; PV de réunion des APEE.	Effectivité de la décentralisation ; Accroissement du budget alloué à l'éducation.	Transfert de compétences et de fonds ; accroissement du budget de la commune.
Résultats attendus : 1) 43 salles de classe en mauvais état sont réhabilités ; 2) 34 salles de classe sont construits ; 3) 33 points d'eau, 19 latrines, 43 clôtures et 26 logements pour enseignant sont construits ; 4) 48 enseignants sont affectés ; 5) 1275 tables bancs, 300 bureaux de maîtres et 33 bacs à ordures sont acquis ; 6) Les écoles maternelles sont construites ; 7) Le paquet minimum est octroyé chaque trimestre dans les 43 écoles ; 8) 02 séminaires de renforcement des capacités des APEE sont organisés.	<ul style="list-style-type: none"> - Etat des bâtiments des écoles réhabilités ; - Nombre de salle de classe construit ; - Nombres d'enseignants affectés ; - Nombre d'équipement annexes acquis ; - Nombre de points d'eau, latrines, construit ; - Nombre d'école maternelle créées construit ; - Fréquence de dotation des écoles en matériel didactique ; - Nombre de formation accordés aux membres d'APEE ; 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc) Notes d'affectation et de prise de service PV de réunion des APEE	Effectivité de la décentralisation Accroissement du budget alloué à l'éducation	Transfert de compétences et de fonds ; accroissement du budget de la commune.
Activités principales :			Cadre estimatif des couts	
1.1 Réhabilitation de 43 salles de classe : 02 à Meto'o, 04 à Melane, 01 Yebe, 02 à Eyess, 02 Kombo, 01 à Koba, 02 à Tomba1, 03 à	3.4 Construction de 20 latrines : 01 respectivement à (Meto'o, Melane, Yebe, Eyess, Nsan1, Kombo, Koba, Tomba1, Obis, Emini, Akam-Engali,		Libellés	Montants
			Total	1 650 000 000

<p>Akam-Engali, 01 Lembe, 01 Nguinda-Minfolo, 02 à Mebissi, 02 à Atong, 03 à Ngoun2, 01 à Ndelle, 03 à Ndelle Minlondo, 01 à Ngoubi, 01 à Mbang1, 01 à Mbaka, 02 à Nkoloboudou2 et 08 quartier administratif, ;</p> <p>2.1 Construction de 67 salles de classe : 01 à Meto'o, 02 à Melane, 02 à Yébé, 01 à Kombo, 02 à Tomba1, 01 Obis, 03 à Emini, 03 à Akam-Engali, 01 Nkoloboudou2, 02 à Mvanga, 02 à Mbakok, 02 à Nguinda-Minfolo, 02 Mebissi, 01 à Ebeck, 01 à Ndelle, 02 à Ndelle Minlondo, 01 à Mbang, 01 à Ekok, 04 à Mbaka, 04 Bibe-Bivieck, 14 quartier administratif ; 04 Mba'a-Mbong ; 04 Bekoungou ; 02 à Ngoumesseng ; 02 à Bifos et 02 à Biyem ;</p> <p>3.1 Construction de 33 points d'eau : 01 respectivement à (Nyabewa, Meto'o, Melane, Yebe, Eyess, Nsan1, Kombo, Koba, Tomba1, Obis, Emini, Akam-Engali, Nkoloboudou2, Mvanga, Mbakok, Lembe, Nguinda-Minfolo, Mebissi, Atong, Ngolebomo, Ebeck, Ngoun2, Ndelle, Ndelle-Minlondo, Ngoubi, Mbang1, Ekok, Mbaka, Bibe-Bivieck, Administratif, Ngolbomo, Bekoungou et Biyem) ;</p> <p>3.2 Construction de 33 clôtures ; 01 respectivement à (Nyabewa, Meto'o, Melane, Yebe, Eyess, Nsan1, Kombo, Koba, Tomba1, Obis, Emini, Akam-Engali, Nkoloboudou2, Mvanga, Mbakok, Lembe, Nguinda-Minfolo, Mebissi, Atong, Ngolebomo, Ebeck, Ngoun2, Ndelle, Ndelle-Minlondo, Ngoubi, Mbang1, Ekok, Mbaka, Bibe-Bivieck, Administratif, Ngolbomo, Bekoungou et Biyem) ;</p> <p>3.3 Construction de 26 logements pour enseignant : 01 respectivement à (Nyabewa, Meto'o, Melane, Yebe, Eyess, Nsan1, Kombo, Koba, Obis, Emini, Akam-Engali, Nkoloboudou2, Mvanga, Mbakok, Lembe, Atong, Ngolebomo, Ebeck, Ngoun2, Ndelle, Ndelle-Minlondo, Ekok, Bibe-Bivieck, Administratif, Ngolbomo et Bekoungou) ;</p>	<p>Nkoloboudou2, Mvanga, Mbakok, Mebissi, Atong, Ngolebomo, Nyamvoudou, Ebeck et Ngoun2) ;</p> <p>4.1 Affectation de 48 enseignants : 02 à Nyabewa, 01 à Meto'o, 02 à Yebe, 01 à Eyess, 01 à Nsan1, 01 à Kombo, 02 à Koba, 01 à Tomba1, 02 à Obis, 01 à Emini, 03 à Mvanga, 01 à Mbakok, 02 à Lembe, 02 à Nguinda-Minfolo, 02 à Mebissi, 01 à Atong, 01 à Ebeck, 02 à Ngoun2, 02 à Ndelle, 02 à Ndelle-Minlondo, 03 à Mbang1, 01 à Ekok, 01 à Mbaka, 02 à Bibe-Bivieck, 04 à Administratif, 02 à Ngolbomo, 02 à Bekoungou et 01 à Biyem ;</p> <p>5.1 Acquisition de 1275 tables bancs : 05 à Nyabewa, 25 à Meto'o, 35 à Melane, 35 à Yebe, 08 à Eyess, 73 à Nsan1, 08 à Kombo, 13 à Koba, 40 à Tomba1, 69 à Obis, 64 à Akam-Engali, 25 à Nkoloboudou2, 38 à Mbakok, 02 à Lembe, 25 à Nguinda-Minfolo, 32 à Mebissi, 43 à Atong, 24 à Ngolebomo, 15 à Ebeck, 09 à Ngoun2, 30 à Ndelle, 07 à Ndelle-Minlondo, 34 à Ngoubi, 14 à Mbang1, 26 à Ekok, 29 à Mbaka, 300 à Bibe-Bivieck, 500 à Administratif, 173 à Ngolbomo, 49 à Bekoungou et 24 à Biyem) ;</p> <p>5.2 Acquisition de 33 bacs à ordures : 01 respectivement à (Nyabewa, Meto'o, Melane, Yebe, Eyess, Nsan1, Kombo, Koba, Tomba1, Obis, Emini, Akam-Engali, Nkoloboudou2, Mvanga, Mbakok, Lembe, Nguinda-Minfolo, Mebissi, Atong, Ngolebomo, Ebeck, Ngoun2, Ndelle, Ndelle-Minlondo, Ngoubi, Mbang1, Ekok, Mbaka, Bibe-Bivieck, Administratif, Ngolbomo, Bekoungou et Biyem) ;</p> <p>5.3 Acquisition de 300 bureaux de maîtres ;</p> <p>6.1 Création et Construction des écoles maternelles</p> <p>7.1 Octroi du paquet minimum chaque trimestre dans les 33 écoles : Nyabewa, Meto'o, Melane, Yebe, Eyess, Nsan1, Kombo, Koba, Tomba1, Obis, Emini, Akam-Engali, Nkoloboudou2, Mvanga, Mbakok, Lembe, Nguinda-Minfolo, Mebissi, Atong, Ngolebomo, Ebeck, Ngoun2, Ndelle, Ndelle-Minlondo, Ngoubi, Mbang1, Ekok, Mbaka, Bibe-Bivieck, Administratif, Ngolbomo, Bekoungou et Biyem)</p> <p>8.1 organisation de 02 séminaires de renforcement de capacité des APEE.</p>	<p>investissement</p> <p>Total Fonctionnement</p> <p>Imprévus</p> <p>Total estimatif</p>	<p>150 000 000</p> <p>25 000 000</p> <p>1 825 000 000</p>
---	---	---	--

SECTEUR 5 : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE				
Problème du secteur : Difficulté d'accès aux enseignements secondaires				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Améliorer l'accès et l'équité dans l'enseignement secondaire	<ul style="list-style-type: none"> - Taux d'admission (au moins 50% d'augmentation) ; - Taux Brut de scolarisation (TBS); - Indice de parité (fille /garçon) au moins 5% d'augmentation) ; - Taux de couverture. 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Accroissement du budget alloué à l'enseignement secondaire	Variation du budget
Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'accès à l'enseignement secondaire	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage d'élèves ayant accès à l'enseignement secondaire 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Accroissement du budget alloué à l'enseignement secondaire	Variation du budget
Objectifs spécifiques : <ol style="list-style-type: none"> 1) Réhabiliter 05 salles de classe ; 2) Construire 32 salles de classe ; 3) Construire 04 point d'eau, 10 latrines, 04 clôtures, 05 bibliothèques, de 05 salles informatiques et 05 blocs administratifs ; 4) Acquérir 468 tables-bancs et 05 bacs à ordures ; 5) Affecter 47 enseignants ; 6) Aménagement de 05 aires de sport ; 7) Construction d'un internat ; 8) Octroyer le paquet minimum aux établissements secondaires ; 9) Construction de 04 CES : 01 respectivement à Emini, à Nemeyong, Kombo et Mbeka'a 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de salles de classe réhabilités ; - Nombre de salles de classe construit ; - Nombre de point d'eau, de latrine, de bibliothèques, salles informatiques construit ; - Nombre d'enseignants affectés ; - Existence d'aire de sport dans chaque établissement ; - Existence d'un internat à AYOS ; - Nombre d'établissements secondaires ayant bénéficiés d'un paquet minimum - Nombre de CES construits 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Accroissement du budget alloué à l'enseignement secondaire ; Multiplication d'écoles de formation d'enseignants.	Variation du budget ; Nombre d'écoles normales créés
Résultats attendus : <ol style="list-style-type: none"> 1) 05 salles de classe du secondaire sont réhabilitées ; 2) 32 salles de classes sont construits (02 collège Adventiste de Nyamvoudou, 03 au CES de Nyamvoudou, 07 au Lycée classique de Ndjingon, 02 au Lycée d'Ebabodo, 14 au Lycée de Biyem et au 04 CES de Ndelle) ; 3) 04 points d'eau, 01 latrine, 04 clôtures, 05 bibliothèques, de 02 salles informatiques et 06 blocs administratifs sont construits ; 4) 468 tables-bancs et 05 bacs à ordures sont acquis ; 5) 47 enseignants sont affectés ; 6) 05 aires de sport sont aménagés ; 7) 01 internat est construit ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de salles de classe réhabilités ; - Nombre de salles de classe construit ; - Nombre de point d'eau, de latrine, de bibliothèques, salles informatiques construit ; - Nombre d'enseignants affectés ; - Existence d'aire de sport dans chaque établissement ; - Existence d'un internat à AYOS ; 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Accroissement du budget alloué à l'enseignement secondaire ; Multiplication d'écoles de formation d'enseignants	Variation du budget ; Nombre d'écoles normales créés

<p>8) Le matériel didactique est octroyé aux 06 établissements secondaires chaque année ; 9) 04 CES sont construits : 01 respectivement à Emini, à Nemeyong, Kombo et Mbeka'a</p>	<p>- Nombre d'établissements secondaires ayant bénéficiés d'un paquet minimum - Nombre de CES construits</p>		
<p>Activités principales :</p>		<p>Cadre estimatif des couts</p>	
<p>1.1 Réhabilitation de 05 salles de classe (01 Collège de Nyamvoudou et 04 au Lycée classique de Ndjingon) ; 2.1 Construction de 32 salles de classes (02 collège Adventiste de Nyamvoudou, 03 au CES de Nyamvoudou, 07 au Lycée classique de Ndjingon, 02 au Lycée d'Ebabodo, 14 au Lycée de Biyem et au 04 CES de Ndelle) ; 3.1 Construction de 04 points d'eau : 02 à Nyamvoudou, et 01 respectivement à Ndelle et Biyem ; 3.2 construction de 10 latrines : 01 respectivement dans chaque établissement secondaire ; 3.3 construction de 04 clôtures : 01 respectivement à Ndjingon, Nyamvoudou, Ndelle et Biyem ; 3.4 construction de 05 bibliothèques : 01 respectivement à Ndjingon, Nyamvoudou, Ndelle, Ebabodo et Biyem ; 3.5 construction de 05 blocs administratifs : 01 respectivement à Ndjingon, Nyamvoudou, Ndelle, Ebabodo et Biyem ; 3.6 construction de 02 salles informatiques : 01 respectivement au Lycée Technique d'Ayos, 01 Lycée générale ; 4.1 acquisition de 468 tables-bancs : 94 au collège Adventiste de Nyamvoudou, 250 au Lycée classique de Ndjingon et 124 au CES de Ndjingon ; 4.2 acquisition de 05 bacs à ordures : 01 respectivement à Ndjingon, Nyamvoudou, Ndelle, Ebabodo et Biyem ;</p>	<p>5.1 affectation de 47 enseignants : 02 au collège Adventiste de Nyamvoudou, 07 au Lycée classique de Ndjingon, 10 au CES de Ndelle, 09 à Ebabodo et 19 à Biyem ; 6.1 aménagement de 05 aires de sport : 01 respectivement à Ndjingon, Nyamvoudou, Ndelle, Ebabodo et Biyem ; 7.1 Construction d'01 internat au lycée AYOS; 8.1 distribution du matériel didactique chaque année aux 06 établissements d'enseignement secondaire ; 9.1 construction de 04 CES : 01 respectivement à Emini, à Nemeyong, Kombo et Mbeka'a</p>	<p>Libellés</p> <p>Total investissement</p> <p>Total Fonctionnement</p> <p>Imprévus</p> <p>Total estimatif</p>	<p>Montants</p> <p>750 000 000</p> <p>150 000 000</p> <p>50 000 000</p> <p>950 000 000</p>

SECTEUR 6 : TRAVAUX PUBLICS				
Problème du secteur : Enclavement de la commune				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Assurer la pérennité du patrimoine infrastructurel de l'Etat	Niveau de service (indicateur composite) par type d'infrastructures incluant ouvrages et services de gestion.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Stabilité politique	
Objectif sectoriel stratégique Désenclaver les zones de la commune encore enclavées	Pourcentage de route reprofilée	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Signature des accords de partenariats	Nombre d'accords conclus
Objectifs spécifiques : 1) Réhabilitation de la buse du quartier bamiléké et du ponceau de Yébé ; 2) Construction de 18 buses : 01 à Bekoungou, 01 Ngolbomo, 01 Nguinda Minfolo, 01 Nsan1, 01 Ngoumesseng, 01 Mebissi, 01 à Nkolvemg, 01 à NkolKa'a, 01 au quartier Haoussa et 01 à Ndjigon ; 01 Nkolmveng-Mekouma ; 01 Nyamvoudou-Meto ; 02 à Ngoubi ; 04 Mfoumou à Nemeyong 3) Construction de 10 ponceaux : 01 respectivement à Biyem, Mbaka, Mekouma, Ndelele, Ngolbomo, Ngoumesseng, Mvanga, Ebeck, Ngoun2 et Atong ; 4) Ouvrir de 13 routes : Mbeka'a-Mebissi-Nkoloboudou ; Mbeka'a-Ngoun1-Ngoun2-Ndélé ; Yébé-Ngoumesseng ; Wong-Ebeck-Ekok ; Nyamvoudou-Lembé ; Mbang-Nguinda Minfolo ; Mbeka'a-Atong ; Nemeyong-Yana ; Nkolvoudou-Mbeka'a ; Mbakok-Ngoubi ; Atong-Melane ; Ndele-Nebodo ; Jamot-Bekoungou 5) Reprofiler le tronçon Mbang-Tomba-Atout-Mbeka'a ; 6) Installer des panneaux de signalisation le long du tronçon de la Nationale N°10 ; 7) Acquérir 02 engins de travaux publics (01 Caterpillar et une benne) ;	- Nombre de buse et ponceau réhabilités - Nombre de buses construites - Nombre de ponceaux construits ; - Nombre de km de route ouverte - Nombre de km de route reprofilé ; - Nombre de panneaux de signalisation installés ; - nombre de d'engins acquis.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Accroissement de l'aide au développement ; Signatures d'accords de financement ; mobilisation des contreparties.	Part de financement accordé aux travaux publics ; Nombres d'accords conclus.
Résultats attendus : 1) La buse du quartier bamiléké et le ponceau de Yébé sont réhabilités ; 2) 18 buses sont construits : 01 à Bekoungou, 01 Ngolbomo, 01 Nguinda Minfolo, 01 Nsan1, 01 Ngoumesseng, 01 Mebissi, 01 à Nkolvemg, 01 à NkolKa'a, 01 au quartier Haoussa et 01 à Ndjigon ; 01 Nkolmveng-Mekouma ; 01 Nyamvoudou-Meto ; 02 à Ngoubi ; 04 Mfoumou à Nemeyong 3) 10 ponceaux sont construits : 01 respectivement à Biyem, Mbaka, Mekouma, Ndelele, Ngolbomo, Ngoumesseng, Mvanga, Ebeck, Ngoun2 et Atong ; 4) 13 routes sont ouvertes : Mbeka'a-Mebissi-Nkoloboudou ; Mbeka'a-Ngoun1-Ngoun2-Ndélé ; Yébé-Ngoumesseng ; Wong-Ebeck-Ekok ; Nyamvoudou-Lembé ; Mbang-Nguinda Minfolo ; Mbeka'a-Atong ; Nemeyong-Yana ; Nkolvoudou-Mbeka'a ; Mbakok-Ngoubi ; Atong-Melane ; Ndele-Nebodo ; Jamot-Bekoungou 5) Le tronçon Mbang-Tomba-Atout-Mbeka'a est reprofilé ; 6) Les panneaux de signalisation le long du tronçon de la Nationale N°10 sont	- Nombre de buse et ponceau réhabilités - Nombre de buses construites - Nombre de ponceaux construits ; - Nombre de km de route ouverte - Nombre de km de route reprofilé ; - Nombre de panneaux de signalisation installés ; - nombre de d'engins acquis.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Accroissement de l'aide au développement ; Signatures d'accords de financement ; mobilisation des contreparties.	Part de financement accordé aux travaux publics ; Nombres d'accords conclus.

<p>installés ; 7) 02 engins de travaux publics (01 Caterpillar et une benne) sont acquis par la commune d AYOS ;</p>				
<p>Activités principales :</p>			<p>Cadre estimatif des couts</p>	
<p>1.1 Réhabilitation de la buse du quartier bamiléké ; 1.2 Rehabilitation du ponceau de Yébé 2.1 Construction de 10 buses : 01 à Bekoungou, 01 Ngolbomo, 01 Nguinda Minfolo, 01 Nsan1, 01 Ngoumesseng, 01 Mebissi, 01 à Nkolvemg, 01 à NkolKa'a, 01 au quartier Haoussa et 01 à Ndjigon ; 3.1 Construction de 10 ponceaux : 01 respectivement à Biyem, Mbaka, Mekouma, Ndelele, Ngolbomo, Ngoumesseng, Mvanga, Ebeck, Ngoun2 et Atong ; 4.1 Ouverture des routes : Mbeka'a-Mebissi-Nkoloboudou ; Mbeka'a-Ngoun1-Ngoung2-Ndélé ; Yébé-Ngoumesseng ; Wong-Ebeck-Ekok ; Nyamvoudou-Lembé ; Mbang-Nguinda Minfolo ; Mbeka'a-Atong ;</p>	<p>5.1 Reprofilage du tronçon Mbang-Tomba-Atout-Mbeka'a ; 6.1 Installation des panneaux de signalisation le long de la nationale N°10 ; 7.1 acquisition de 02 engins de travaux publics par la commune de AYOS: 01 Caterpillar et une benne.</p>	<p>Libellés</p>	<p>Montants</p>	
		<p>Total investissement</p>	<p>1 000 000 000</p>	
		<p>Total Fonctionnement</p>	<p>200 000 000</p>	
		<p>Imprévus</p>	<p>50 000 000</p>	
		<p>Total estimatif</p>	<p>1 250 000 000</p>	

SECTEUR 7 : JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE				
Problème du secteur : Encadrement insuffisant des jeunes				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DCSE) : Augmenter l'offre et la qualité de la formation et de l'encadrement des jeunes	Nombre de jeunes formés et encadrés	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Accroissement du budget alloué au ministère	Taux d'accroissement du budget
Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'insertion socioprofessionnelle des jeunes	Nombre de jeunes insérés et formés	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Accroissement du budget alloué au ministère	Taux d'accroissement du budget
Objectifs spécifiques : 1) Promouvoir les activités du conseil national de la jeunesse ; 2) Accompagner 100 jeunes dans la réalisation d'une AGR ; 3) Construction et équipement d'un centre multifonctionnel de jeunes 4) Affecter 04 encadreurs (animateurs) ; 5) Accorder 150 offres de stages chaque année aux jeunes ; 6) Organiser des activités de divertissement des jeunes pendant les vacances ; 7) Construction de la délégation d'arrondissement ; 8) Construire un centre multifonctionnel en langue anglaise ; 9) Suivre et accompagner chaque année 25 jeunes du PAJER-U 10) Appuyer le personnel en charge d'encadrer les jeunes.	- Nombre de séminaires d'information organisés - Nombre de microprojets montés et financés - Existence d'un centre multifonctionnel de jeunes - Nombre d'encadreurs recrutés - Nombre de stagiaires retenus - Existence d'activités de loisirs pendant les vacances - Présence d'une délégation d'arrondissement de la jeunesse - Présence d'un centre multifonctionnel en langue anglaise - Nombre de jeunes du PAJER-U accompagnés - Nombre de personnes appuyées	Enquête INS (EDS, ECAM, etc) ; Rapports d'encadreurs de jeunesse et d'animation	Volonté politique Implication des jeunes dans les décisions politiques	Nombre de jeunes accédants à des postes de responsabilité
Résultats attendus : 1) 02 séminaires de promotion des activités du conseil national de la jeunesse sont organisés ; 2) 100 jeunes sont accompagnés dans la réalisation des AGR ; 3) 01 centre multifonctionnel des jeunes est construit et équipé ; 4) 04 encadreurs (animateurs) sont affectés ; 5) 150 offres de stages sont accordées chaque année aux jeunes de la commune ; 6) Organisation des activités de loisirs des jeunes pendant les vacances ; 7) Une délégation d'arrondissement est construite ; 8) Un centre multifonctionnel en langue anglaise ; 9) 25 jeunes sont accompagnés dans les activités du PAJER-U ; 10) Le personnel en charge des jeunes est appuyé par la mairie	- Nombre de séminaires d'information organisés - Nombre de microprojets montés et financés - Existence d'un centre multifonctionnel de jeunes - Nombre d'encadreurs recrutés - Nombre de stagiaires retenus - Existence d'activités de loisirs pendant les vacances - Présence d'une délégation d'arrondissement de la jeunesse - Présence d'un centre multifonctionnel en langue anglaise - Nombre de jeunes du PAJER-U accompagnés - Nombre de personnes appuyées	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.) ; Rapports d'encadreurs de jeunesse et d'animation	Volonté politique Implication des jeunes dans les décisions politiques	Nombre de jeunes accédants à des postes de responsabilité
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Organisation de 02 séminaires de promotion des activités du	5.1 mise à disposition des jeunes de 150 offres de stage de vacance		Libellés	Montants

conseil national de la jeunesse ; 2.1 formation de 100 jeunes à l'identification des AGR et au montage de projets ; 2.2 financement de 100 microprojets de jeunes formés ; 3.1 construction d'un centre multifonctionnel de jeunes ; 3.2 équipement du centre multifonctionnel ; 4.1 affectation de 04 encadreurs de jeunesse et d'animation ;	chaque année ; 6.1 organisation d'activités de loisirs des jeunes pendant les vacances et des centres aérés. 7.1 Construction de la délégation d'arrondissement de la Jeunesse 8.1 Construction d'un centre multifonctionnel en langue anglaise 9.1 Suivi et accompagnement de 25 jeunes dans les activités du PAJER-U 10.1 Appui aux encadreurs des jeunes : 11. organisation de mini forum des jeunes des jeunes.	Total investissement	315 000 000
		Total Fonctionnement	40 000 000
		Imprévus	10 000 000
		Total estimatif	365 000 000

SECTEUR 8 : EAU ET ENERGIE				
Problème du secteur : Difficultés d'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure (DSCE) : Développer les infrastructures hydrauliques et énergétiques	% des ménages ayant accès à l'eau potable et à l'électrification	ECAM, PV de réception des ouvrages	Appui des bailleurs de fonds ; Signatures de convention avec les organismes de développement ; Effectivité de la décentralisation.	Nombre signatures de conventions obtenus des organismes de développement
Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'accès des populations à l'énergie électrique, à l'eau potable et aux produits pétroliers	% de la population ayant accès à l'eau et à l'électricité	ECAM, PV de réception des ouvrages	Appui des bailleurs de fonds ; Signatures de convention avec les organismes de développement ; Effectivité de la décentralisation.	Nombre de conventions signées avec des organismes de développement
Objectifs spécifiques : 1) Construire 25 forages, 12 puits et 44 sources ; 2) Réhabiliter 13 forages, 06 puits, 01 réseau scan water , 01 borne fontaine 3) Etendre le réseau électrique dans 34 villages non électrifiés 4) Réhabiliter le réseau électrique de Nsan1, Dou'ou Bekolo, Ngolebomo-Ngoadjan-Nyagog.	- Nombre de forages, puits et sources construits ; - Nombre de forages, puits réhabilités ; - Nombre de scan water fonctionnel ; - Nombre de village électrifiés.	ECAM, PV de réception des ouvrages	Appui des bailleurs de fonds ; Signatures de convention avec les organismes de développement ; Effectivité de la décentralisation.	Nombre de conventions signées avec des organismes de développement
Résultats attendus : 1) 25 forages, 12 puits et 44 sources sont construits ; 2) 13 forages, 06 puits, 01 réseau scan water de Nyamvoudou et 01 borne fontaine à Nlong-assi sont réhabilités ; 3) Le réseau électrique est étendu sur 34 villages ; 4) Le réseau électrique de Nsan1, Dou'ou Bekolo, Ngolebomo-Ngoadjan-Nyagog.	- Nombre de forages, puits et sources construits ; - Nombre de forages, puits réhabilités ; - Nombre de scan water fonctionnel ; - Nombre de village électrifiés.	ECAM, PV de réception des ouvrages	Appui des bailleurs de fonds ; Signatures de convention avec les organismes de développement ; Effectivité de la décentralisation.	Nombre de conventions signées avec des organismes de développement
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Construction de 25 forages : 01 respectivement à Nyabewa, Tomba1, Atong, Bibe-Bivieck, Mbaka, Akam-Engali, Kombo, Meto'o, Ngolbomo, Ngoubi, Ngoun1, Nkoloboudou2, Obis, Yébé, et 02 respectivement à Abeng-Nam, à Mebissi, à Mvanga-Tom, Meto, Mekouma, Nyakoulou, Tomba1 et Nkolveng	3.1 Electrification de 34 villages : Abeng-Nam, Adoua, Akam-engali, Atong, Atout, ebeck, Ekok, Eyess, Koba, Kombo, Lembe, Mbaka, Mbakok, Mbang, Mebissi, Mekouma, Melane, Messam,	Libellés		Montants
		Total investissement		820 000 000
		Total Fonctionnement		120 000 000
		Imprévus		30 000 000

<p>1.2 Construction de 13 puits : 01 respectivement à Ekok, Nguinda-Minfole, Emini, Ndelle, By, Ekok, Kombo, Lembe, Mbakok, Mekouma, Melane, Nkolka'a et Nkolmveng ;</p> <p>1.3 Construction de 44 sources : 01 respectivement à Atong, Nebodo, Mbaka, Akam-Engali, Lembe, Mekouma, Melane, Meto'o, Ngoun1, Nkolmveng, Obis, Yébé ; 02 respectivement à Wong, Nsan2, Bibe-Bivieck, Koba, Nyabewa, Ndelle, By, Olembe, Abeng-Nam, Ngoubi, Ngoumesseng, Ngoun2, Nkoloboudou2, Nsan1 et 03 à Mbang ;</p> <p>2.1 réhabilitation de 13 forages : 01 respectivement à Eyess, Ekok, Adoua, Ebeck, Nguinda-Minfole, Nsan2, Atong, Emini, Bibe-Bivieck, 02 à Nyamvoudou et à Tomba1 ;</p> <p>2.2 réhabilitation de 06 puits : 01 respectivement à Nyabewa, Mbang, By, Ekok et 02 à Nyamvoudou ;</p> <p>2.3 réhabilitation de la station scan water de Nyamvoudou ;</p> <p>2.4 Réhabilitation de la borne fontaine de Nlong-Assi</p>	<p>Meto'o, Mvanga-tom, Ndelle, Nebodo, Ngolebomo, Ngoubi, ngoumesseng, Ngoun2, Ngoun1, Nguinda-Minfole, Nkolmveng, nkoloboudou, Nsan2, Nyamvoudou, Obis, tomba1, Wong et Yébé.</p> <p>4.1 Réhabilitation du réseau électrique de Nsan1, Dou'ou Bekolo, Ngolebomo-Ngoadjian-Nyagog ;</p>	<p>Total estimatif</p>	<p>970 000 000</p>
--	---	-------------------------------	---------------------------

SECTEUR 9 : AFFAIRES SOCIALES				
Problème du secteur : Faible encadrement des couches sociales vulnérables				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Promouvoir la solidarité nationale et résorber les décalages les plus flagrants entre les femmes et les hommes dans les groupes sociaux afin de préserver la paix sociale	- Taux d'implication et de réinsertion de chaque groupe de populations vulnérables ; - Indice de satisfaction de la réduction des discriminations envers certains groupes vulnérables, marginaux/marginalisés.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Accroissement du budget de l'état	Taux de croissance du PIB
Objectif sectoriel stratégique Améliorer la prise en charge des couches sociales vulnérables	Pourcentage de la population vulnérable pris en charge par la commune	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Accroissement du budget de l'état	Taux de croissance du PIB
Objectifs spécifiques : 1) Construire un centre social à AYOS ; 2) Prendre en charge les OEV (50%) 3) Mettre à la disposition du centre 05 travailleurs sociaux ; 4) Fournir des appareillages aux personnes handicapés ; 5) Apporter un appui financier aux AGR, accompagner la création des OSP et des Associations des couches sociales vulnérables ; 6) Mettre à jour le fichier des populations vulnérables de la Commune ; 7) Elaborer un plan de recasement des anciens malades de la lèpre de DOU'OU BEKOLO 8) Rendre accessible les soins de santé aux personnes indigentes ; 9) Prendre en charge les personnes infectées par le VIH/SIDA.	- Existence d'un centre social - Nombre d'assistants sociaux affectés - Nombre d'équipements acquis - Le fichier des nécessiteux est actualisé - Un plan de recasement des anciens malades de la lèpre est disponible - Nombre de personnes vulnérables consultés et soignés - Nombre d'OEV pris en charge - Nombre d'association et d'OSP créés - Proportion de séropositifs pris en charge	Enquête INS (EDS, ECAM, etc) Notes de prises de services	Effectivité de la décentralisation accompagnement des ONG locales et internationales	Taux d'accroissement du budget de la mairie Nombre d'ONG présentes sur le terrain
Résultats attendus : 1) Le Centre d'encadrement social de AYOS est construit ; 2) 05 assistants sociaux sont affectés ; 3) 50 fauteuils roulant et 100 paires de béquilles sont acquis ; 4) 50 AGR sont identifiés et financés 5) Le fichier des populations vulnérables de la Commune est mis à jour ; 6) Le plan de recasement des anciens malades de la lèpre est élaboré 7) 20% des indigents bénéficient de l'assistance médicale ; 8) Associations et OSP créés 9) 20 % d'OEV pris en charge ;	- Existence d'un centre social - Nombre d'assistants sociaux affectés - Nombre d'équipements acquis - Le fichier des nécessiteux est actualisé - Un plan de recasement des anciens malades de la lèpre est disponible - Nombre de personnes vulnérables consultés et soignés - Nombre d'OEV pris en charge - Nombre d'association et d'OSP créés - Proportion de séropositifs pris en charge	Enquête INS (EDS, ECAM, etc) Notes de prises de services	Effectivité de la décentralisation accompagnement des ONG locales et internationales	Taux d'accroissement du budget de la mairie Nombre d'ONG présentes sur le terrain
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Achèvement et équipement du centre d'encadrement social à AYOS ;	7.1 Elaboration du plan de recasement des anciens malades de la		Libellés	Montants

3.1 affectation de 05 assistants sociaux ; 4.1 acquisition d'appareillages des PH ; 4.2 mise à jour du fichier des populations vulnérables ; 5.1 Prise en charge des anciens lépreux ; 6.1 Prise en charge/soutien aux OEV (500 OEV*10000*5ans)	7.1 Lutte contre le phénomène des ERD ; 8.1 Accompagnement des associations ; 9.1 Prise en charge gratuite de 20 personnes infectées par le VIH/SIDA ;	Total investissement	163 000 000
		Total Fonctionnement	50 000 000
		Imprévus	3 000 000
		Total estimatif	216 000 000

SECTEUR 10 : FEMME ET FAMILLE				
Problème du secteur : Marginalisation de la femme et des enfants				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Promouvoir l'épanouissement de la cellule familiale et la participation communautaire	- Nombre des familles ayant reçu une bonne éducation sociale. - Niveau de sensibilité genre dans l'éducation familiale	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Mise en application des conventions internationales de droit de l'homme	Nombre de décrets d'application signés
Objectif sectoriel stratégique Promouvoir le bien être de la femme et de la famille	- Nombre de femmes occupant des postes de responsabilité - Taux de parité de genre dans les écoles	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	Mise en application des OMD et des accords de MAPUTO	Nombre de décrets d'application signés
Objectifs spécifiques : 1) Construire un centre de promotion de la femme et de la famille ; 2) Organiser une campagne de sensibilisation des populations sur les droits de la Femme et de la Famille dans chaque village 3) Promouvoir la culture du mariage ; 4) Encourager l'excellence féminine en récompensant 50 femmes/filles à chaque journée de la femme ; 5) Accompagner 116 associations de femmes dans les activités génératrices de revenu.	- Existence d'un centre fonctionnel de promotion de la femme - Nombre de campagne organisés pour la promotion des droits de la femme et de la famille - Nombre de mariages organisés - Nombre de femmes primées - Nombre de projets d'association de femmes financées	Enquête, Rapports d'activités, Consultations des registres d'état civil,	Mise en application des OMD et des accords de MAPUTO ; Accroissement du budget dudit ministère	Nombre de décrets d'application signés ; Enquêtes ; Nombre de services créés
Résultats attendus : 1) La construction du centre de promotion de la femme de AYOS est achevée ; 2) 01 campagne de sensibilisation des populations sur les droits de la femme et ceux de la famille est organisée dans chaque village ; 3) Au moins 500 couples sont légalisés lors des cérémonies de mariages collectifs ; 4) 50 femmes/filles sont récompensées pour leur dynamisme et leur travail lors de chaque journée internationale de la femme ; 5) 116 associations de femmes sont accompagnées dans la réalisation des AGR ;	- Existence d'un centre fonctionnel de promotion de la femme - Nombre de campagne organisés pour la promotion des droits de la femme et de la famille - Nombre de mariages organisés - Nombre de femmes primées - Nombre de projets d'association de femmes financées	Enquête, Rapports d'activités, Consultations des registres d'état civil,	Mise en application des OMD et des accords de MAPUTO ; Accroissement du budget dudit ministère	Nombre de décrets d'application signés ; Enquêtes ; Nombre de services créés
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Construction du centre de promotion de la femme d'Ayos ; 1.2 Equipement du centre de promotion de la femme en : machine à coudre (20) ; 20 tables et 80 chaises ; 20 lits ; 25 ordinateurs ; 01 photocopieuse ; 2.1 organisation d'une campagne d'éducation des populations sur les droits de la femme et ceux de la famille dans chaque village ;	2.2 formation de 28 pairs éducateurs ; 3.1 officialisation d'au moins 500 mariages lors de 10 cérémonies de mariages collectifs ; 4.1 octroi de 50 primes de l'excellence aux femmes/filles chaque 8 mars ; 5.1 formation de 116 associations de femmes au montage des AGR ; 5.2 financement de 58 projets d'association de femmes formées ;	Libellés		Montants
		Total investissement		90 000 000
		Total Fonctionnement		30 000 000
		Imprévu		5 000 000
		Total estimatif		125 000 000

SECTEUR 11 : CULTURE				
Problème du secteur : Sous valorisation de la culture traditionnelle				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	Part du secteur dans le PIB	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Stabilité politique Croissance économique	Taux d'accroissement du PIB
Objectif sectoriel stratégique Valoriser la culture traditionnelle	Nombre et types d'activité de promotion culturelle	Enquête ménages ; rapport d'activités sectorielles.	Mise en place d'un environnement propice pour la rentabilité de l'art	Nombre de lois et de structures de gestion de la culture
Objectifs spécifiques : 1) Construire et équiper un centre culturel à Ayos centre ; 2) Construire un musée d'art à Ayos ; 3) Construire et équiper 03 foyers culturels 4) Organiser une foire artistique et culturelle par an ; 5) Appuyer 15 associations culturelles dans leurs activités ;	- Existence d'un foyer culturel ; - Existence d'un musée d'art ; - Nombre foyers culturels construits - Nombre de foires organisées ; - Nombre d'association ayant bénéficiées d'appui ;	Enquête ménages ; rapports	Accroissement du budget alloué à la promotion de la culture	Nombre de structures subventionnées
Résultats attendus : 1) Un centre culturel est construit et à AYOS ; 2) Le musée d'art d'AYOS est construit ; 3) 03 foyers culturels sont construits et équipés 4) 01 foire culturelle est organisée chaque année ; 5) 15 associations culturelles sont accompagnées dans leurs activités ;	- Existence d'un foyer culturel ; - Existence d'un musée d'art ; - Nombre foyers culturels construits - Nombre de foires organisées ; - Nombre d'association ayant bénéficiées d'appui ;	Enquête ménages ; rapports	Accroissement du budget alloué à la promotion de la culture	Nombre de structures subventionnées
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Construction d'un centre culturel à AYOS ; 1.2. Equipement du centre culturel ; 2.1 Construction du musée d'art d'AYOS ; 3.1 Construction et équipement de 03 foyers communautaires : 01 respectivement dans le groupement Yébekolo, Omvang et Sso .	5.1 organisation de 02 foires artistiques et musicales chaque année ; 6.1 accompagnement de 15 associations culturelles dans le cadre de leurs activités.	Libellés		Montants
		Total investissement		300 000 000
		Total Fonctionnement		50 000 000
		Imprévus		10 000 000
		Total estimatif		360 000 000

SECTEUR 12 : PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT				
Problème du secteur : faible développement de l'artisanat et des Activités Génératrices de Revenus				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Améliorer l'environnement des affaires et la compétitivité des entreprises locales	Niveau de compétitivité des entreprises locales	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Lutte contre la corruption ; Facilitation de la procédure de création d'entreprise	Nombre de PME créés
Objectif sectoriel stratégique Faciliter le développement des activités artisanales et Activités Génératrices de Revenus	Taux de pénétration des secteurs d'activité ;		Lutte contre la corruption ; Facilitation de la procédure de création d'entreprise	Nombre de PME créés
Objectifs spécifiques : 1) Accompagner la mise en place des PME dans la localité ; 2) Stimuler l'installation des EMF dans la commune d'Ayos 3) Organiser une foire artisanale annuelle	- Nombre de PME locales créés ; - Nombre d'EMF installé - Existence d'une foire artisanale	Enquête ménages, rapport d'activités	Plateforme de concertation entre l'état, les CTD, le secteur privé et les populations	Nombre de PME créés
Résultats attendus : 1) Au moins 85 PME sont accompagnées dans leur mise en place ; 2) Au moins 02 établissements de micro finance sont installés à Ayos ; 3) Une foire artisanale est organisée chaque année.	- Nombre de PME locales créés ; - Nombre d'EMF installé - Existence d'une foire artisanale	Enquête ménages, rapport d'activités	Plateforme de concertation entre l'état, les CTD, le secteur privé et les populations	Nombre de PME créés
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1 former 2000 personnes à la création d'AGR ; 1.2 financement de 100 projets de création de PME ;	2.1 Installation de 02 établissements de micro finances à Ayos ; 3.1 organisation annuelle d'une foire artisanale.	Libellés		Montants
		Total investissement		122 500 000
		Total Fonctionnement		20 000 000
		Imprévus		5 000 000
		Total estimatif		147 500 000

SECTEUR 13 : MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE				
Problème du secteur : Sous valorisation du secteur minier et des activités d'extraction des produits des carrières				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations	Part du secteur dans le PIB	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Signature d'accord de partenariat avec des multinationales du secteur	Nombre d'accords signés
Objectif sectoriel stratégique Développer le secteur minier	Part du secteur minier dans l'économie locale	Enquête ménages, Rapport	Signature d'accord de partenariat avec des multinationales du secteur	Nombre d'accords signés
Objectifs spécifiques : 1) Prospector les sites de minerais du groupement Omvang et Yébékolo ; 2) Encadrer les activités d'exploitation des carrières ; 3) Former les riverains à l'exploitation durable des carrières de sable et de pierres de (Melan, Eyess, Koba, Nlong-Assi, Atout etc.) ; 4) Inciter les industriels à s'installer dans la commune de AYOS ;	- Nombre de sites explorés ; - Nombre de riverains du secteur formés ; - Nombre d'industriels installés dans la commune.	Enquête ménages, Rapport d'activité	Signature d'accord de partenariat avec des multinationales du secteur	Nombre d'accords signés
Résultats attendus : 1) Les sites de minerais du groupement Omvang et Yébékolo sont prospectés ; 2) Les activités d'exploitation des carrières de sable et de latérite sont encadrées ; 3) les riverains des carrières de sable et de pierres de (Melan, Eyess, Koba, Nlong-Assi, Atout etc.) sont formés à l'exploitation durable de celle-ci ; 4) des mesures d'incitation des industriels à s'installer à AYOS sont entreprises.	- Nombre de sites explorés ; - Nombre de riverains du secteur minier formés ; - Nombre d'industriels installés dans la commune.	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels d'activité	Signature d'accord de partenariat avec des multinationales du secteur	Nombre d'accords signés
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Prospection des sites de carrière de sable de : Melan, Eyess, Koba, Tomba I, Atout, Ngolbomo, Nlong-Assi, Ebeck, Ngoun I, Adoua, Messam, Obis ;	2.1 Encadrement et identification des acteurs impliqués dans les activités d'exploitation des carrières de sable et de pierre ; 3.1 organisation de 02 séminaires de formation des riverains à	Libellés		Montants
		Total investissement		60 000 000
1.2 Prospection des sites de carrière de latérite et de pierre : Eyess,		Total Fonctionnement		15 000 000
		Imprévus		5 000 000

<p>Koba, Tomba I, Atout, Ngolbomo, Ebeck, Ngoun I, Adoua, Ngoubi, By, Mbang, Quartier Ndjington, Atong, Nguinda Minfolo, Nsan 1, Ngoun 2, Olembé, Quartier Nkolka'a, Nyamvoudou, Mvanga, Abeng-nam, Lembe,</p> <p>1.3 Prospection du site rocheux : Nlong-Assi ;</p> <p>1.4 Prospection du Rutile à Lembe, Akam-engali.</p> <p>1.5 Prospection des puits d'argile de : Atong, Ndelle, Bibe-bivieck</p>	<p>l'exploitation des carrières de sable et de pierre ;</p> <p>4.1 Elaboration d'un programme d'incitation des industriels à s'installer dans la commune.</p>	<p>Total estimatif</p>	<p>80 000 000</p>
---	---	-------------------------------	--------------------------

SECTEUR 14 : TOURISME				
Problème du secteur : Faible promotion des activités touristiques				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Développer les produits touristiques camerounais pour faire du Cameroun une destination touristique	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de touristes internationaux par an (au moins 1000 000) ; - Nombre de touristes internes ; - Nombre de sites touristiques aménagés et normalisés ; - VA touristique / VA totale ; 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Volonté politique	
Objectif sectoriel stratégique Promouvoir les activités touristiques	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de sites aménagés ; - Nombre de centre d'accueil construit. 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Volonté politique	
Objectifs spécifiques : 1) Aménager les berges du Nyong 2) Transformer la maison Jamot en musée 3) Construire des structures d'accueils (Auberges, case de passage et Restaurant) 4) Former et recruter des guides touristiques 5) Promouvoir l'écotourisme	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de sites touristiques aménagés ; - Nombre de centre d'accueil construits ; - Nombre de guides touristiques formés et recrutés ; - Nombre de campagne touristique. 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.) ; Rapport de séminaires	Incitation des opérateurs privés à investir dans le tourisme	Nombre de structure privée intervenant dans le secteur
Résultats attendus : 1) Les berges du Nyong sont aménagées 2) La maison Jamot est transformée en musée 3) 04 centres structures d'accueil touristiques sont construits 4) 05 guides touristiques sont formés et recrutés 5) L'écotourisme est promu	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de sites touristiques aménagés ; - Nombre de centre d'accueil construits ; - Nombre de guides touristiques formés et recrutés ; - Nombre de campagne touristique. 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.) ; Rapport de séminaires	Incitation des opérateurs privés à investir dans le tourisme	Nombre de structure privée intervenant dans le secteur
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Aménagement des berges du Nyong ; 2.1 Transformation de la maison Jamot en musée ; 3.1 Construction d'un hôtel à Ayos ; 3.2 Construction d'un restaurant ;	4.1 formation et recrutement de 05 guides touristiques ; 5.1 organisation de 05 séminaires de promotion de l'écotourisme.	Libellés	Montants	
		Total investissement	435 000 000	
		Total Fonctionnement	150 000 000	
		Imprévus	35 000 000	
		Total estimatif	620 000 000	

SECTEUR 15 : DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES				
Problème du secteur : Difficulté d'accès à la propriété foncière				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	- % de la population sensibilisée sur la sécurité foncière - Nombre de demande de titre foncier initié	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Croissance économique soutenue	Taux de croissance du PIB
Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'accès aux titres fonciers et au droit à la propriété	Nombre de personnes ayant accès au titre foncier	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	Synergie d'action entre l'Etat, les CTD et les communautés	Enquête, Consultation des registres du cadastre
Objectifs spécifiques : 1) Créer un bureau en charge des affaires foncières dans la commune ; 2) Promouvoir la procédure d'obtention du titre foncier ; 3) Création d'une réserve foncière communale ; 4) Matérialiser définitivement des limites ancestrales entre les villages ; 5) Etablissement de la cartographie de la commune.	- Existence d'un bureau des affaires foncières - Nombre de titre foncier acquis - Parcelle de réserve foncière acquise par la mairie - Existence de la cartographie de la commune avec toutes les limites	Enquête, Consultation des registres du cadastre	Synergie d'action entre l'Etat, les CTD et les communautés	Enquête, Consultation des registres du cadastre
Résultats attendus : 1) Un bureau des affaires foncières est créé dans la commune ; 2) La procédure d'obtention d'un titre foncier est vulgarisée ; 3) Au moins 50 ha de réserve foncière est créée dans la commune ; 4) La délimitation de tous les villages est définitivement établie ; 5) La cartographie de la commune est établie.	- Existence d'un bureau des affaires foncières - Nombre de titre foncier acquis - Parcelle de réserve foncière acquise par la mairie - Existence de la cartographie de la localité	Enquête, Consultation des registres du cadastre	Synergie d'action entre l'Etat, les CTD et les communautés	Enquête, Consultation des registres du cadastre
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Création d'un bureau d'un point focal du cadastre à AYOS ; 2.1 Organisation de 03 campagnes de sensibilisation de la population sur la nécessité d'obtention d'un titre foncier ; 2.2 Accompagnement de 300 personnes dans la procédure d'obtention du titre foncier ;	3.1 Création d'une réserve foncière communale d'au moins 50 ha de terrain ; 4.1 Organisation du processus de délimitation définitif de tous les villages de la commune d'AYOS ; 5.1 Etablissement de la cartographie de la commune d'AYOS ; 5.2 Elaboration d'un plan cadastral.	Libellés		Montants
		Total investissement		135 000 000
		Total Fonctionnement		20 000 000
		Imprévus		5 000 000
		Total estimatif		160 000 000

SECTEUR 16 : COMMERCE				
Problème du secteur : Difficulté à mener des activités commerciales				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Assurer de manière compétitive la présence des produits camerounais sur les marchés	- Part des exportations dans le PIB - Excédent commercial - Taux d'accroissement du PNB - Taux de croissance	Enquête INS, Rapports du GICAM	Effectivité de la réforme agraire ; Amélioration des infrastructures	Nombre de programmes agricoles
Objectif sectoriel stratégique Faciliter la commercialisation des produits	- Part des exportations dans le PIB - Excédent commercial ; - Taux d'accroissement du PNB ; - Taux de croissance.	Enquête INS, Rapports du GICAM	Effectivité de la réforme agraire ; Amélioration des infrastructures	Nombre de programmes agricoles
Objectifs spécifiques : 1) Réhabiliter le marché d'Ayos ; 2) Construire : 60 comptoirs, 30 boutiques, 02 boucheries, 03 poissonneries, 02 chambres froides, 02 points d'eau, 14 latrines, 02 dispositifs de traitement des ordures ménagères, 02 bureaux ; 3) Créer 06 marchés périodiques ; 4) Harmoniser et clarifier des diverses taxes ; 5) Organiser 01 mini foire commerciales par an ; 6) Construire un supermarché communal.	- Etat des hangars des marchés ; - Nombres d'infrastructures marchandes construits ; - Nombre de marchés périodiques construits ; - Nombre de mini foire commerciale organisée ; - Nombre de magasin de stockage construits.	ECAM, PV de réception des infrastructures	Implication des élites et des bailleurs de fonds ; Volonté politique ; Affectivité du transfert de compétences et des fonds	Nombre de personnes ayant construit des boutiques ; Taux d'accroissement du budget de la commune.
Résultats attendus : 1) 01 marché est réhabilité respectivement à AYOS ; 2) 60 comptoirs, 30 boutiques, 02 boucheries, 03 poissonneries, 02 chambres froides, 02 points d'eau, 14 latrines, 02 dispositifs de traitement des ordures ménagères, 02 bureaux sont construits ; 3) 06 marchés périodiques sont créés : 01 au groupement Omvang et 01 au groupement Yébékolo ; 4) Les différentes taxes et impôts sont clarifiés ; 5) 01 mini foire commerciale est organisée chaque année ; 6) 01 supermarché communal est construit ;	- Etat des hangars des marchés ; - Nombres d'infrastructures marchandes construits ; - Nombre de marchés périodiques construits ; - Nombre de mini foire commerciale organisée ; - Nombre de magasin de stockage construits.	ECAM, PV de réception des infrastructures	Implication des élites et des bailleurs de fonds ; Volonté politique ; Affectivité du transfert de compétences et des fonds	Nombre de personnes ayant construit des boutiques ; Taux d'accroissement du budget de la commune.
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Réhabilitation du marché d'AYOS ; 2.1 Construction de 60 comptoirs : 30 à Ayos ;	3.1 création de 06 marchés périodiques : 01 dans chaque secteur de la commune d'Ayos ;		Libellés	Montants
			Total investissement	255 000 000

2.2 Construction de 30 boutiques : 20 à Ayos ; 2.3 Construction de 02 boucheries : 01 à Ayos ; 2.4 Construction de 03 poissonneries : 02 à Ayos ; 2.5 Construction de 03 chambres froides : 01 à Ayos ; 2.6 Construction de 02 points d'eau : 01 à Ayos ; 2.7 Construction de 14 latrines : 10 à Ayos ; 2.8 Construction de 02 dispositifs de traitement des ordures : 01 à Ayos ; 2.9 Construction de 02 bureaux : 01 à Ayos ;	4.1 organisation 03 de plateformes de sensibilisation sur les différentes taxes à payer ; 5.1 organisation d'une mini foire commerciale chaque année à AYOS ; 6.1 construction d'un supermarché municipal.	Total Fonctionnement	50 000 000
		Imprévu	15 000 000
		Total estimatif	320 000 000

SECTEUR 17 : TRANSPORT				
Problème du secteur : Précarité des conditions de transport				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Développer les infrastructures de transport pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant accès aux moyens de transport de qualité	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Effectivité de la décentralisation	Taux d'Accroissement du budget de la mairie
Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'accès aux moyens de transport	Qualités des conditions de transport	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	Synergie d'action entre le public et le privé	Nombre d'initiatives privées de transport
Objectifs spécifiques : 1) Construire une gare routière à AYOS 2) Encadrer l'activité des motos taxi 3) Créer une agence de transport communale 4) Acquérir 03 pirogues à moteur	- Existence d'une gare routière - Niveau d'organisation du transport des Mototaxis - Nombre de moto taximen ayant bénéficié de l'encadrement - existence d'une agence de transport communale - nombre de pirogues à moteur acquis	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	Effectivité de la décentralisation ; Synergie d'action entre le public et le privé	Nombre d'initiatives privées de transport
Résultats attendus : 1) Une gare routière est construite à AYOS 2) L'activité des mototaxis est encadrée et organisée 3) Une agence de transport communale est créée 4) 03 pirogues à moteur sont acquises	- Existence d'une gare routière - Niveau d'organisation du transport des Mototaxis - Nombre de moto taximen ayant bénéficié de l'encadrement - existence d'une agence de transport communale - nombre de pirogues à moteur acquis	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	Effectivité de la décentralisation ; Synergie d'action entre le public et le privé	Nombre d'initiatives privées de transport
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Construction d'une gare routière à AYOS		2.3 mise en place de mesures coercitives pour les motos taximen récalcitrant 2.4 régulation des prix du transport 3.1 création d'une agence de transport communale 4.1 Acquisition de 03 pirogues à moteur	Libellés	Montants
2.1 accompagnement de 70 motos taximen à l'obtention de permis de conduire			Total investissement	125 000 000
2.2 organisation de 02 séminaires de sensibilisation des motos taximen sur le civisme routier et sur la connaissance de leurs droits et devoirs			Total Fonctionnement	20 000 000
			Imprévus	5 000 000
			Total estimatif	150 000 000

SECTEUR 18 : POSTES ET TELECOMMUNICATION				
Problème du secteur : Accès difficile à l'information et aux services postaux				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Développer les infrastructures de communication et de télécommunication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant accès à l'information et aux services postaux	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Installation de la fibre optique dans toutes les régions	Augmenter de 4 points le taux de pénétration des TIC
Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'accès au TIC et aux services postaux	- % de la population ayant accès à l'information et aux services postaux	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Installation de la fibre optique dans toutes les régions	Augmenter de 4 points le taux de pénétration des TIC
Objectifs spécifiques : 1) Installer la fibre optique à AYOS 2) Former les jeunes et femmes aux TIC 3) Améliorer la couverture du réseau CAMTEL 4) Restructuration du service postal 5) Promouvoir les services offerts par la poste 6) Améliorer la couverture du réseau téléphonique	- La fibre optique est installée - Nombre de personnes formés aux TIC - Le réseau CAMTEL est amélioré - Le service postal est restructuré - Nombre de produits de la CAMPOST consommés - Accessibilité au réseau orange et MTN dans la commune d'AYOS	Enquête, Rapports des sectoriels, PV de réception	Mise sur pieds des mesures d'incitation des opérateurs à investir d'avantage	Nombre d'agrément accordés
Résultats attendus : 1) Le réseau internet de fibre optique est installé à AYOS 2) Les jeunes et femmes sont formés aux TIC 3) Le réseau CAMTEL d'AYOS est réhabilité 4) Le service postal est restructuré 5) 03 campagnes de communication sur les services de la poste sont organisées 6) 02 antennes relais 01 d'ORANGE et 01 de MTN sont installées à AYOS	- La fibre optique est installée - Nombre de personnes formés aux TIC - Le réseau CAMTEL est amélioré - Le service postal est restructuré - Nombre de produits de la CAMPOST consommés - Accessibilité au réseau orange et MTN dans la commune d'AYOS	Enquête, Rapports des sectoriels, PV de réception	Mise sur pieds des mesures d'incitation des opérateurs à investir d'avantage	Nombre d'agrément accordés
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Installation de 123km de fibre optique reliant Yaoundé à AYOS 2.1 Construction et équipement d'un centre multimédia à AYOS 3.1 organisation de 04 stages de formation des populations aux TIC 4.1 réhabilitation du réseau CAMTEL		5.1 organisation de 03 campagnes de communication sur les services offerts par la poste 6.1 installation d'une antenne relais ORANGE et MTN à AYOS		
				Libellés
				Montants
				Total investissement
				500 000 000
				Total Fonctionnement
				60 000 000
				Imprévus
				20 000 000
				Total estimatif
				580 000 000

SECTEUR 19 : Administration territoriale, Décentralisation et Maintien de l'ordre				
Problème du secteur : Insécurité, non reconnaissance de la chefferie et non respect de l'autorité traditionnelle				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Réduire les écarts entre riches et les pauvres par l'amélioration de la distribution des retombées de la croissance économique	Les citoyens sont satisfaits des prestations des institutions	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.) ; sondages	Volonté politique	Nombre de réformes engagées
Objectif sectoriel stratégique Assurer la sécurité des citoyens	Les citoyens sont satisfaits des services rendus par la sécurité publique	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.) ; sondages	Volonté politique	Nombre de réformes engagées
Objectifs spécifiques : 1) Renforcer le pouvoir de l'autorité traditionnelle ; 2) Institutionnaliser la chefferie Mbakok ; 3) Créer des comités de vigilances dans chaque quartier et village ; 4) Eclairer toutes les ruelles du centre urbain de la commune d'Ayos ; 5) Affecter le personnel des forces de maintien de l'ordre.	- Baisse du nombre de plaintes déposées ; - Existence d'une grille de critères de sélection de sous chef ; - Nombre de chefs installés ; - Nombre de formations reçus par les chefs ; - Nombre de subventions accordées aux chefs ; - Nombre de centre d'état civils créés et construits ; - Nombre de gendarmes et policier en service.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.) ; Rapport d'activité des services de l'administration centrale et des forces de l'ordre.	Effectivité de la décentralisation	Nombre de compétence et de ressources transférés
Résultats attendus : 1) Les compétences de l'autorité traditionnelle sont renforcées ; 2) La chefferie Mbakok est institutionnalisée ; 3) 58 comités de vigilances sont créés ; 4) Les 19 quartiers d'Ayos sont desservis en éclairage public ; 5) 04 nouveaux gendarmes et 04 nouveaux policiers sont affectés.	- Baisse du nombre de plaintes déposées ; - Existence d'une grille de critères de sélection de sous chef ; - Nombre de chefs installés ; - Nombre de formations reçus par les chefs ; - Nombre de subventions accordées aux chefs ; - Nombre de centre d'état civils créés et construits ; - Nombre de gendarmes en service.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.) ; Rapport d'activité des services de l'administration centrale et des forces de l'ordre.	Effectivité de la décentralisation	Nombre de compétence et de ressources transférés
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
			Libellés	Montants
1.1 Renforcement du pouvoir de l'autorité traditionnelle ; 2.1 Institutionnalisation de la chefferie de Mbakok ; 3.1 Création de 58 comités de vigilances dans tous les quartiers d'Ayos ;	4.1 Installation de l'éclairage public dans les 19 quartiers de la Commune d'Ayos ; 5.1 Affectation de 04 gendarmes et 04 policiers dans la Commune d'Ayos		Total investissement	162 000 000
			Total Fonctionnement	20 000 000
			Imprévus	5 000 000
			Total estimatif	187 000 000

SECTEUR 19 : Administration territoriale, Décentralisation et Maintien de l'ordre				
Sous secteur : Administration municipale				
Problème du secteur : Faible développement institutionnel de la Commune				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Réduire les écarts entre riches et les pauvres par l'amélioration de la distribution des retombées de la croissance économique	Les citoyens sont satisfaits des prestations des institutions	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Effectivité de la décentralisation	Accroissement du budget de la Mairie et des compétences
Objectif sectoriel stratégique Améliorer la qualité des services rendus par la commune	Les citoyens sont satisfaits des prestations des institutions	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Effectivité de la décentralisation	Accroissement du budget de la Mairie et des compétences
Objectifs spécifiques : 1) Améliorer la gestion des ressources humaines de la Commune ; 2) Améliorer la gouvernance des ressources financières Communale ; 3) Améliorer la quantité et gestion du Patrimoine Communal ; 4) Améliorer le réseau des Relations de la Commune ;	- Qualité des services rendus par la Commune - Qualité de la gestion des ressources communales humaine, financière ; - Accroissement du patrimoine communal ; - Nombre de réunions organisées entre la mairie, les sectoriels, les ONG, et le secteur privé.	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	Effectivité de la décentralisation	Accroissement du budget de la Mairie et des compétences
Résultats attendus : 1) La gestion des ressources humaines de la Commune est améliorée ; 2) la gouvernance des ressources financières de la Commune est améliorée ; 3) le Patrimoine Communal est fructifié et sa gestion améliorée ; 4) le réseau de Relations de la Commune est améliorée ;	- Qualité des services rendus par la Commune - Qualité de la gestion des ressources communales humaine, financière ; - Accroissement du patrimoine communal ; - Nombre de réunions organisées entre la mairie, les sectoriels, les ONG, et le secteur privé. -	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	Effectivité de la décentralisation	Accroissement du budget de la Mairie et des compétences
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Recrutement de 02 Agents Communaux: 01 de développement et 01 financier ; 1.2. Organisation de 03 séminaires de Renforcement des capacités du personnel communal : 01 pour l'exécutif municipal, 01 pour le conseil municipal, 01 pour les agents communaux ; 1.3. Réorganisation administrative des services de la mairie d'AYOS	3.1 Construction d'un hôtel de ville ; 3.2 Acquisition du matériel de bureau (Ordinateurs, groupe électrogène etc.) ; 3.3 Elaboration et adoption d'un manuel de procédure de gestion du patrimoine communal ; 3.4 Création d'une voirie municipale ;	Libellés		Montants
		Total investissement		410 000 000
		Total Fonctionnement		130 000 000
		Imprévus		40 000 000

<p>2.1 Actualisation du fichier du contribuable ; 2.2 Définition de nouvelles taxes (sur les PFNL, carrière, exploitation du bois) ; 2.3 Amélioration du processus d'élaboration du budget par l'implication des forces vives ; 2.4 Amélioration de la tenue des comptes ; 2.5 Initiation d'une demande d'obtention d'un quittancier pour les versements des saisies de produits de la forêt ; 2.6 Révision du système de recouvrement des taxes pour une meilleure traçabilité</p>	<p>3.5 Acquisition d'un camion benne ; 4.1 intensification du réseau de partenariat de la commune avec les ONG locales et étrangères ; 4.2 Organisation de rencontre d'échange entre la mairie et les sectoriels pour l'amélioration de la qualité des relations ; 4.3 Implication des autorités coutumières dans la réalisation des projets ; 4.5 Organisation de plateformes d'échange avec le secteur privé.</p>	Total estimatif	580 000 000
--	---	------------------------	--------------------

SECTEUR 20 : FORET ET FAUNE				
Problème du secteur : Déforestation				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Assurer une gestion durable des ressources naturelles	- Part de la production forestière dans le PIB - Proportion d'écosystèmes réhabilités - Niveau d'augmentation des surfaces reboisées	Enquête INS, ECAM	Signatures des accords de partenariats Avec les organisations	Nombres d'accords signés
Objectif sectoriel stratégique Amélioration de la gestion des ressources fauniques et floristiques	Taux d'exploitation des ressources naturelles	Enquête INS, ECAM	Signatures des accords de partenariats Avec les organisations	
Objectifs spécifiques : 1) Reboiser 60 à 90% des espaces dégradés ; 2) Classer la forêt communale ; 3) Lutter contre l'exploitation illégale et incontrôlée des ressources forestières ; 4) Promouvoir l'élevage non conventionnel ; 5) Domesticquer les Produits forestiers non ligneux (PFNL) ; 6) Créer un marché des bois au centre d'Ayos ; 7) Créer une unité de transformation du bois à Ayos.	- Existence d'une pépinière forestière ; - % de superficie reboisée ; - existence d'une forêt communale ; - Nombre de personnes sensibilisées sur les textes et lois sur la gestion des ressources forestières ; - Nombre de PFNL domestiqué - Nombre d'élevage non conventionnel crée ; - Existence d'un marché de bois ; - Existence d'une unité de transformation du bois	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels Notes de prises de services	Multiplication des activités des ONG de protection de la biodiversité Application de la loi sur la certification du bois	Nombres d'accords signés
Résultats attendus : 1) 60 à 90% des surfaces dégradées sont reboisées ; 2) 01 forêt communale est créée ; 3) l'exploitation illégale et incontrôlée des ressources forestières est prévenue et combattue ; 4) L'élevage non conventionnel est promu ; 5) Les PFNL sont domestiqués ; 6) 01 marché à bois est crée à Ayos.	- Existence d'une pépinière forestière ; - % de superficie reboisée ; - existence d'une forêt communale ; - Nombre de personnes sensibilisées sur les textes et lois sur la gestion des ressources forestières ; - Nombre de PFNL domestiqué - Nombre d'élevage non conventionnel crée ; - Marché et unité de transformation du bois ;	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels Notes de prises de services	Multiplication des activités des ONG de protection de la biodiversité Application de la loi sur la certification du bois	Nombre de projets effectifs sur le terrain
Activités principales :		Cadre estimatif des couts		
1.1 Création des pépinières de bois pour le reboisement ; 2.1 Classification d'une forêt communale ; 3.1 sensibilisation de la population sur la loi forestière ; 3.2 intensification des descentes des éco gardes dans les villages ; 4.1 Mise en place d'un élevage d'aulacodes, hérisson et porc-épic	5.1 domestication de l'Okok ; 6.1 Mise en place d'un marché de bois à Ayos.	Libellés	Montants	
		Total investissement	200 000 000	
		Total Fonctionnement	40 000 000	
		Imprévus	10 000 000	
		Total estimatif	250 000 000	

SECTEUR 21 : ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE LA NATURE ET DEVELOPPEMENT DURABLE				
Problème du secteur : Pollution des milieux récepteurs ; gestion non durable des ressources floristiques, fauniques et aquacoles				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Assurer une gestion durable des ressources naturelles et protéger les milieux récepteurs	- Taux de couverture du monitoring environnemental (100%) - Pérennité des ressources naturelles	Enquête INS, ECAM	Signatures des accords de partenariats Avec les organisations	Effectivité d'une politique de protection de gestion conservatrice des ressources ainsi que de protection de l'air des eaux et du sol
Objectif sectoriel stratégique Maîtriser les pollutions et gérer durablement les ressources naturelles	Pollutions réduites	Diminution des pollutions, des T° et augmentation des pluies ; pérennité des ressources naturelles	Signatures des accords de partenariats Avec les organisations de protection de l'environnement	Multiplication des plaidoyers et programmes de développement durable
Objectifs spécifiques : 1) Créer un centre de traitement des ordures ménagères à AYOS ; 2) Sensibiliser, former les populations sur les méthodes simples de gestion des ordures ménagères ; 3) Sensibiliser les populations sur la nécessité de protéger l'environnement ; 4) Intensifier la lutte contre les feux de brousse ; 5) Créer des espaces verts ; 6) Créer un site Ramsar ; 7) Créer le debacardaie.	- 01 centre de traitement des ordures existe ; - Nombre de campagnes de sensibilisation organisées ; - Nombre d'espace vert créée ; - Nombre d'arbres plantés. - Site ramsar - Débacardaie	Enquête, ECAM, Rapports des sectoriels	Signatures des accords de partenariats Avec les organisations de protection de l'environnement ; Respect des résolutions des sommets de sur le développement durable	Multiplication des plaidoyers et programmes de développement durable
Résultats attendus : 1) Un centre de traitement des ordures ménagère est créée à AYOS ; 2) Les populations sont sensibilisées et formées sur les méthodes de gestion des ordures ménagères ; 3) Les populations sont sensibilisées sur la nécessité de protéger l'environnement ; 4) La lutte contre les feux de brousse est intensifiée ; 5) 02 espaces verts sont créés ; 6) Site Ramsar créée ; 7) Debacardaie créée.	- 01 centre de traitement des ordures existe ; - Nombre de campagnes de sensibilisation organisées ; - Nombre d'espace vert créée ; - Nombre d'arbres plantés. - Site ramsar - Débacardaie	Enquête, ECAM, Rapports des sectoriels	Signatures des accords de partenariats Avec les organisations de protection de l'environnement Respect des résolutions des sommets de sur le développement durable	Multiplication des plaidoyers et programmes de développement durable
Activités principales :			Cadre estimatif des couts	
1.1 Création d'un centre de traitement des déchets à AYOS ;	4.1 organisation de 40 séminaires (01par village)		Libellés	Montants

<p>2.1 organisation de 03 séminaires de sensibilisation et formation des populations sur les techniques élémentaires de gestion des ordures ménagères par an ;</p> <p>3.1 organisation de 03 séminaires (01 par canton) de sensibilisation des populations contre la coupe anarchique du bois et la gestion durable des ressources fauniques et aquacoles et sur l'intérêt de la sylviculture</p>	<p>de sensibilisation sur la lutte contre les feux de brousse ;</p> <p>5.1 Création de 02 espaces verts dans le centre ville d'Ayos</p> <p>5.2 Création de 08 pépinières de 16 000 plants</p> <p>5.3 Domestication des produits forestiers non ligneux</p> <p>6.1 Création d'un site de Ramsar</p> <p>7.1 création d'un débardaire</p>	Total investissement	205 000 000
		Total Fonctionnement	20 000 000
		Imprévus	5 000 000
		Total estimatif	230 000 000

SECTEUR 22 : DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT				
Problème du secteur : Insalubrité, faible urbanisation et précarité de l'habitat				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations	Qualité de l'habitat ; degré de salubrité	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Croissance économique soutenue	Variation du PIB
Objectif sectoriel stratégique Améliorer l'aménagement de l'espace urbain et l'habitat	- Qualité de l'habitat, degré de l'insalubrité	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Croissance économique soutenue	Variation du PIB
Objectifs spécifiques : 1) Diffuser le plan d'urbanisation de la commune ; 2) Restructurer le service de la voirie municipale ; 3) Etablir le lotissement de l'espace urbain ; 4) Ouvrir et réhabiliter les routes secondaires ; 5) Décentraliser des services de la MIPROMALO ; 6) Construire un magasin de vente des matériaux de construction ; 7) Réaménagement du camp des fonctionnaires ; 8) Construire des latrines publiques dans l'espace urbain.	- Existence d'un plan d'urbanisation ; - Existence d'un service de voirie municipale ; - Nombre de Km de routes secondaires, de caniveaux, de carrefours aménagés ; - Présence des services de la MIPROMALO ; - Nombre de personnes ayant accès aux matériaux définitifs de construction - Nombre de latrines publiques construits.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Signatures d'accord de partenariat Effectivité de la décentralisation du secteur	Accroissement du budget de la mairie
Résultats attendus : 1) Un plan d'urbanisation de la commune de AYOS est élaboré ; 2) le service de voirie municipale est restructuré ; 3) le lotissement de l'espace urbain de AYOS est effectué ; 4) 50 km de route urbaines sont ouvertes ; 5) Les services de la MIPROMALO sont ouverts à AYOS ; 6) Un magasin de vente des matériaux de construction est ouvert ; 7) Le camp des fonctionnaires est réhabilité ; 8) 05 latrines publiques sont construites dans l'espace urbain.	- Existence d'un plan d'urbanisation ; - Existence d'un service de voirie municipale ; - Nombre de Km de routes secondaires, de caniveaux, de carrefours aménagés ; - Présence des services de la MIPROMALO ; - Nombre de personnes ayant accès aux matériaux définitifs de construction - Nombre de latrines publiques construits.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Signatures d'accord de partenariat Effectivité de la décentralisation du secteur	Accroissement du budget de la mairie
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Elaboration d'u plan d'urbanisation ; 2.1 Recrutement d'un urbaniste ; 2.2 Création du service de voirie municipale ; 2.3 Acquisition du matériel de travail de la voirie municipale ; 2.4 Création d'une décharge municipale ; 3.1 Identification et lotissement de l'espace urbain ; 4.1 Ouverture de 50 km de routes urbaines	5.1 Ouverture des services de la MIPROMALO à AYOS ; 6.1 ouverture d'un magasin de vente des matériaux de construction dans la commune ; 7.1 Réhabilitation du camp des fonctionnaires 8.1 Construction de 05 latrines publiques dans l'espace urbain.	Libellés	Montants	
		Total investissement	650 000 000	
		Total Fonctionnement	200 000 000	
		Imprévus	50 000 000	
		Total estimatif	900 000 000	

SECTEUR 23 : EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE				
Problème du secteur : Chômage des jeunes				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Promouvoir des emplois décents durables accroître l'employabilité de la population active par une formation professionnelle adaptée	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de structures de formation professionnelle créées et fonctionnelles sur l'ensemble du territoire ; - Nombre d'emplois créés ; - Taux de chômage. 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Stabilité politique Croissance économique	Taux de croissance Nombre d'emplois définitifs créés
Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'accès aux emplois décents et à une formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de jeunes ayant un emploi décent - Nombre de personnes ayant accès à une formation professionnelle 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Stabilité politique Croissance économique	Taux de croissance Nombre d'emplois définitifs créés
Objectifs spécifiques : 1) Mettre sur pied un point focal de vulgarisation des activités du FNE, PIASSI, PAJER-U dans la commune ; 2) Stimuler au moins 04 sociétés à s'implanter dans la commune 3) Encourager 1000 jeunes à s'intéresser à l'agriculture 4) Créer une plantation communale 5) Organiser 04 séminaires de formation en montage de projets par an dans la commune 6) Créer un fichier de chercheur d'emploi à la mairie 7) Orienter les jeunes vers des formations techniques et qualifiantes 8) Stimuler la création d'un centre de formation professionnelle privé en métiers agricoles dans la commune 9) Réhabiliter la SAR/SM	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de services du FNE, PIAASI, PAJER-U - Nombre de sociétés installées - Nombre de jeunes professionnalisés dans l'agriculture - Nombre ha de plantation créées - Nombre de chercheurs d'emploi identifiés - % d'accroissement des jeunes dans les établissements techniques - Un centre de formation professionnelle privé en métiers agricoles est construit - La SAR/SM est réhabilité 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc) Augmentation des recettes propres de la mairie Rapport d'activité du CFR	Accroissement du budget de la mairie Effectivité de la décentralisation	Taux d'accroissement des recettes propres Nombre de PME créées
Résultats attendus : 1) 01 point focal de vulgarisation des activités du FNE, PIASSI, PAJER-U ; 2) 04 sociétés au moins sont approchées pour s'implanter à AYOS 3) 1000 jeunes sont motivés à s'intéresser à l'agriculture 4) 01 plantation communale est créée à AYOS 5) 04 séminaires de formation en montage de projets sont organisés chaque année dans la commune 6) Un fichier de chercheur d'emploi est créé 7) Plusieurs jeunes sont orientés vers les formations techniques et qualifiantes 8) Un centre de formation professionnelle privé en métiers agricoles est	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de services du FNE, PIAASI, PAJER-U - Nombre de sociétés installées - Nombre de jeunes professionnalisés dans l'agriculture - Nombre ha de plantation créées - Nombre de chercheurs d'emploi identifiés - % d'accroissement des jeunes dans les établissements techniques - Un centre de formation professionnelle privé en métiers agricoles est construit - La SAR/SM est réhabilitée 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc) Augmentation des recettes propres de la mairie Rapport d'activité du CFR	Accroissement du budget de la mairie Effectivité de la décentralisation	Taux d'accroissement des recettes propres Nombre de PME créées

SECTEUR 24 : TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE				
Problème du secteur : Insécurité du travail				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Prémunir les populations des maux, fléaux et risques sociaux et promouvoir la sécurité sociale	- Taux d'augmentation du taux de couverture en matière de sécurité sociale ; - Taux d'accroissement de 90% de la sécurité sociale	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Volonté politique	
Objectif sectoriel stratégique Sécuriser l'emploi	- Nombre de travailleurs bénéficiant de la sécurité sociale	Enquête ménages ; rapport d'activités	Volonté politique	
Objectifs spécifiques : 1) Promouvoir les droits des travailleurs 2) Formaliser le statut des employés de la commune 3) Mettre en place un système de sécurité sociale à large spectre 4) Accompagner les corps de métier dans la constitution de syndicats	- Nombre de travailleur de la commune affiliés à la CNPS ; - Nombre de contrats signés - Nombre de travailleur sensibilisés sur leurs droits ; - Nombre paysans ayant un numéro de sécurité sociale à la CNPS	Enquête ménages, rapport d'activités ;	Synergie d'action entre la société civile, l e secteur privé, les populations et l'état	nombre de partenaires intéressés ; Nombre de projets encours
Résultats attendus : 1) Des mesures de promotion et de vulgarisation des droits des travailleurs sont entreprises 2) Les employés de la commune d'AYOS accèdent à un statut formel 3) Elargissement de la sécurité sociale à toutes les personnes exerçant une activité génératrice de revenus 4) Accompagner au moins 2 secteurs d'activité à constituer un syndicat.	- Nombre de travailleur de la commune affiliés à la CNPS ; - Nombre de contrats signés - Nombre de travailleur sensibilisés sur leurs droits ; - Nombre paysans ayant un numéro de sécurité sociale à la CNPS	Enquête ménages, rapport d'activités	Synergie d'action entre la société civile, l e secteur privé, les populations et l'état	nombre de partenaires intéressés ; Nombre de projets encours
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Organisation de 02 séminaires de renforcement de capacité des travailleurs en connaissance de leurs droits et devoirs 1.2. Incitation des employeurs à respecter le SMIG 2.1 établissement de contrats de travail pour tous les employés de la commune ;	3.1 organisation de 03 formations de sensibilisation des populations sur la possibilité de constitution d'une sécurité sociale 4.1 accompagnement des motos taximen et des gérants de débit de boisson et autres à la constitution de syndicats	Libellés		Montants
		Total investissement		12 000 000
		Total Fonctionnement		4 000 000
		Imprévus		1 500 000
		Total estimatif		17 500 000

SECTEUR 25 : SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE				
Problème du secteur : La pratique des activités sportives est faible				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Développer les infrastructures sportives pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant accès aux infrastructures sportives	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Organisation de compétitions internationales	Nombre de compétitions internationales organisées
Objectif sectoriel stratégique Promouvoir les activités sportives	Nombre de personnes bénéficiant d'un accès facile aux activités sportives	Enquête ménages ; rapport d'activités sectoriels	Déconcentration des services compétents	Nombre de professionnels affectés
Objectifs spécifiques : 1) Construire un complexe sportif multidisciplinaire ; 2) Construire et équiper la délégation d'arrondissement des sports ; 3) Organiser des compétitions sportives ; 4) Aménager le stade municipal de AYOS et créer un stade de football à Nyamvoudoul ; 5) Appuyer les associations sportives de la commune ; 6) Créer un centre de formation de hand-ball ; 7) Créer des aires de sport dans les établissements ; 8) Promouvoir le sport de maintien.	- Existence d'un complexe sportif ; - Existence d'une délégation des sports ; - Nombre de compétitions organisées ; - Nombre d'aires de jeu aménagées ; - Nombre d'associations bénéficiant de l'aide de la mairie ; - Existence d'un centre de formation de hand-ball ; - Existence de club de sport de maintien.	Enquête ménages ; rapport d'activités sectoriels	Signature d'accords de financement ; Implication des CTD	Nombre d'accords conclus ; % de l'aide accordé au sport dans le budget de la mairie
Résultats attendus : 1) Un complexe sportif multidisciplinaire est construit ; 2) La délégation d'arrondissement des sports est construite et équipée ; 3) Organisation d'au moins 06 compétitions sportives chaque année ; 4) Le stade municipal de AYOS est rénové ; 5) 10 associations de sport sont appuyées chaque année ; 6) 01 centre de formation en hand-ball est créé à AYOS ; 7) 03 terrains de football et 03 terrains de hand-ball sont aménagés respectivement au lycée général, au lycée technique et à la SAR/SM ; 8) Le sport de maintien est organisé et vulgarisé.	- Existence d'un complexe sportif ; - Existence d'une délégation des sports ; - Nombre de compétitions organisées ; - Nombre d'aires de jeu aménagées ; - Nombre d'associations bénéficiant de l'aide de la mairie ; - Existence d'un centre de formation de hand-ball ; - Existence de club de sport de maintien.	Enquête ménages ; rapport d'activités sectoriels	Signature d'accords de financement ; Implication des CTD	Nombre d'accords conclus ; % de l'aide accordé au sport dans le budget de la mairie

Activités principales :		Cadre estimatif des couts	
1.1. Construction d'un complexe sportif multidisciplinaire ; 2.1 Construction et équipement d'une délégation d'arrondissement de sport ; 2.2 affectation de 05 encadreurs sportifs ; 3.1 organisation de 05 championnats de football : 01 pour les établissements primaire ; 01 pour les établissements secondaires ; 01 inter service ; 01 inter village et 01 championnat de vacance ; 3.2 organisation d' 01 championnat de hand-ball féminin dans la commune ;	4.1 rénovation du stade municipal ; 4.2 création d'un stade de football à Nyamvoudou 5.1 appui à 10 associations sportives chaque année ; 6.1 création d'un centre de formation de hand-ball ; 7.1 aménagement de 03 terrains de football : 01 au lycée général ; 01 au lycée technique ; 01 à la SAR/SM ; 7.2 aménagement de 03 terrains de hand-ball : 01 au lycée général ; 01 au lycée technique ; 01 à la SAR/SM; 8.1 promotion et organisation des activités du sport de maintien.	Libellés	Montants
		Total investissement	400 000 000
		Total Fonctionnement	50 000 000
		Imprévus	12 000 000
		Total estimatif	462 000 000

SECTEUR 26 : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATIONS				
Problème du secteur : Difficultés à former et à promouvoir les paysans chercheurs en agriculture, élevage et pisciculture				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Améliorer la recherche dans le secteur de l'industrie et des services	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'application des résultats de la recherche ; - Nombre d'entreprises innovantes créé - % des femmes développées en femmes et technologies innovantes - Taux d'amélioration de la productivité. 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Création d'universités spécialisées ; Augmentation du budget alloué à la recherche	Nombre de grandes écoles spécialisées existantes
Objectif sectoriel stratégique Améliorer l'accès aux produits de la recherche	- % de la population ayant la facilité à accéder à une innovation scientifique	Enquêtes ; Rapport d'activité des sectoriels	Augmentation des subventions aux chercheurs	Nombre de brevets d'invention accordés
Objectifs spécifiques : 1) Promouvoir la recherche scientifique dans le secteur de l'agriculture ; 2) Vulgariser les produits des innovations agropastorales et piscicoles 3) Former 50 paysans chercheurs	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'une 'antenne de recherche agropastorale et piscicole ; - Nombre de paysans chercheurs formés ; - Nombre de paysans ayant accès aux innovations. 	Enquêtes ; Rapport d'activité des sectoriels	Augmentation des subventions aux chercheurs	Taux d'accroissement du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche
Résultats attendus : 1) Une antenne de recherche agro pastorale et piscicole est construite à Ayos ; 2) les innovations agropastorales et piscicoles sont accessibles. 3) 50 paysans chercheurs sont formés	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'une 'antenne de recherche agropastorale et piscicole ; - Nombre de paysans chercheurs formés ; - Nombre de paysans ayant accès aux innovations. 	Enquêtes ; Rapport d'activité et des rapports d'étapes sectoriels	Augmentation du budget alloué à la recherche	Taux d'accroissement du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1 construction d'une antenne de recherche agro pastorale et piscicole à Ayos ; 2.1 Vulgarisation des innovations agropastorales et piscicoles;	3.1 Formation de 50 paysans chercheurs.	Libellés		Montants
		Total investissement		80 000 000
		Total Fonctionnement		20 000 000
		Imprévus		5 000 000
		Total estimatif		105 000 000

SECTEUR 27 : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR				
Problème du secteur : Difficultés à accéder à l'enseignement supérieur				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Améliorer l'accès et l'équité dans l'enseignement supérieure	- % des étudiants dans les Universités publiques ; - Nombre de nouveau de nouveaux établissements universitaires privés créé ; - Indice de parité (fille /garçon) ;	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Subventionnement de l'enseignement supérieur	Réduction des frais d'écolages
Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'accès aux études supérieures	- Pourcentage d'enfant inscrit à l'université et grandes écoles de formation	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Subventionnement de l'enseignement supérieur	Réduction des frais d'écolages
Objectifs spécifiques : 1) Octroyer des bourses aux étudiants ressortissants de la Commune d'AYOS ; 2) Créer et construction d'un institut supérieur de transformation des matières premières (ISTMP) à AYOS ; 3) Organiser chaque année des journées d'orientation universitaires 4) Eriger l'école des infirmiers d'Ayos en une faculté de médecine	- Nombre de jeunes boursiers ; - Existence d'un ISTMP ; - Nombre d'étudiants suivis ; - Nombre de journées d'orientation organisées - Existence d'une faculté de médecine	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Accroissement du budget de la commune ; Signature des conventions avec les partenaires étrangers.	% accordé à l'enseignement supérieur dans le budget Nombre d'universités partenaires
Résultats attendus : 1) Au moins 100 bourses sont octroyées aux étudiants chaque année ; 2) 01 institut supérieur de transformation des matières premières (ISTMP) est crée et construit à AYOS ; 3) 01 journée au moins d'orientation universitaire est organisée chaque année dans la commune ; 4) L'école des infirmiers d'Ayos est érigée en une faculté de médecine	- Nombre de jeunes boursiers ; - Existence d'un ISTMP ; - Nombre d'étudiants suivis ; - Nombre de journées d'orientation organisées - Existence d'une faculté de médecine	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.) ; Fiches de décharges et de suivi	Accroissement du budget de la commune ; Signature des conventions avec les partenaires étrangers.	% accordé à l'enseignement supérieur dans le budget Nombre d'universités partenaires
Activités principales :			Cadre estimatif des couts	
1.1. Octroi d'au moins bourses à 100 étudiants ressortissant de la commune de AYOS ; 2.1 Création et construction d'un institut supérieur de transformation des matières premières ;	3.1 organisation d'une journée d'orientation universitaire chaque année. 4.1 Erection de l'école des infirmiers d'Ayos en une faculté de médecine		Libellés	Montants
			Total investissement	535 000 000
			Total Fonctionnement	60 000 000
			Imprévus	15 000 000
			Total estimatif	610 000 000

SECTEUR 28 : Communication				
Problème du secteur : Accès difficile à l'information				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DCSE) Développer les infrastructures de communication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant l'accès facile à l'information	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Accroissent du budget de l'état	Taux d'accroissement du budget
Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'accès à l'information	- % de la population ayant l'accès facile à l'information	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Accroissent du budget de l'état	Taux d'accroissement du budget
Objectifs spécifiques : 1) Construction d'une radio communale à Ayos ; 2) Installer une antenne relais radio télé CRTV ; 3) Construire d'un kiosque de vente de journaux.	- Fonctionnement d'une radio communautaire ; - Réception du signal CRTV radio-télé ; - Existence d'un point de vente de journaux.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Synergie d'action entre le secteur public et le secteur privé	Nombre d'activités entreprises en concertation
Résultats attendus : 1) La radio communautaire d'ayos est construite et fonctionnelle; 2) Une antenne relais de la CRTV radio/télé est installée ; 3) Un kiosque de distribution de journaux est construit à AYOS.	- Fonctionnement d'une radio communautaire ; - Réception du signal CRTV radio-télé ; - Existence d'un point de vente de journaux.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Synergie d'action entre le secteur public et le secteur privé	Nombre d'activités entreprises en concertation
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Construction de la radio communautaire d'Ayos ; 1.2 Recrutement d'01 journaliste, 03 animateurs, 02 techniciens et 02 personnels d'appui ; 1.3 Création d'un comité de gestion de la radio communautaire ;	2.1 Installation d'une antenne relais radio/télé CRTV ; 3.1 Ouverture d'un kiosque à journaux d'Ayos.	Libellés		Montants
		Total investissement		165 000 000
		Total Fonctionnement		20 000 000
		Imprévus		5 000 000
		Total estimatif		190 000 000

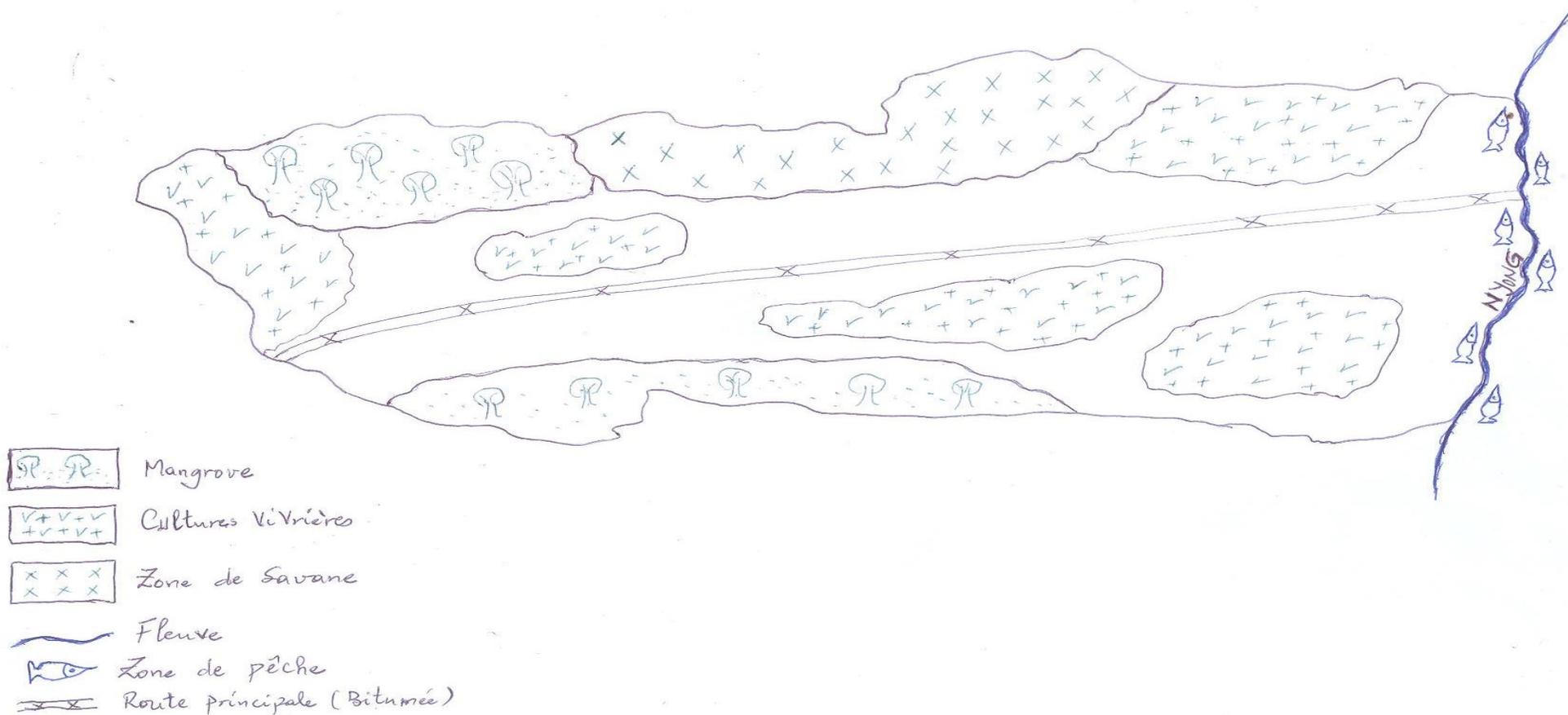
5.3. Coût estimatif du PCD

Tableau 7: Cout Estimatif du PCD

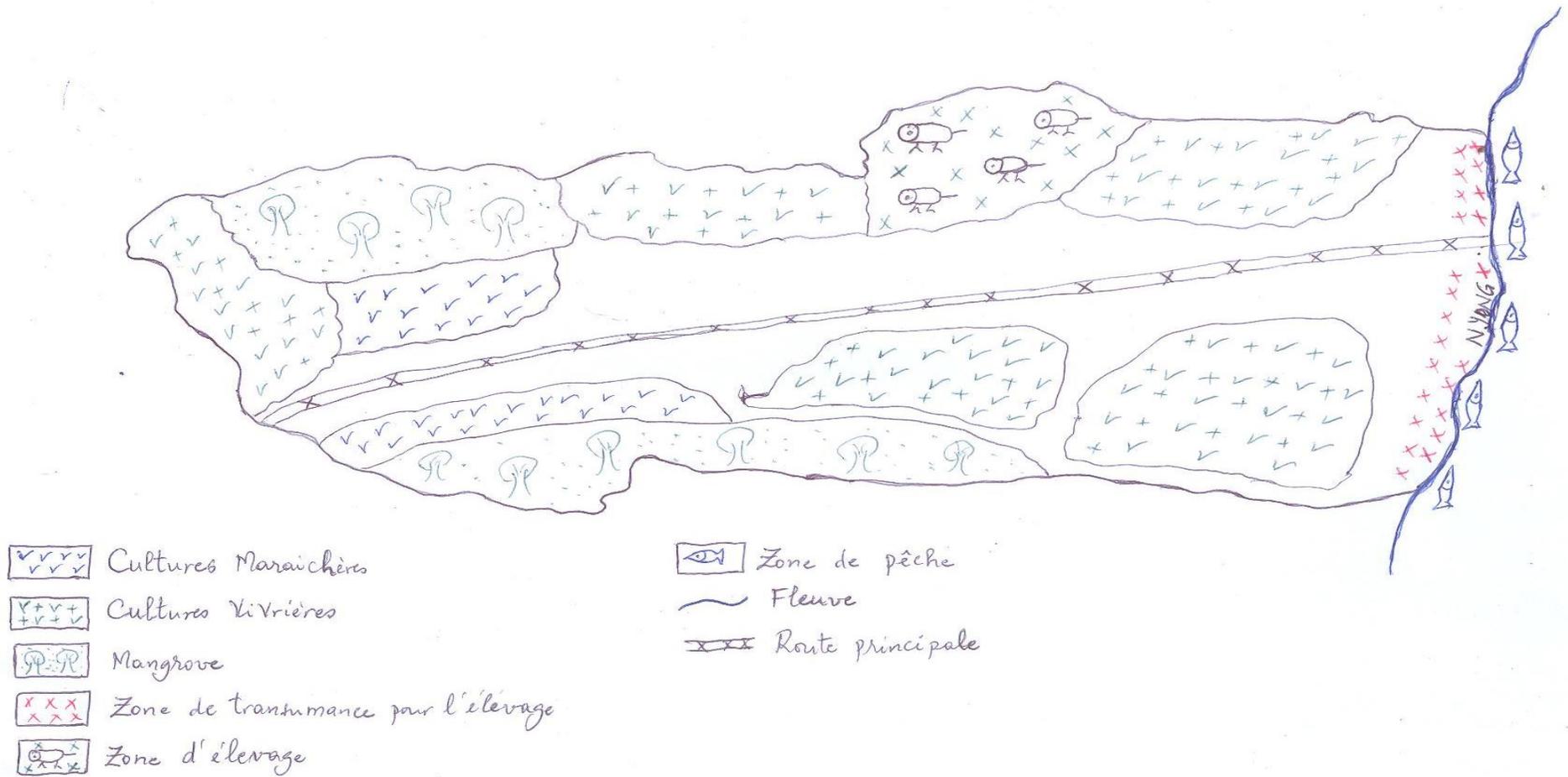
N°	SECTEUR	COUT ESTIMATIF
1	AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	960 000 000
2	ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES	490 000 000
3	SANTE PUBLIQUE	980 000 000
4	EDUCATION DE BASE	1 825 000 000
5	ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	950 000 000
6	TRAVAUX PUBLICS	1 250 000 000
7	JEUNESSE	365 000 000
8	ENERGIE ET EAU	970 000 000
9	AFFAIRES SOCIALES	216 000 000
10	FEMME ET FAMILLE	125 000 000
11	CULTURE	360 000 000
12	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT	147 500 000
13	MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	80 000 000
14	TOURISME	620 000 000
15	DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	160 000 000
16	COMMERCE	320 000 000
17	TRANSPORT	150 000 000
18	POSTES ET TELECOMMUNICATION	580 000 000
19	ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE	187 000 000
		580 000 000
20	FORET ET FAUNE	250 000 000
21	ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	230 000 000
22	DEVELOPPEMENT URBAIN ET DE L'HABITAT	900 000 000
23	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	300 000 000
24	TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	17 500 000
25	SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE	462 000 000
26	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	105 000 000
27	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	610 000 000
28	COMMUNICATION	190 000 000
COUT ESTIMATIF TOTAL		14 660 000 000

5.4 Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

PLAN D'UTILISATION ET DE GESTION DURABLE DES TERRES ACTUEL
DE LA COMMUNE D'AYOS



PLAN D'UTILISATION ET DE GESTION DURABLE DES TERRES DE LA COMMUNE D'AYOS



VI

PROGRAMMATION

6. PROGRAMMATION

6.1. Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires

Le tableau ci-dessous présente le Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) des Projets Prioritaires de la Commune d'AYOS.

Tableau 8: Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) des Projets Prioritaires

SECTEUR	Résultats	Indicateurs Objectivement vérifiables	Activités	Périodes			Ressources financières			Total (En milliers FCFA)
				A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
							Partenaire s	Montant (En milliers FCFA)		
ADMINISTRAT ION TERRITORIAL E	La résidence du sous-préfet est construite	Présence du bâtiment	Construction de la résidence du sous-préfet	X					70 000 000	70 000 000
	Case de réunion Ndelle est construite	Présence du bâtiment	Construction de la case de réunion de Ndelle		x		25 000 000			25 000 000
Total										95 000 000
SECTEUR	Résultats	Indicateurs Objectivement vérifiables	Activités	Périodes			Ressources financières			Total (En milliers FCFA)
				A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
							Partenaire s	Montant (En milliers FCFA)		
	02 salles de classes sont construites	Nombre de salle de classe construit	Construction de 02 salles de classe à l'EP de MBANG ABONG	X					16 000 000	16 000 000
	l'EP de Mbang Abong est équipée	Nombre de tables bancs acquis	Equipement en tables bancs (60) à l'EP de MBANG ABONG	X					1 800 000	1 800 000
	02 bureaux de maîtres sont acquis	Nombre de bureau de maître	Equipement du bureau du maître (02)	X					250 000	250 000

EDUCATION DE BASE (objectif spécifique: Faciliter l'accès à une éducation de base de qualité)	l'EP de Minlondo est construite	Pv de la cérémonie de restitution	Construction de 02 blocs de 02 salles de classes dont 01 respectivement à l'EP de Minlondo et à l'EP de Ngondjiang		X					18 000 000	
	Ecole Catholique de Ndelle est dotée de tables bancs	Nbre de tables bancs remis	Dotation de tables bancs à l'école catholique de Ndele		X					1 000 000	
	Latrines construites	Nombres de latrines construites	Construction de latrines de EP(G1,G2,Bilingue,Nyabewo)+Ecoles(,St Martin,Adventiste de Biyem)+ Lycée classique, Lycée technique, Collège protestant et la SAR/SM		X					20 000 000	
	02 salles de classes construites	Nombre de salles construites	Construction de 02 salles de classe à Bekoungou		X					16 000 000	
	10 salles de classes construites	nombre de salle de classes construites	Construction de 02 salles de Classe à (Mebissi, Atong, Mbaka, Ngoun, Mbakok)		X					87 000 000	
	06 salles de classes construites	Nombre de salles construites	Construction de 02 salles de classes (Ngolebome, Ngoubi, Mbang Abong)			X				54 000 000	
	02 salles de classes sont construites	Nombre de salle de classes construites	Construction de 02 salles de classe à l'EP de Ndelle			X				18 000 000	
	01 salle des maîtres est construite	Nombre de salle construite	Construction de la salle des maîtres de l'EP de Ndelle			X				5 000 000	
	180 tables bancs sont acquises	nombre de tables bancs distribuées	Equipements en tables bancs des EP Adoua, Tomba et Emini	X				0	PNDP	5 400 000	5 400 000
	170 tables bancs sont acquises	nombre de tables bancs distribuées	Equipements en tables bancs des EP Nyamvoudou, Meto, Abeng-Nam, bifos, yébé et Lembé	X				0	PNDP	5 000 000	5 000 000

08 salles de classes sont réfectionnées	Nombre de salles de classes refectionnées	Réfection de 08 salles de classe: 02 à l'EP d'Eyess; 02 à l'EP de Nsan1; 01 respectivement à l'école maternelle et EP de Kombo et 02 à l'EP de Koba	X				480 000	PNDP	9 600 000	10 080 000
60 tables bancs sont acquis	Nombre de tables bancs acquis	Equipement en tables bancs des EP de Mbaka et Ngoubi	X				0	PNDP	1 800 000	1 800 000
02 écoles publiques sont construites	Nombre d'EP construit	Construction des EP d'Akam-engali et Nyakoulou(Tomba)		X						46 000 000
07 forages sont construits dans chaque EP	Nombre de forages construits dans les EP	Construction des forages de EP(G1,G2,Bilingue,Nyabewo)+Ecoles,(St Martin,Adventiste de Biyem)+ la SAR/SM		X						56 000 000
02 salles de classes sont construits à l'EP de Bekoungou	Nombre de salles de classes construits	Construction de 02 salles de classes à Bekoungou		X						16 000 000
04 blocs de 02 salles de classes sont construits	Nombre de blocs construits	Construction de 04 blocs de 2 salles de classes dont 01 au CES de Nyamvoudou et 01 respectivement aux EP d'Ekok, Meto et Melan		X						64 000 000
05 blocs de 02 salles de classes sont construits	Nombre de salle de classe construit	Construction de 05 blocs de 02 salles de classes dont 01 respectivement à: Mebissi, Atong, Mbaka, Ngoung et Mbakok		X						90 000 000
03 blocs de 02 salles de classes	Nombre de blocs construits	Construction de 03 blocs de 02 salles de classes dont 01 respectivement à Ngolebomo, Ngoubi et Mbang Abong			X					54 000 000

Les blocs latrines sont construits	Nombre de blocs latrines construits	Construction des blocs latrines dans les EP de Nguinda, Akami, Emini et Obis			X					14 000 000
02 EP sont construits	Nombre d'EP construits	Construction des EP d'Olembe et d'Adoua			X					46 000 000
Les espaces de jeux pour les activités sportives dans les EP d'Akam, Nguinda, Obis, Emini, Tomba et Mbang sont aménagés	Nombre d'espace aménagé	Aménagement des espaces de jeux pour les activités sportives dans les EP d'Akam, Nguinda, Obis, Emini, Tomba et Mbang			X					6 000 000
02 logements d'astreints pour enseignants (Eyess et Koba) sont construits	Nombre de logement d'astreint construit	Construction de 02 logements d'astreints pour enseignants (Eyess et Koba)		X						16 000 000
02 salles de classes, des latrines et d'un forage au CES de Kombo sont construits	Nombre de salle et de latrine construits	Construction d'un bloc de 02 salles de classes, des latrines et d'un forage au CES de Kombo		X						26 500 000
01 forage à l'EP de Koba est construit	PV de réception du forage	Construction d'un forage à l'EP de Koba		X						8 000 000
04 forages sont construits	Nombre de forage construit	Construction de 04 forages, 01 respectivement à Eyess, Nsan1, Nsan1 (hameau esson) et Nebodo		X						32 000 000
Le forage de Nsan1 est réhabilité	Le forage de Nsan1 est opérationnel	Réhabilitation du forage de Nsan1		X						2 500 000
03 salles de classes sont construites	Nombre de salle construit	Construction de 03 salles de classes dont 01 respectivement à l'EP d'Eyess, Nsan1 et Koba			X					24 000 000
										511 050 000

SECTEUR	Résultats	Indicateurs Objectivement vérifiables	Activités	Périodes			Ressources financières			Total (En milliers FCFA)
				A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
								Partenaires	Montant (En milliers FCFA)	
COMMERCE (Objectif spécifique: Faciliter la commercialisation des produits)	Marché périodique construit à Emini	Présence d'un marché à Emini	Construction d'un marché périodique à EMINI	X					20 000 000	20 000 000
	un hangar est construit	Présence d'un hangar	Construction d'un hangar à Nebodo	X			250 000	PNDP	2 250 000	2 500 000
	un hangar est construit	Présence d'un hangar	Construction d'un hangar à Wong		X					2 500 000
Total										25 000 000
SECTEUR	Résultats	Indicateurs Objectivement vérifiables	Activités	Périodes			Ressources financières			Total (En milliers FCFA)
				A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
								Partenaires	Montant (En milliers FCFA)	
ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES (Objectif spécifique:	02 salles de classes sont construites	Nombre de salle de classe construit	Construction de 02 salles de classe au CES de NNEMEYONG	X					18 000 000	18 000 000
	02 salles de classes sont construits	Nombre de salle de classe construit	Construction de 02 salles de classe au CES de KOMBO AYOS	X					18 000 000	18 000 000
	Lycée Technique d'Ayos est équipé	Nombre de salle de classes équipés en tables bancs	Equipement des salles de classe en tables bancs au Lycée Technique d'Ayos	X					1 800 000	1 800 000
	Lycée Technique d'Ayos est équipé	Nombre de salle de classes équipés en tables bancs	Equipement des salles de classe en tables bancs au Lycée de NDELLE	X					1 800 000	1 800 000

Faciliter l'accès à l'enseignement secondaire)	Latrines construites	Nombres de latrines construites	Construction de latrines au Lycée Technique de Ndelle			X	10 000 000			10 000 000
	Latrines construites	Nombres de latrines construites	Construction de latrines au lycée class Ayos, Tech, Collège Protestant, SAR SM			X	1 400 000			1 400 000
	les établissements sont dotés des matériels informatiques	nombre de machines remis par établissement	Dotation de lycées et collèges d'Ayos urbain en matériels informatiques			X	6 000 000			6 000 000
Total										17 400 000
SECTEUR	Résultats	Indicateurs Objectivement vérifiables	Activités	Périodes			Ressources financières			Total (En milliers FCFA)
				A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
								Partenaires	Montant (En milliers FCFA)	
JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE (Objectif spécifique: Faciliter l'insertion socioprofessionnelle des jeunes)	Le mobilier de bureau à la délégation d'arrondissement des jeunes d'Ayos est acquis	PV de reception du matériel de bureau	Acquisition du mobilier de bureau à la délégation d'arrondissement des jeunes d'Ayos	X					4 854 000	4 854 000
Total										4 854 000
SECTEUR	Résultats	Indicateurs Objectivement vérifiables	Activités	Périodes			Ressources financières			Total (En milliers FCFA)
				A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
								Partenaires	Montant (En milliers FCFA)	
AGRICULTURE ET	GIC ELAT-MEYONG d'EMINI II est appuyé financièrement	Bon de virement	Appui financier au GIC des promotrices agricoles d'EMINI II (GIC ELAT-MEYONG d'EMINI II)	X						1 000 000

SECTEUR	Résultats	Indicateurs Objectivement vérifiables	Activités	Périodes			Ressources financières			Total (En milliers FCFA)
				A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
							Partenaires	Montant (En milliers FCFA)		
DEVELOPPEMENT RURAL (Objectif spécifique: Améliorer la production dans la filière agricole)	GIC LA PROMOTRICE DU CENTRE est appuyé financièrement	Bon de virement	Appui financier au GIC des promotrices de développement du Centre (GIC LA PROMOTRICE DU CENTRE)	X						1 000 000
	Les jeunes agriculteurs sur le site d'Obis sont appuyés financièrement	Nombre de jeunes appuyés	Appui à l'installation des jeunes agriculteurs sur le site d'Obis	X						100 000 000
	Un magasin est construit au poste agricole de Kombo	Pv reception du magasin	construction d'un magasin au poste agricole de Kombo			X				2 000 000
Total										104 000 000
EAU ET ENERGIE (Objectif spécifique: Faciliter l'accès des populations à l'énergie électrique, à l'eau potable et aux produits pétroliers)	Puits réhabilités	Nombre de puits réhabilités	Réhabilitation des puits	X			400000	PNDP	8 000 000	8 400 000
	les puits et forages sont réhabilités	Nombre de puits et forages réhabilités	Réhabilitation des puits et forages: 01 respectivement à Olembe, Emini I, Emini II, Nguinda-minfolo et Tomba1	X			325 000	PNDP	6 500 000	6 825 000
	les puits équipés en PMH sont construits	Nombre de pompe équipé en PMH construit	Construction de PMH	X			1 500 000	PNDP	13 500 000	15 000 000
	Présence d'un forage	Nombre de forages construits	Construction d'un forage	X			400 000	PNDP	7 600 000	8 000 000
	Source aménagée	Nombre de source aménagée	Aménagement de la source	X			200 000	PNDP	1 800 000	2 000 000

	un transformateur est acquis	Nombre de transformateur acquis	Acquisition d'un transformateur à Asso-obam	X			300 000	PNDP	3 000 000	3 300 000
	Un forage équipé à Nnemeyong-école est construit	Pv de reception de livraison du forage	Construction d'un forage équipé à Nnemeyong-école	X					8 000 000	8 000 000
	03 forages construits (Ekok, Nnam, Meto)	Nombre de forages construits	Construction de 01 forages à (Ekok, Nnam, Meto)		X					24 000 000
	Point d'eau case de réunion construit	Pv de reception du point d'eau	Construction de 02 forages: 01 respectivement à Ndellé et à Nsan2		x					16 000 000
	Forages construits	Taux d'accès à l'eau	Constructions de forages EP (G2,Bilingue)+SAR SM, Lycée classique, Lycée technique et collège protestant			X				48 000 000
	Forages construits	Taux d'accès à l'eau	Constructions de forages EP (G1, Nyabewo)+Ecoles,(St Martin,Adventiste de Biyem)		X					32 000 000
	Forages construits	Taux d'accès à l'eau	Construction de forages dans les EP de Ndelle, Ngondjong, Minlondo et EC de Ndelle			X				32 000 000
	Réseau électrique réhabilité	Taux de couverture du réseau électrique	Réhabilitation du réseau électrique Ndelle-Awo'o			X				17 000 000
	Un forage construit	Taux d'accès à l'eau	Construction d'un forage et des latrines au lycée de Ndelle			X				18 000 000

Forage CIM construit	Taux d'accès à l'eau	Construction d'un logement d'astreint pour enseignant à Ndellé			X				18 000 000
Ligne électrique Ndelle-Meto construite	Taux de couverture du réseau électrique	Construction de la ligne d'électrification Ndelle-Nyamvoudou-Meto			X				90 000 000
03 forages construits (Atout, Nkoloboudou II, Ngoun)	Taux d'accès à l'eau	Construction de 01 forage (Atout, Nkoloboudou II, Ngoun)			X				24 000 000
03 forages (01 respectivement à By, Esson et Asso-Obam) sont construits	Taux d'accès à l'eau	Construction de 03 forages (01 respectivement à By, Esson et Asso-Obam)		X					24 000 000
03 forages sont construits (01 respectivement au carrefour Ekok, Abeng-Nnam et Meto)	Taux d'accès à l'eau	Construction de 03 forages (01 respectivement au carrefour Ekok, Abeng-Nnam et Meto)		X					24 000 000
Le réseau électrique est étendue dans les villages de ndellé-Nyamvoudou et Meto	Présence de l'électricité	Extension du réseau électrique dans les villages de ndellé-Nyamvoudou et Meto			X				90 000 000
02 forages sont construits	Nombre de forage construit	Construction de 02 forages: 01 respectivement à Minfolo et Obis			X				16 000 000
01 transformateur est acquis	Facture d'achat du transformateur	Acquisition d'un transformateur à Mbang			X				8 000 000
03 forages sont construits	Nombre de forage construit	Construction de 03 forages (01 respectivement à Atout, Nkoloboudou et Ngoun)			X				24 000 000

	Le matériel informatique pour les EP est acquis	Type de matériel informatique acquis et facture d'achat	Acquisition du matériel informatique dans les EP suivantes: Lycée classique, Lycée technique, SAR/SM et Collège bethani			X				12 000 000
	0& forage est construit	Présence d'un forage au CIM	Construction du forage CIM			X				8 000 000
	02 forages sont construits	Nombre de forage construit	Construction de 02 forages d'eau: 01 à Nsan1 (hameau esson) et à Nebodo			X				16 000 000
	Le forage de Nebodo est réhabilité	Forage opérationnel	Réhabilitation du forage de Nebodo			X				2 000 000
Total										586 525 000
SECTEUR	Résultats	Indicateurs Objectivement vérifiables	Activités	Périodes			Ressources financières			Total (En milliers FCFA)
				A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
								Partenaires	Montant (En milliers FCFA)	
TRAVAUX PUBLICS (Objectif spécifique: Désenclaver les zones de la commune encore enclavées)	La route Olembe-Nyabewa'a est réhabilitée	Route Olembe-Nyabewa'a praticable	Réhabilitation de la route Olembe-Nyabewa'a	X					150 000 000	150 000 000
	Commune est équiper en petits équipements des travaux HIMO		Fourniture de petits équipements pour les travaux HIMO	X					2 220 000	2 220 000
	la route Macabo-Bekougou est réhabilitée	la route Macabo-Bekougou est praticable	Refection de la route Macabo-Bekougou	X				PNDP	6 500 000	7 150 000
	Buse à Ngoubi est construite	taux de praticabilité de la route	Construction d'une buse à Ngoubi	X				PNDP	2 610 000	2 900 000
	La route de Bekougou est réamenagée	Route Bekougou praticable	Réaménagement de la route de Bekougou		X					6 700 000
	la piste Ndelle-Awo'o est réhabilitée	taux de praticabilité	Réhabilitation de la piste Ndelle-Awo'o		X					14 000 000

	route Begoungou a nouveau praticable	taux de praticabilité	Travaux sur la route Bekoungou		X						7 500 000
	Pistes du centre urbain réaménagées	Taux de circulabilité	Réaménagement des pistes du centre urbain					X			23 000 000
Total											61 250 000
SECTEUR	Résultats	Indicateurs Objectivement vérifiables	Activités	Périodes			Ressources financières			Total (En milliers FCFA)	
				A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions			
								Partenaires	Montant (En milliers FCFA)		
PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES , ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT (Objectif spécifique: Faciliter le développement des activités artisanales et Activités Génératrices de Revenus)	Une unité de transformation d'huile de Palme est construite	Présence d'une unité de transformation d'huile de palme	Transformation de l'huile de palme	X					2 000 000	2 000 000	
Total										2 000 000	
SECTEUR	Résultats	Indicateurs Objectivement vérifiables	Activités	Périodes			Ressources financières			Total (En milliers FCFA)	
				A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions			
								Partenaires	Montant (En milliers FCFA)		
SANTE	Le centre de santé de Ndellé est réhabilité et équipé	Potentiel d'accueil des malades	réhabilitation et équipement	x				PNDP	14 000 000	15 400 000	

	Le centre de santé d'Emini est construit	Présence du bâtiment	Construction du centre de santé d'Emini		x					20 000 000
	la case de santé de Nkoloboudou II est créée et opérationnel	Nombre de patients enregistrés/jour	Construction d'une case de santé à Nkoloboudou II			X				12 000 000
	la case de santé de kombo est créée et opérationnel	Nombre de patients enregistrés/jour	Construction d'une maternité au CSI de kombo			X				30 000 000
	01 forage est construit au CSI de kombo	Présence d'un forage et PV de réception	Construction d'un forage au CSI de Kombo			X				8 000 000
Total										85 400 000
SECTEUR	Résultats	Indicateurs Objectivement vérifiables	Activités	Périodes			Ressources financières			Total (En milliers FCFA)
				A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions		
								Partenaire s	Montant (En milliers FCFA)	
CULTURE			Construction d'un foyer communautaire		X					25 000 000
Total										25 000 000
Total Général du CDMT										1 517 479 000

6.2. Cadre sommaire de gestion environnementale et sociale

6.2.1. Principaux impacts socio-environnementaux potentiels (principaux impacts positifs, impacts négatifs)

Le tableau ci-dessous présente les Principaux Impacts Socio-environnementaux Potentiels ainsi que les mesures d'atténuations.

Tableau 9: Principaux Impacts Socio-environnementaux Potentiels (Principaux impacts positifs, impacts négatifs)

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementales d'atténuation
Microprojet de construction des infrastructures communautaires de base. Construction/réhabilitation des salles de classes, des foyers communautaires ou tout autre ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de la capacité d'accueil de l'établissement ; - Amélioration des conditions d'éducation des jeunes ; - Augmentation du taux de scolarisation ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction de l'espace communautaire ; - Conflits fonciers ; - Destruction du couvert végétal ; - Risque de pollution environnementale (déchets, sonores) 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation de la population et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Nombre et espèces d'arbres replantés ; - Superficie engazonnée - Sensibiliser les communautés ; - Mettre en place les Comités de gestion. 	<ul style="list-style-type: none"> - Construire l'école à un lieu éloigné des habitations ; - Organiser les réunions de concertation avec les populations riveraines ; - Élaborer un règlement intérieure au sein de l'école et l'afficher ; - Borner l'espace retenu
Microprojets électrique : Extension du réseau électrique ou électrification d'un village	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser l'accès à l'énergie électrique ; - Création de nouveaux emplois et activités - Viabilisation de l'espace - Augmentation de l'utilisation des appareils électriques (TIC) - Diminution de l'exode rural. 	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction du couvert végétale ; - Occupation d'un grand espace ; - Conflits foncier avec les populations ; - Risques de prolifération des IST/SIDA. 	<ul style="list-style-type: none"> - Reboisement sur l'itinéraire du projet ; - Sensibilisation des populations sur la gestion de l'électricité. 	<ul style="list-style-type: none"> - Installation du chantier à une bonne distance des habitats - Organiser les réunions de concertation avec les populations riveraines ; - Sensibilisation sur les MST/VIH/SIDA ;
Microprojets hydraulique : Réhabilitation et construction des puits et forages	<ul style="list-style-type: none"> - Facilitation l'accès à l'eau potable des populations de la commune ; - Réduction le taux d'infection de maladies d'origine hydrique ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque d'érosion des sols ; - Risque de pertes d'espèces ligneuses ; déboisement ; - Risques de pollution atmosphérique par la poussière ; - Contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des populations sur la gestion du domaine foncier ; - Mise en place des comités de gestion d'eau potables ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Bon choix du site ; - Engazonnement des pentes ; - Réimplantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ;
Microprojets structurants Reprofilage/ouverture des routes	<ul style="list-style-type: none"> - Facilitation la circulation des biens et des personnes, - Réduction le taux de transport, - Amélioration les conditions de vie des populations ; 	<ul style="list-style-type: none"> - contamination du sol et du sous-sol ; de la nappe phréatique par les huiles de vidange ; - Risque de braconnage - Risque d'embourbement 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation du public et - Mise en place des comités de gestion de routes et de réseau électrique sur les actions à entreprendre 	<ul style="list-style-type: none"> - Engazonnement des pentes perturbées ; - Action de reboisement des zones d'emprunt - Assainissement et lutte et lutte contre l'occupation illégale du domaine publique ; - Sensibilisation pour la lutte contre le

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementales d'atténuation
	<ul style="list-style-type: none"> - Entré des devises pour la Commune 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque de contamination au VIH/SIDA 		<ul style="list-style-type: none"> braconnage et la consommation des espèces protégées - Mise en place des mécanismes de protection de l'environnement - Electrification du parc automobile - Construction de toilettes publiques - Fourniture de bacs à ordures

6.2.2. Plan sommaire de gestion de l'environnement

Le plan consiste simplement à préciser pour chaque mesure environnementale envisagée du programme triennal, les acteurs, les coûts, les périodes, et les indicateurs de suivi.

Tableau 10 : Programme triennal de gestion de l'environnement

Mesures environnementale	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
Recrutement d'un agent de développement local	Mairie (commission communale de passation des marchés)	2012	Conseil municipal ; PNDP		Recrutement en cours de l'agent de développement local
Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	PNDP	2012	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP	200 000	C'est un coût indicatif
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental	Agent de développement local	2012-2014	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal ; Agent de développement	1 200 000	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception du microprojet
Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux	PNDP	2012-2014	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ;	1 500 000	Coût estimatif
Provision pour la réalisation des études d'impacts environnementaux sommaires	PNDP, Mairie (conseil municipal)	2012-2014	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	8 000 000	En cas de recasement, les coûts sont pris en charge par la mairie
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale, et des entrepreneurs)	Agent de développement	2012-2014	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	4 000 000	Coût estimatif peut être revu
Respect des clauses environnementales du DAO et des mesures environnementales des Microprojets	Entrepreneurs		Délégation MINEP ; Agent de développement ;	4 000 000	Coût à intégrer dans les microprojets

6.3 Plan d'Investissement Annuel (PIA)

SECTEUR	Actions	Quantités	Lieu	FINANCEMENT				Coût total du microprojet	Acteurs	INDICATEURS
				Partenaires bailleurs		Apport Commune				
				Dénomination	Montant (FCFA)	ESPECE (FCFA)	NATURE			
EAU ET ENERGIE	Réhabilitation des puits	6	Ndjigon, Ebabodo, Bekoungou, Nlongassi, Messam et Bami-haoussa	PNDP	8 000 000	400000		8 400 000	Populations et prestataires	
	Réhabilitation des puits et forages: 01 respectivement à Olembe, Emini I, Emini II, Nguinda-minfolo et Tomba1	5	Olembe, Emini I, Emini II, Nguinda-minfolo et Tomba1	PNDP	6 500 000	325 000		6 825 000	Populations et prestataires	
	Construction de PMH	3	Yébé, Bifos et Mbakok	PNDP	13 500 000	1 500 000		15 000 000	Populations et prestataires	
	Construction d'un forage	1	Mebissi	PNDP	7 600 000	400 000		8 000 000		
	Source aménagée	1	Atout	PNDP	1 800 000	200 000		2 000 000		
	Acquisition d'un transformateur à Asso-obam	1		PNDP	3 000 000	300 000		3 300 000	Prestataires Communes	
EDUCATION DE BASE	Equipements en tables bancs des EP Adoua, Tomba et Emini	180	EP Adoua, Tomba et Emini	PNDP	5 400 000	0		5 400 000	Prestataires, population et Commune	
	Equipements en tables bancs des EP Nyamvoudou, Meto, Abeng-Nam, bifos, yébé et Lembé	170	Nyamvoudou, Meto, Abeng-Nam, bifos, yébé et Lembé	PNDP	5 000 000	0		5 000 000	Prestataires, population et Commune	

SECTEUR	Actions	Quantités	Lieu	FINANCEMENT				Coût total du microprojet	Acteurs	INDICATEURS
				Partenaires bailleurs		Apport Commune				
				Dénomination	Montant (FCFA)	ESPECE (FCFA)	NATURE			
	Réfection de 08 salles de classe: 02 à l'EP d'Eyess; 02 à l'EP de Nsan1; 01 respectivement à l'école maternelle et EP de Kombo et 02 à l'EP de Koba	8	Eyess, Nsan1, Kombo, Koba	PNDP	9 600 000	480 000		10 080 000	Prestataires, population et Commune	
	Equipement en tables bancs des EP de Mbaka et Ngoubi	60	Mbaka et Ngoubi	PNDP	1 800 000	0		1 800 000	Prestataires, population et Commune	
SANTE	Equipement et réhabilitation du centre de santé de Ndellé	1	Ndellé	PNDP	14 000 000	1 400 000		15 400 000	Prestataires, Commune et population	
TRAVAUX PUBLICS	Refection de la route	1	Macabo-Bekoungou	PNDP	6 500 000	650 000		7 150 000	Prestataires, Commune et population	
COMMERCE	Construction d'un hangar	1	Nebodo	PNDP	2 250 000	250 000		2 500 000	Prestataires, Commune et population	
TOTAL					79 700 000			87 555 000		

6.3.2. Plan de passation des marchés

Le tableau ci-dessous présente le Plan des Marchés du PIA d'AYOS.

Tableau 12: Plan de Passation des Marchés des microprojets du Plan d'Investissement Annuel de la Commune d'AYOS

NATURE DU PROJET	PERIODE DE PASSATION DU MARCHÉ			PERIODE PROBABLE D'EXECUTION
	Rédaction des lettres commandes et lancement des appels d'offre et dépôt des offres	Dépouillement et analyse des offres	Attribution des marchés et signature des contrats	
Réhabilitation et construction des puits et forages	01 au 15/04/2012	15 au 20/04/2012	25 au 30/04/2012	02/05 au 03/06/2012
Acquisition d'un transformateur à Asso-obam	01 au 15/04/2012	15 au 20/04/2012	25 au 30/04/2012	02 au 16/05/2012
Equipements en tables bancs des EP Adoua, Tomba et Emini	01 au 15/04/2012	15 au 20/04/2012	25 au 30/04/2012	02/05 au 03/06/2012
Equipement et réhabilitation du centre de santé de Ndellé	05 au 20/04/2012	20 au 25/04/2012	03 au 08/05/2012	10/05 au 10/06/2012
Réfection de la route	01 au 15/04/2012	15 au 20/04/2012	25 au 30/04/2012	02/05 au 03/06/2012

VII MECANISME DE SUIVI EVALUATION

7.1 Composition et attributions du Comité Communal de Suivi-Evaluation (CCSE) de mise en œuvre du PCD

7.1.1 Composition

Pour une mise en œuvre efficace et efficiente du PCD, il sera mis sur pied après la validation dudit document par le Préfet, un comité restreint élargi aux représentants des autres acteurs importants (associations, autorités traditionnelles, services déconcentrés et exécutif communal).

La légitimité de ce comité sera accompagnée d'un arrêté municipal portant création et organisation dudit comité. Les réflexions de ce comité porteront sur les modalités de mise en œuvre endogène du PCD : fonctionnement des dispositifs de pilotage et de suivi-évaluation, mobilisation du travail et des ressources communales, mobilisation des contributions externes.

7.1.2 Attributions des acteurs de la mise en œuvre du PCD

Dans un sens général, les acteurs de la mise en œuvre de ce Plan sont les habitants de la Commune d'AYOS représentés par les membres constitutifs du bureau chargé de la mise en œuvre dénommé le CCSE. En qualité de membre du CCSE, les acteurs ont comme principale activité de s'assurer que le Plan s'exécute pleinement selon la programmation prévue. Cependant, les apports et les attributions sont différents selon les postes occupés en son sein.

Le Maire de la Commune : En tant que Président du CCSE, anime le Comité et coordonne ses activités. A ce titre, il :

- convoque et préside les réunions du CCSE et les assemblées générales de la Commune;
- signe, conjointement avec les partenaires au développement identifiés, les contrats de prestations de services;
- procède à l'ordonnement des dépenses;
- signe les documents administratifs, tels que les convocations et invitations aux réunions, les correspondances de toute nature adressées à des tiers, les P-V de réunions ;
- est le cosignataire sur le compte de la Commune auprès des établissements financiers ;
- représente la Commune en justice et dans les actes de la vie civile.

Il est assisté dans ses fonctions par le Vice président, à qui il peut déléguer une partie de ses attributions à l'exception de l'ordonnement des dépenses.

L'Agent Communal de Développement : En tant que technicien de l'aspect développement au sein de la Commune, assure le Secrétariat Permanent du Comité. A ce titre il :

- prépare pour soumettre à la signature du Président les convocations, invitations et toutes autres correspondances;
- rédige les procès verbaux et les comptes rendus des réunions et assemblées générales de la communauté ;
- conserve les archives de la communauté.

Les Représentants des associations des Communautés à la base : Etant devenu des acteurs au développement au niveau local, leur participation au CCSE permet de prendre en compte des besoins de la base qu'ils représentent.

Les Deux Représentants des chefs traditionnels : Garants de l'autorité traditionnelle au niveau local, ils auront un rôle consultatif au sein du Comité.

Les Représentants du Conseil Municipal : Généralement, une Commune est divisée en secteur. Les Conseillers Municipaux étant originaires de l'un ou de l'autre secteur de la Commune, ils ont un double rôle. En effet, le rôle d'un Conseiller est de prendre les préoccupations de la base afin de les présenter aux sessions du Conseil, puis de tenir informer les populations de son secteur au courant des décisions du Conseil. Ils sont donc les yeux de la Commune répandus à travers les villages, tout comme ils le sont pour les populations de leurs secteurs respectifs.

Les Représentants des services déconcentrés (sectoriels). Lors des sessions du CCSE, leur rôle consiste en un apport d'expertise. En effet, appartenant tous à un domaine particulier dans lequel la Commune devra agir pour mettre en œuvre son PCD. Ces sectoriels apporteront entre autres : leurs conseils avisés dans les projets à réaliser, aideront au montage des projets, etc.

Les Personnalités ressources : Elles sont les détentrices de l'influence morale du CCSE. Sélectionnées parmi l'intelligentsia de la Commune, elles peuvent donner des avis éclairés utiles à ceux qui décident.

7.2 Indicateurs de suivi et d'évaluation du PIA

SECTEUR	ACTIVITES	INDICATEURS DE SUIVI-EVALUATION
EAU ET ENERGIE	1- Réhabilitation et construction des puits et forages	Les forages sont opérationnels et les populations environnantes utilisent de l'eau potable (rapport et PV de validation) + PV de réception
	2- Acquisition d'un transformateur à Asso-obam	L'électrification rurale est effectivement réalisée et opérationnel. Les populations sont desservies en énergie électrique+ PV de réception
SANTE PUBLIQUE	3- Equipement et réhabilitation du centre de santé de Ndellé	Les centres sanitaires sont approvisionnés et les populations ont un accès réguliers aux soins de santé+ PV de réception par le comité de gestion
EDUCATION DE BASE	4- Equipements en tables bancs des EP Adoua, Tomba et Emini	Les EP sont équipées d'Adoua, Tomba1 et Emini
TRAVAUX PUBLICS	5- Réfection de la route	Les tronçons sont réfectionnés et la circulation est de nouveau possible et PV de réception

7.3 Dispositif, outils et fréquence du reporting

Acteurs	Outils	Fréquence du reporting
Les membres du Comité Communal de Suivi-Evaluation (CCSE) du PCD	<ul style="list-style-type: none"> - Réunion d'évaluation ; - Descente de terrain ; - Production des Rapports mensuels (agents de développement communaux et PV), - Rapports trimestriels pour le CCSE 	<ul style="list-style-type: none"> - La fréquence de suivi des activités se fera de manière trimestrielle (cependant, les 02 agents communaux recrutés feront des descentes mensuelles afin de faciliter les activités du CCSE)

7.4 Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

7.4.1 Préparation du PIA

Pour préparer le PIA, la Commune avec l'appui technique du CCSE devrait conduire les cinq (05) étapes suivantes :

- Evaluation des activités de l'année écoulée : Il s'agira ici d'évaluer les activités précédentes du PIA, afin de faire un état des lieux des activités qui ont été réalisées et de reconduire dans le prochain PIA celles qui n'ont pas été réalisées ;
- Production du rapport annuel des activités qui ont été menées ;
- Evaluation des ressources disponibles au niveau de la Commune : Il s'agit ici pour la Commune de présenter les ressources financières disponibles pour l'année en cours, ce qui permettra d'enclencher la prochaine étape ;
- Identification des activités à inscrire dans le nouveau PIA : Il s'agira ici d'identifier les activités à conduire la nouvelle année ces activités devront sortir du CDMT qui a été élaboré lors de l'atelier de planification ;
- Elaboration du nouveau PIA.

NB : les activités du précédent PIA n'ayant pas été réalisées devront être reconduite prioritairement pour le nouveau PIA.

7.4.2 Révision du PCD

Avant d'initier la révision du PCD, il serait judicieux pour le Comité Communal de Suivi-Evaluation de procéder à une évaluation. Cette évaluation est un outil qui permettra de guider la réflexion de l'Exécutif Communal en vue de l'amélioration de la mise en œuvre du PCD. Il permet de déterminer les acquis à consolider, les orientations à modifier et les moyens à mettre en œuvre. Pour examiner les différentes actions du Plan, l'on doit s'appuyer sur le cadre logique, les indicateurs de suivi ainsi que les critères tels que : la cohérence, l'efficacité, l'efficience, la viabilité, la fiabilité...

Durant la période de sa mise en œuvre, il est conseillé que le PCD soit évalué au moins deux fois avant son terme. Une évaluation à mi - parcours et une autre au terme du deuxième CDMT qui permettra de vérifier si ce Plan a connu le succès sur le plan de son impact concret à travers la réduction de la pauvreté des populations, de sa durabilité, de son équité et de sa contribution au renforcement des capacités.

Le Comité Communal de Suivi-Evaluation est la structure chargée d'organiser les séances d'auto-évaluation et d'évaluation du PCD. Pour cela, il doit élaborer un bon plan de suivi et évaluation.

Pour une gestion efficace des ressources financières, l'actualisation du PCD se fera après deux triennal ; c'est-à-dire après deux CDMT. La révision dudit document se fera par un appel à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un Organisme d'Appui Local pour l'accompagnement de l'actualisation du PCD.

Les Agents Communaux de Développement et Financier (ACD et ACF) auront la charge de monter le Dossier d'Appel d'Offre (DAO) ; et la Commission de Passation de Marchés aura la charge de sélectionner le prestataire selon les principes du code des marchés publics édictés par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).

VIII

PLAN DE COMMUNICATION

8. Plan de communication

La communication occupe une place importante dans la mise en œuvre du PCD. Une bonne stratégie de communication interne et externe permet d'assurer une meilleure participation des acteurs à l'exécution du Plan et aussi de négocier avec d'autres Partenaires au Développement la mobilisation des ressources nécessaires.

Ainsi, pour faire connaître le document à un grand nombre d'acteurs et de partenaires ; le plan d'action suivant est préconisé :

Objectifs :

Ce plan de communication à pour objectif de :

- Faire connaître le PCD de la Commune d'AYOS ;
- Faire financer les projets qui y sont contenus.

Cible :

- Les Partenaires au Développement ;
- Les Elites ;
- Les Ministères techniques en fonction des thématiques identifiées ici ;
- Les Potentiels Bailleurs de fonds externes ;
- Les Populations de la Commune d'AYOS ;
- Les Elus Locaux.

Actions à mener :

- Il faudra au préalable synthétiser le document pour qu'il soit moins long et plus facile à lire ;
- Il faudra monter un spot publicitaire (radio et télé) en français et en langue locale (Bassa) pour mieux présenter le document ;
- Il faut créer un site internet ou un blog de la Commune d'AYOS pour promouvoir la localité ;
- **Choix des médias** : CRTV (Radio et Télé) ; Canal 2 International ; SWEET Fm ; Cameroon Tribune ; le Messenger ; le Communal (journal du FEICOM) ; la revue spécialisée de la commune (s'il y en a) ;
- **Choix du hors média** : Un Gala de charité pour la collecte des fonds ; Mailing list ; Publipostage ; les associations sur le plan local, national et même international ; Une Soirée de gala (dîner) avec les Ministères, les Ambassades, le PNDP, le FEICOM, les Partenaires au Développement (GIZ, DED, PAM, PNUD, etc.) et d'autres potentiels Bailleurs de Fonds (Banque Mondiale, FMI, Union Européenne, etc.) pour la présentation solennelle du PCD.

Durée de la campagne

Compte tenu du coût élevé d'une telle action, nous ferons une sensibilisation sur un (01) mois (quatre semaines) de manière intense.

IX

CONCLUSION

Le Plan Communal de Développement est un cadre fédérateur qui permet de ressortir la photographie de la Commune en ce qui concerne ces besoins et ces priorités à un moment précis. Ainsi, le présent document retrace l'état des besoins des communautés de la commune d'AYOS à la base. La Commune d'AYOS se situe dans le Département du Nyong et Mfoumou, Région du Centre. Elle a une superficie de 1250 km² et compte 39 villages et 19 quartiers. Sa population est estimée à environ 22 899 habitants soit une densité d'environ 18,3hbt/km². La quasi-totalité de la population a pour principale activité l'agriculture et la pêche. Le tissu économique local repose essentiellement sur les activités agricoles, de pêche et commerciale. Les populations autochtones de la Commune appartiennent aux ethnies Yébékolo, Omvang, Sso et Maka. Les populations halogènes que l'on trouve sur place sont constituées de toutes les autres ethnies du Cameroun.

La localité est riche en essences commercialisables, en PFNL et en ressources minière. L'accès aux ressources naturelles est généralement libre pour tous et les principales exploitations faites de celles-ci sont : la chasse, la pêche et la collecte.

La Commune d'AYOS connaît de nombreux problèmes qui ont été regroupés par secteur et l'atelier de planification a permis d'identifier les secteurs prioritaires qui sont les suivants :

- **Eau et Energie** ayant pour objectif stratégique : **faciliter l'accès à l'eau potable/Faciliter l'accès à l'énergie électrique ;**
- **Education de base** ayant pour objectif stratégique : **améliorer la prise en charge scolaire ;**
- **Santé publique** ayant pour objectif stratégique : **améliorer l'accès aux soins de santé de qualité ;**
- **Agriculture et développement rural** ayant pour objectif stratégique : **améliorer la production agricole ;**
- **Travaux publics** ayant pour objectif stratégique : **désenclaver la Commune.**

L'analyse des problèmes par secteur a permis d'identifier les causes pertinentes et les axes stratégiques sur lesquelles la Commune veut et peut agir pendant les 3 prochaines années. Les activités de planification qui ont suivi ont permis à la Commune d'élaborer un PCD dont le plan d'action triennale compte 88 microprojets. La première année est consacrée à la réalisation de 30 microprojets qui touchent particulièrement les domaines de l'eau et énergie, l'éducation de base, la santé publique, l'enseignement secondaire, les travaux publics, jeunesse et éducation civique et enfin l'agriculture.

A l'issue du processus et après concertations élargies, un Comité Communal de Suivi-Evaluation de la mise en œuvre du PCD (CCSE) sera mis en place pour assurer le pilotage du présent document. Ce CCSE comprendra 13 membres dont : Un (01) Président qui est le Maire titulaire de la Commune d'AYOS, un (01) Vice président qui est le Président du COPIL, deux (02) Représentants des associations, un (01) Représentant des chefs traditionnels, quatre (04) Conseillers Municipaux, deux (02) Personnalités ressources, un (01) Représentant de l'administration qui est le Secrétaire Général de la Mairie et un (01) Secrétaire Permanent qui est l'Agent Communal de Développement de la Commune.

Annexe 1 : Equipe des travaux

1. Prise de Contact avec l'Exécutif Communal

Noms et prénoms	Diplôme / Spécialité	Niveau de formation	Qualité dans l'équipe	Contact téléphonique
AFOUBA NDJANA André Marie	Master 2 sciences sociales socio anthropologie	Bac + 7	Supervision Générale	79 37 19 34 22 21 31 40
NOAH Jean Gérard	Ingénieur Agronome Spécialisé en Economie et sociologie rurales	Bac + 5	Chef de Mission	99 97 28 68 77 59 79 68
MAA NGUE Jean Yves	Maîtrise en sciences de gestion	Bac + 4	Chef de Mission (adjoint)	96 35 15 07
ENAMA Georges Bernard	Maîtrise en droit privé	Bac + 4	Membre	75 03 07 41
MFEGUE Yves	Master en suivi évaluation des projets	Bac + 5	Membre	94 68 25 63
GUELIEU Christian	Ingénieur Agronome	Bac + 5	Cartographe	99 79 22 46

2. Réalisation du DEUC

Noms et prénoms	Diplôme / Spécialité	Niveau de formation	Qualité dans l'équipe	Contact téléphonique
1. AFOUBA NDJANA André Marie	Doctorant en sciences sociales		Supervision Générale	79 37 19 34 22 21 31 40
2. NOAH Jean Gérard	Ingénieur Agronome Spécialisé en Economie et sociologie rurales	Bac + 5	Chef de Mission	99 97 28 68 77 59 79 68
3. MAA NGUE Jean Yves	Maîtrise en sciences de gestion	Bac + 4	Chef de Mission (adjoint)	96 35 15 07
4. ENAMA Georges Bernard	Maîtrise en droit privé	Bac + 4	Membre	75 03 07 41
5. CHENDJOU NZONKOU Ronal	Ingénieur Agronome	Bac + 5	Membre	77 04 05 13
6. TCHAPDA PACHONG Sidoine	Ingénieur des Eaux, Forêts et Chasses	Bac + 5	Membre	76 25 24 36
7. ISSOUKOU ENGOME Rosine	Maîtrise en droit public	Bac + 4	Membre	77 02 99 52
8. NGUENAYE NGOUANA Blandine	Ingénieur Agronome	Bac + 5	Membre	77 10 37 48
9. ABAH Joël Didier	Licence en Biochimie / Ingénieur des travaux informatiques (Informatique de Gestion)	Bac + 3	Membre	75 89 68 06
10. ONGONO Philomène Christelle	Licence en droit public	Bac + 3	Membre	75 66 81 32
11. NGONO Mélanie	Maîtrise en droit	Bac + 4	Membre	76 30 20 52

Noms et prénoms	Diplôme / Spécialité	Niveau de formation	Qualité dans l'équipe	Contact téléphonique
Christelle	public			
12. EPORAH Thierry Christian	Licence en sciences de gestion	Bac + 3	Membre	97 28 54 07
13. MFEGUE Yves	Master en suivi évaluation des projets	Bac + 5	Membre	94 68 25 63
14. AYISSI Achille	Maîtrise en droit public	Bac + 4	Membre	77 03 22 61
15. EKOMAN Brice	Doctorante en droit publique	Bac + 5	Cadre d'appui	97 49 19 44
16. NESSAH ASSOGOM Diore Ashley	HND en Finance et Management	Bac + 2	Membre	70 11 18 70
17. LAOUDJI Véronique	Maîtrise en droit public	Bac + 4	Cadre d'appui	97 69 31 94
18. GUELIEU Christian	Ingénieur Agronome	Bac + 5	Cartographe	99 79 22 46
19. NKOULOU Jonas	Maîtrise en droit public	Bac + 4	Facilitateur	76 42 05 18

3. Réalisation du DIC

Noms et prénoms	Diplôme / Spécialité	Niveau de formation	Qualité dans l'équipe	Contact téléphonique
AFOUBA NDJANA André Marie	Doctorant en sciences sociales	Bac + 7	Supervision Générale	79 37 19 34
NOAH Jean Gérard	Ingénieur Agronome Spécialisé en Economie et sociologie rurales	Bac + 5	Chef de Mission	99 97 28 68 77 59 79 68
EKOMAN EKOMAN VI Brice Estelle	Juriste Doctorante en droit public interne	Bac + 5	Chef de mission adjoint	97 4919 44
ISSOUKOU ENGOME Rosine	Juriste	Bac + 4	Membre de l'équipe	77 02 99 52
NKOULOU Jonas	Juriste	Bac + 4	Facilitateur	76 42 05 18

4. Réalisation du DPNV

Noms et prénoms	Diplôme / Spécialité	Niveau de formation	Qualité dans l'équipe	Contact téléphonique
AFOUBA NDJANA André Marie	Doctorant en sciences sociales	Bac +7	Supervision Générale	79 37 19 34
NOAH Jean Gérard	Ingénieur Agronome Spécialisé en Economie et sociologie rurales	Bac + 5	Chef de Mission	99 97 28 68 77 59 79 68
MAA NGUE Jean Yves	Maîtrise en sciences de gestion	Bac + 4	Chef de Mission (adjoint)	96 35 15 07
ENAMA Georges Bernard	Maîtrise en droit privé	Bac + 4	Membre	75 03 07 41
CHENDJOU NZONKOU Ronald	Ingénieur Agronome	Bac + 5	Membre	77 04 05 13
TCHAPDA PACHONG Sidoine	Ingénieur des Eaux, Forêts et Chasses	Bac + 5	Membre	76 25 24 36
ISSOUKOU ENGOME Rosine	Maîtrise en droit public	Bac + 4	Membre	77 02 99 52
NGUENAYE NGOUANA Blandine	Ingénieur Agronome	Bac + 5	Membre	77 10 37 48
ABAH Joël Didier	Ingénieur des travaux informatiques (Informatique de Gestion)	Bac + 3	Membre	75 89 68 06
ONGONO Philomène Christelle	Licence en droit public	Bac + 3	Membre	75 66 81 32
NGONO Mélanie Christelle	Maîtrise en droit public	Bac + 4	Membre	76 30 20 52
EPORAH Thierry Christian	Licence en sciences de gestion	Bac + 3	Membre	97 8 54 07
MFEGUE Yves	Master en suivi évaluation des projets	Bac + 5	Membre	94 8 25 63
AYISSI Achille	Maîtrise en droit public	Bac + 4	Membre	77 3 22 61
EKOMAN Brice	Doctorante en droit privé	Bac + 5	Cadre d'appui	97 9 19 44
LAOUDJI Véronique	Maîtrise en droit public	Bac + 4	Cadre d'appui	97 9 31 94
GUELIEU Christian	Ingénieur Agronome	Bac + 5	Cartographe	99 79 22 46
NKOULOU Jonas	Maîtrise en droit public	Bac + 4	Facilitateur	76 42 05 18

5. Atelier de Validation des Résultats des Diagnostics

Noms et prénoms	Diplôme / Spécialité	Niveau de formation	Qualité dans l'équipe	Contact téléphonique
AFOUBA NDJANA André Marie	Doctorant en sciences sociales	Bac +7	Supervision Générale	79 37 19 34
NOAH Jean Gérard	Ingénieur Agronome Spécialisé en Economie et sociologie rurales	Bac + 5	Chef de Mission	99 97 28 68 77 59 79 68
ENAMA Georges Bernard	Maîtrise en droit privé	Bac + 4	Membre	75 03 07 41
EKOMAN Brice	Doctorante en droit privé	Bac + 5	Cadre d'appui	97 49 19 44
ABAH Joël Didier	Ingénieur des travaux informatiques (Informatique de Gestion)	Bac + 3	Membre	75 89 68 06

6. Atelier de Planification

Noms et prénoms	Diplôme / Spécialité	Niveau de formation	Qualité dans l'équipe	Contact téléphonique
NOAH Jean Gérard	Ingénieur Agronome	Bac + 5	Chef de mission	99 97 28 68 74 63 08 26
ISSOUKOU ENGOME Rosine	Maîtrise en droit des affaires	Bac + 4	Membre	77 02 99 52
MA'A NGUE Jean Yves	Maîtrise en sciences de gestion	Bac + 4	Membre	96 35 15 07
DJABO MATABA	Master 1 en management et développement	Bac + 4	Membre	77 86 53 91

